



MAI
JUN
2019

#11

Cause

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

★

commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p.12 DOSSIER

LES RAISONS DE L'IRRATIONALISME

p.3

ÉDITORIAL

Qui a raison ?

p.8

GRAND ENTRETIEN

Construire un rapport
de force face à la haine

p.62

HISTOIRE

Une approche historique
du racisme

p.38 MILITER : **Élections municipales
un temps clé pour le mouvement populaire**

Parti communiste français

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie Qui a raison ?

6 POÉSIES

Ada Souchu Sapphô

7 REGARD

Gérard Legrip *Serial* détournement

8 LE GRAND ENTRETIEN

Christian Picquet Construire un rapport de force face à la haine et aux dérives de la démocratie

12 LE DOSSIER : LES RAISONS DE L'IRRATIONALISME

Aurélien Aramini, Florian Gulli L'irrationnel au service du capitalisme ?

Michel Limousin La peur des vaccins, un phénomène complexe

Jocelyne Porcher Du mauvais usage de la raison dans nos relations aux animaux domestiques

Christine Passerieux La promotion de pédagogies dites « alternatives » : révolution ou réaction ?

Saliha Bousseadra Sorcières ou révolutionnaires ?

Florian Gulli Avec André Tosel : la religion, entre conflit social et conflit identitaire

Stéphanie Roza *La Destruction de la raison* et nous

Ivan Lavallée France, tes Lumières pâlisent

Claude Gindin 1939 : *La Pensée*,

« revue du rationalisme moderne »

Michel Henry L'Union rationaliste, une vénérable association en prise avec le monde contemporain

38 MILITER

Jérémy Giono Élections municipales : un temps clé pour le mouvement populaire

46 CHRONIQUE EUROPÉENNE

Anne Sabourin Sexiste, pas sexiste ?

47 À LIRE SUR L'EUROPE

48 PARLEMENT

Éliane Assassi Mise en péril de la liberté de manifester

51 CONTROVERSE

Gérard Streiff Du rôle de l'espionnage dans la mondialisation

53 CRITIQUE DES MÉDIA

ACRIMED Les violences policières et le mur médiatique

56 FÉMINISME

Fátima Castelhana, Marina K. Maia Les mouvements de femmes au Brésil à l'origine du mouvement EleNào et de la résistance au fascisme

59 PHILOSOPHIQUES

Yves Schwartz Le travail, objet philosophique essentiel, un dialogue socratique

62 HISTOIRE

Aurélia Michel Une approche historique du racisme

65 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Vincent Capdepuy Qu'est-ce que l'Europe ?

68 SCIENCES

Science participative et science citoyenne. Entretien avec **Stéphanie Ruphy**

71 SONDAGE

Gérard Streiff Opinion/média Le fossé se creuse

72 STATISTIQUES

Fanny Chartier 71 % des salariés travaillent dans des entreprises sous contrôle d'un groupe

73 UNIVERSITÉ PERMANENTE

74 HORS CADRE

Didier Gil De la couleur politique

76 LIRE

David Lannes *Le Triomphe de la classe politique anglaise* de Peter Osborne

78 CRITIQUES

• **Arnaud Alessandrin** *Sociologie des transidentités*

• **Bruno Odent** *Libérons l'Europe*

• **Friedrich Engels et Karl Marx.**

Correspondance, 1835-1851

• **Fanny Pigeaud et Ndongo Samba Sylla** *L'arme invisible de la Françafrique*

• **Bernard Lamizet** *La Médiation communiste*

• **Élina Dumont** *Longtemps j'ai habité dehors*

82 DU CÔTÉ DES REVUES

83 DANS LE TEXTE (GRAMSCI)

Florian Gulli, Jean Quétier Transformisme et révolution passive

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Jean Quétier

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Davy Castel, Jean Quétier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux
Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Bordas, Saliha Bousseadra, Mickaël Bouali, Séverine Charret, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Jérémie Giono, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Élodie Lebeau, Gérard Legrip, Constantin Lopez, Corinne Luxembourg, Igor Martinache, Sophie Mazonot-Chappuy, Marine Miquel, Pierrick Monnet, Laura Moscarelli, Michaël Orand, Léo Purguette, Julien Rossi, Marine Roussillon, Sabrina Royer • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Responsable financier : Mitra Mansouri-Guilani, Tél. 01.40.40.13.41 mmansouri@paul-langevin.fr
Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : mai/juin 2019 - N°11 - ISSN 2265-4585 - N° de commission paritaire : 0919 G 93466.

Qui a raison ?

La vie est ainsi faite qu'est passé à peu près inaperçu un article du journaliste Claude Askolovitch pour le site Slate.fr, au début de l'année 2019. La raison de ce silence tient sans doute au fait qu'Askolovitch exprimait là des idées sans grande originalité par rapport à ce que nombre de ses confrères et de leurs invités avançaient alors – et continuent d'avancer. Ce silence à propos de ce texte ne doit pas, me semble-t-il, inciter à détourner le regard pour courir derrière les plus virulentes polémiques où on pourrait, censément, mieux saisir les positions des uns et des autres. Il indique au contraire qu'on est là face à un texte considéré dans ces milieux comme « normal », banalement acceptable. N'est-ce pas par là, au fond, qu'on peut le mieux essayer de saisir une pensée dominante ? Ce texte, que je crois ainsi très révélateur, présente en outre l'avantage d'exprimer plus nettement ce qui constitue le *sous-texte* de bien des articles moins courageux mais d'orientation identique.

« Qui avait raison, en 1789, entre l'héroïque paysan analphabète renversant un ordre millénaire injuste, et le raffiné marquis dont le château et les privilèges brûlent alors, quoiqu'il puisse se réclamer de Jean Bodin, de Fénelon et mille autres jamais lus par ledit paysan ? »

Nous sommes le 18 février 2019, après une altercation entre *des* gilets jaunes et Alain Finkielkraut au cours de laquelle ce dernier – quoi qu'on en pense – a été traité d'une façon lamentable et détestable.

Claude Askolovitch veut alors en tirer le sens global de la mobilisation des gilets jaunes. Laissons-lui la plume : « Il y a, dans la rencontre du philosophe et de ses agresseurs, une opposition fascinante entre la délicatesse des lettres et la trivialité des mots. On ressent, chez Finkielkraut, cette bibliothèque qui honore son foyer et jamais ne le quitte, j'en suis persuadé, et qui nourrit ses pensées et jusqu'à ses impasses. Et en face s'exhibe un monde de l'injure, des violences sans livres, du cri haineux que rien n'apaise. L'instant "gilets jaunes", finalement, aura été cela : les cris d'une foule privée de culture contre des hommes des bibliothèques.

À cette aune, Finkielkraut et Macron se ressemblent, petits-bourgeois ayant caressé les livres et s'en étant construits, et que des populaces exècrent, qui reconnaissent l'ennemi. Ce cri connaît sa limite : les plus violents savent leur infériorité et en deviennent démunis, émouvants. » ▶▶

►► « Les cris d'une foule privée de culture contre des hommes des bibliothèques... » Est-il besoin de commenter ce parfait mépris de classe, si caractéristique du traitement médiatique des gilets jaunes ? On pourrait pourtant, à très bon droit, nuancer sérieusement les deux termes de ce monde en noir et blanc proposé par Askolovitch. Pourquoi, d'une part, postuler que ces courageux manifestants seraient ces « populates » décérébrées, eux qui mettent en avant des principes politiques et une argumentation rationnelle pour les soutenir, y ont suffisamment réfléchi pour décider de se mobiliser, eux qui font souvent montre d'humour et d'agilité dans l'élaboration de leurs slogans, eux qui voient plus loin que ce qu'on rabâche à la télévision (qui, on en conviendra, n'est pas exactement une incitation à se mobiliser contre Macron) ? Pourquoi, de l'autre, faire d'Alain Finkielkraut l'incarnation des « hommes des bibliothèques », quand Pierre Bourdieu voyait précisément en lui celle de ces « sous-philosophes qui ont pour toute compétence de vagues lectures de vagues textes [...], des demi-savants pas très cultivés qui se font les défenseurs d'une culture qu'ils n'ont pas, pour marquer la différence d'avec ceux qui l'ont encore moins qu'eux » (voir le recueil *Interventions 1961-2001*) ?

« L'érudition ne suffit pas, surtout quand elle est mobilisée au service d'un intérêt de classe qui, dans bien des cas, en dernière instance, prend le pas sur les savoirs livresques et les élaborations rationnelles. »

On pourrait contester de la même manière les propos de même veine de Dominique Schnapper, très libérale sociologue, fille de Raymond Aron, qui explique le mouvement des gilets jaunes par cette « haine démocratique » qui viserait Emmanuel Macron : « Il est trop jeune et trop intelligent », tant que celles et ceux qui le regardent s'en sentent « humiliés », ne pouvant rien répliquer, n'ayant plus que leur « haine » (voir *Télos*, 28 janvier 2019). Ces pauvres inférieurs que sont les gilets jaunes en viennent alors à récuser cette « dimension aristocratique » (Schnapper toujours, sur Xerfi Canal, cette fois) de la démocratie représentative qui veut qu'on choisisse les meilleurs et qu'on s'y soumette.

Macron est-il si bon, si savant, si rationnellement imparable que l'avance la sociologue ? Sentez-vous, lectrice, lecteur, cette sourde humiliation face à la supériorité éclatante de ses prestations, au point qu'impuissant à contrer ses propos, la bave soudain écumante, vous vous jetez comme une bête pour enfilez le gilet jaune de la boîte à gants, remplir la première carte syndicale venue et faire inscrire vos voisins au prochain meeting de Ian Brossat et Marie-Hélène Bourlard ? Ce n'est franchement pas sérieux... Quelle incroyable considération ces gens-là ont-ils d'eux-mêmes... On les pardonnera, en pensant au philosophe Thomas Hobbes : s'ils voient leur sagesse si grosse, c'est qu'ils voient leur propre esprit de près et celui des autres de (très !) loin...

Mais laissons cela de côté, aussi discutable que cela soit. Admettons que Macron et Finkielkraut aient lu plus de livres que la moyenne des gilets jaunes – ce qui, du reste, est tout de même à peu près certain, vu la vie que la bourgeoisie fait mener au grand nombre d'entre elles et eux, au grand nombre d'entre nous. Qu'est-ce que cela change, sur le fond ? Est-ce le signe que les plus gros lecteurs ont raison contre les plus petits ? Qui avait raison, en 1789, entre l'héroïque paysan analphabète renversant un ordre millénaire injuste, et le raffiné marquis dont le château et les privilèges brûlent alors,

quoiqu'il puisse se réclamer de Jean Bodin, de Fénelon et mille autres jamais lus par ledit paysan ? Qui avait raison entre l'esclave *maintenu dans l'inculture la plus crasse par ses maîtres* et qui entre en révolte contre cet ordre abject d'un côté et, de l'autre, le « grand George Washington », esclavagiste encore encensé par certains de nos jours ? L'érudition ne suffit pas, surtout quand elle est mobilisée au service d'un intérêt de classe qui, dans bien des cas, en dernière instance, prend le pas sur les savoirs livresques et les élaborations rationnelles. Oui, Alain Finkielkraut, Dominique Schnapper, Emmanuel Macron et même Claude Askolovitch ont lu plus de livres que la plupart des gilets jaunes. Il n'empêche que ce sont les gilets jaunes qui ont raison : la fiscalité française est inique ; les travailleurs ne sont pas payés à hauteur des richesses qu'ils produisent ; la démocratie française est dans un état lamentable ne permettant pas au peuple d'être maître de son destin. Ne nous y trompons pas. Il ne s'agit pas de faire l'apologie de la *non*-lecture, de la *non*-réflexion, du *non*-raisonnement. Nous n'allons pas, comme les fascistes jadis, dire « haro » sur la raison et brûler les livres ! Les gilets jaunes n'ont pas raison *parce qu'ils ont lu moins de livres*. Ils ont raison *bien qu'ils aient lu moins de livres*. Car il ne faut pas oublier cette phrase de Marx dans *L'Idéologie allemande* : « L'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante. » Or on n'a pas raison par la magie d'un élan spontané. On n'a pas raison par la transparence d'un réel tout simple et facile à saisir, comprendre et transformer. On n'a pas non plus raison simplement parce qu'on occupe une position de classe donnée. La vérité est effort, travail, discussions, expériences, échanges, organisation.

« La vérité est effort, travail,
discussions, expériences,
échanges, organisation. »

Au risque de lasser lectrices et lecteurs en citant à nouveau Aragon, je voudrais tout de même leur faire partager une réflexion de l'écrivain au printemps 1953 (extraite d'un article des *Lettres françaises*, « À haute voix », qui appellerait maints commentaires par ailleurs et dont Aragon lui-même ne fera plus siennes certaines conclusions de ce temps) : « Tout se passe, pour beaucoup de camarades, comme s'ils imaginaient la vérité diffuse à l'état latent dans les masses. De telle sorte qu'il suffirait de donner à celles-ci, ou aux représentants les plus audacieux de celles-ci, ou tout au moins à ceux qui se donnent volontiers comme les porte-parole des masses dans leurs rangs mêmes, la possibilité de s'exprimer pour connaître cette vérité. » Cette « conception de la *critique de masse* [...] est un des aspects du *populisme* ». L'écueil dénoncé par le poète au siècle dernier a sans doute encore quelque actualité...

Les chemins de progrès, sauf à sombrer, ne sont ni dans le ravin aristocratique (que les « hommes des bibliothèques » gouvernent et que les gueux leur baisent les pieds) ni dans les vertigineuses illusions de ce « populisme » qu'évoque Aragon. ●

Guillaume Roubaud-Quashie, directeur de *Cause commune*.

SAPPHÔ

Sapphô, poétesse énigmatique, serait née en 612 avant notre ère sur l'île de Lesbos. Sa poésie est voulue comme une poésie d'initiées : prêtresse d'Aphrodite et *chorodidascale* (maître de chœur), elle enseigne à ses élèves ce qui fera d'elles des jeunes femmes accomplies : la grâce, l'art lyrique, l'amour par des codes spécifiques, notamment la métrique (strophe sapphique et hendécasyllabes sapphiques), et l'*instrumentarium* (la *pectis* ou *magadis*, petite lyre pour une seule voix), mais aussi un nouveau mode musical (le mixolydien). Dans sa poésie s'exprime un amour sacré pour ces jeunes femmes qui la délaisseront vers un autre séjour, quittant l'île et sa compagnie pour toujours. Le premier mot du poème, *Τεθνάκην*, cri de désespoir, n'est qu'un des nombreux rapprochements entre la poétesse et la mort. Mais dans ce poème, le sentiment d'éphémère que conjurent les icônes des fleurs, les soins et de l'amour charnel, est suivi par une évocation ritualiste ; la mémoire, que le verbe *μειναισ'* introduit, est typique des rites orphiques que la Lesbienne a sûrement côtoyés lors de son exil en Sicile. L'esthétique fragmentaire des œuvres de la poétesse de Mytilène contribue au voile de « mystère » orphique : dans cette ode, seule la partie ritualiste comporte des pertes du texte, rendant ce texte ésotérique, ne lui laissant que le bruit et la présence, vides de sens, sans la mémoire que le lac de Mnémosyne peut restituer.

L'utopie qu'offrait Sapphô aux jeunes filles, temporisant le mariage par le plaisir et l'instruction, était néanmoins une pratique réservée à la seule aristocratie : cette classe, déstabilisée par l'émergence des « tyrans », c'est-à-dire ces hommes qui accèdent au pouvoir par la force du peuple, s'est trouvée souvent exilée, comme Sapphô, qui fut tout de même rappelée par Pittacos. En réponse à cette perte de pouvoir politique, les aristocrates se sont saisis d'un nouvel outil idéologique : la poésie. L'élégie, notamment, permettait d'exprimer les idées du poète d'une manière « subjective ». Néanmoins, notre appréciation de ces œuvres n'est pas tant idéologique ou nostalgique, mais découle plutôt de leur dissolution dans nos normes esthétiques comme « modèle inaccessible » pour reprendre les termes de Marx (*Introduction à la Critique de l'économie politique*, 1857). La figure de Sapphô et son intégration au corpus mythologique sont un témoignage concret de ce transfert qui s'est opéré dès la fin de la

L'adieu

Sans mentir je voudrais être morte.
En me quittant elle pleurerait

bien des larmes. Elle m'a dit :
« Ah ! Quelle épreuve cruelle est la nôtre,
Sapphô, contre mon gré je t'abandonne. »

Et je lui répondais :
« Va et adieu, et souviens-toi
de moi, car tu sais de quels soins nous t'avons poursuivie.

Mais moi, sinon, je veux te
rappeler...
... aussi les beaux jours du passé :

les couronnes, souvent, de violettes
et de roses ensemble, de crocus,
dont tu ornais ton front, près de moi,

et les guirlandes odorantes, leurs fleurs entrelacées,
que tu jetais
autour de ta gorge fragile,

toute l'huile parfumée,
l'onguent précieux dont
tu frottais ton corps, comme une reine.

Et sur les lits moelleux,
dans mes bras, tendrement,
tu chassais hors de toi ton désir altéré.

Aux saints rites...
Jamais...
nous ne faisons défaut, nous n'étions pas absentes

pour le bosquet sacré
... et la danse...
... et le bruit... »

Sapphô, *Odes et fragments*, Gallimard, 2005,
traduit du grec ancien et préfacé par Yves Battistini.

république romaine, avec la Lesbie de Catulle dans ses *Élégies*, puis le mythe de Sapphô et de Phaon chez Ovide (*Héroïdes*). ●

Ada Souchu

Serial détournement



Gomor,
Money Hunter, peinture
sur vingt et un authentiques
billets de banque
de 1 dollar, 2018.



Supreme Dive, 2018.



Vacation, 2018.



Wonder Woman Blue, 2018.



Aviator, 2017.

Gomor naît en 1992 à Paris. Il commence la peinture par des graffitis et des tags à la bombe. En 2015, inspiré par les comics dont il s'approprie des sujets, il expérimente de nouveaux supports et de nouvelles techniques.

Le graffiti reflétera l'esprit de son univers qu'il met en scène sur des fonds abstraits, colorés, jouant sur l'équilibre entre les lignes soignées du pop art et la spontanéité du street art. Il poursuit l'esprit du pop art (cf. Andy Warhol, Roy Lichtenstein) en figurant des héros de la pop culture (Wonder Woman, Cat Woman, Superman, Batman...) et de la BD (Pic-

sou, Daisy, Mickey...), se les approprie, les détourne, utilise les codes du monde de la mode, les insère dans notre monde ostentatoire, et les associe à ceux, contemporains, du street art. À travers des œuvres faussement enfantines, il dénonce les excès des sociétés capitalistes, mêlant l'innocence de l'enfance et la voracité du capitalisme. Ses œuvres, vendues en galeries sont, pour la plupart, des acryliques sur toile. Il s'exprime également sur des objets du quotidien, par exemple des boîtes aux lettres.

Gérard Legrip



Construire un rapport de force face à la haine et aux dérives de la démocratie

Montée des haines, exacerbation de la violence sociale, de la répression policière, **Christian Picquet**, membre de la direction du PCF, chargé du mouvement des idées et du lien avec les intellectuels, analyse la situation. Il développe également les moyens que les communistes mettent en débat pour trouver une issue progressiste à la crise en cours.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **LÉO PURGUETTE** —

© Les actes de haine, singulièrement ceux qui visent les juifs, sont en nette augmentation en France en 2018. Quelle analyse faites-vous de ce phénomène ?

Même s'il convient d'être toujours prudent avec les statistiques, il est incontestable que le racisme, et singulièrement les actes antisémites, connaissent une recrudescence très préoccupante. Comme toujours, lorsque s'ouvre une crise politique et sociale aussi profonde que celle que traverse la France, certains s'emploient à désigner des boucs émissaires à tous les maux du pays et de son peuple.

Plus précisément, trente ans de déferlement néolibéral dans notre

pays et en Europe ont eu pour conséquences de détruire les grandes conquêtes sociales arrachées après-guerre, de faire reculer la place de la puissance publique, de creuser les fractures sociales et territoriales, de fragmenter la société au point que certains analystes puissent aujourd'hui parler d'un « archipel français », de détruire les services publics, d'af-

faiblir le mouvement ouvrier, de discréditer la politique et les partis, d'encourager les pires confusions idéologiques, de faciliter la désintégration de la citoyenneté. Si le racisme flambe, et si les juifs en sont spécifiquement victimes, comme cela a été le cas en d'autres moments de l'histoire, c'est que « l'antisémitisme prospère toujours là où l'armature et

« Que des juifs, des musulmans ou des réfugiés soient visés, le racisme procède d'un rapport de domination qui vise à diviser la société. »

le lien social se fissurent », comme l'écrit fort justement Delphine Horvilleur. Ce qui ne saurait faire oublier que les migrants, comme les populations de religion ou de culture

les portraits de Simone Veil, les tombes profanées de défunts juifs, ou les façades de diverses sections du PCF. Que des juifs, des musulmans ou des réfugiés soient visés, le racisme pro-

y sommes parvenus, le 19 février, contre l'antisémitisme, sous la forme d'un appel commun des partis républicains. L'événement fera date, car c'est la première fois depuis des années qu'une riposte à des exactions antijuifs n'est pas laissée aux seules organisations communautaires, afin de signifier clairement que c'est la République et ses principes qui sont attaqués, et non uniquement les juifs. Cela doit être un encouragement aux organisations du mouvement ouvrier qui agissent, sur le terrain ou à l'entreprise, contre toutes les formes de racisme.

La bataille doit également être culturelle. N'oublions pas que l'on a vu, dans la dernière période, des éditeurs rééditer (ou vouloir le faire) les textes antisémites abominables d'un Maurras ou d'un Céline. On vient, par ailleurs, d'assister à une tuerie, contre des fidèles musulmans à Christchurch, ainsi qu'au surgissement d'une campagne antiRoms virulente dans certaines villes d'Île-de-France. C'est dès l'école que les moyens doivent être mis à la disposition des enseignants pour combattre les préjugés auprès des élèves, et montrer que le racisme, d'où qu'il vienne, n'est pas une opinion mais qu'il peut toujours muer en crimes, voire en crimes de masse. L'enseignement de la Shoah, comme celui du génocide arménien du début du XX^e siècle, s'avère de ce point de vue essentiel.

Enfin, la meilleure manière de s'opposer à la guerre de tous contre tous, et à la propagande des courants qui y poussent, est encore de travailler à faire renaître une perspective d'espoir pour le plus grand nombre. Exploités et dominés, quelles que soient leurs origines ou leur religion, ont les mêmes intérêts à se rassembler contre ces fauteurs de régression sociale et d'inégalités que sont le capital, la finance et les gouvernements à leur service. ►►

« Exploités et dominés, quelles que soient leurs origines ou leur religion, ont les mêmes intérêts à se rassembler contre ces fauteurs de régression sociale et d'inégalités que sont le capital, la finance et les gouvernements à leur service. »

musulmanes, sont eux aussi violemment pris à partie.

La remontée de la haine antijuifs puise à plusieurs sources. Contrairement à ce que l'on entend régulièrement, on ne saurait en exonérer l'extrême droite. De tout temps, par-delà ses précautions de langage, cette dernière s'est identifiée à la stigmatisation de l'Autre en raison de son origine. Elle a régulièrement cherché à diviser les classes populaires et à détourner leurs colères vers le repli nationaliste ou l'obsession identitaire. Elle se trouve aujourd'hui renforcée par ses succès électoraux dans toute l'Europe. Dans ce contexte, les juifs sont comme toujours dénoncés, au choix, comme apatrides et comploteurs, riches et porteurs de décomposition des sociétés où ils vivent, mus par l'appât du gain et voulant dominer leur environnement.

Certes, des courants intégristes agissant en direction de certains quartiers populaires sont également responsables d'exactions antisémites. Ceux-là se prétendent « antisionistes » pour tenter d'assimiler les juifs aux crimes commis par les dirigeants israéliens contre les Palestiniens. On se doit de les combattre avec une identique détermination. C'est toutefois bien la nostalgie fascisante que l'on retrouve derrière les croix gammées tracées sur

cède d'un rapport de domination qui vise à diviser la société. La lutte pour le faire refluer est, pour cette raison, une et indivisible. Elle est au cœur du combat des communistes pour l'émancipation humaine.

© Le président de la République a annoncé sa volonté de dissoudre trois groupuscules d'extrême droite dont le Bastion social, mouvement néofasciste. La mise en application de cette mesure tarde à venir. Au-delà d'une réponse de type administratif, comment faire reculer durablement ces groupes haineux ?

On en dissout, dans le même temps on en laisse d'autres se livrer impunément à des violences verbales ou physiques. On l'a vu, courant mars, devant les locaux de la caisse d'allocations familiales de Bobigny où des « identitaires » s'en sont pris aux migrants en des termes abjects. Il faut bien sûr que la loi soit appliquée pour poursuivre, sanctionner, mettre hors d'état de nuire les responsables de propos ou actes racistes. Cela dit, il importe simultanément de créer un rapport de forces qui les isole et les mette politiquement en échec.

Cela passe, en premier lieu, par la formation de larges fronts unitaires. Nous

► **© La répression policière contre le mouvement social dans son ensemble et celui des gilets jaunes en particulier atteint un niveau inédit. Que cela dit-il du pouvo et de la situation politique ?**

Nous n'avons pas assisté à une telle répression depuis la guerre d'Algérie. On peut, au-delà, dire que la démocratie est mise en cause en plusieurs domaines : quand le droit de manifester est attaqué et qu'on dote la police d'armes interdites dans la plupart des pays européens ; quand on évoque l'engagement de militaires dans le maintien de l'ordre ; quand l'indépendance de la justice est clairement remise en question par l'action du président de la République et de sa garde des Sceaux ; quand la liberté d'informer est menacée sous prétexte de lutte contre les « fausses nouvelles » ; quand les droits syndicaux sont bafoués au point de voir de nombreux militants licenciés ou traînés devant les tribunaux.

Ce pouvoir voulait, avec des méthodes césaristes, plonger la France dans une violente contre-révolution néolibérale. Il s'est heurté à la résistance majoritaire d'un peuple attaché aux principes d'égalité, de fraternité, de

solidarité nés de sa grande Révolution. Les « gilets jaunes » ont exprimé la révolte des territoires et des secteurs qui pâtissent d'un pouvoir d'achat en berne, de la casse des services publics de proximité, ou d'une fiscalité plus injuste que jamais. Dans le même temps, les mobilisations se sont multipliées, dans les entreprises guettées par des plans de licenciements ou de démantèlement, dans une santé sinistrée, dans une fonction publique menacée de coupes claires dans ses effectifs, ou encore chez des enseignants et des parents d'élèves refusant les projets inégalitaires du ministre de l'Éducation nationale. Sans parler de cette jeunesse massivement engagée pour le climat, et qui rejette un système où l'on oppose « fins de mois » et « fin du monde ». Dans ces conditions, la crise sociale est devenue politique et même institutionnelle : le président-monarque est seul, seulement entouré de son clan, devant un pays en ébullition. Comme il se refuse à apporter à la colère sociale les réponses concrètes qu'une large majorité de Français attend, il cherche à manœuvrer. Après les avoir ostensiblement méprisées, il a tenté d'étouffer les aspirations

populaires au moyen du « grand débat national », mais n'y est pas parvenu. Il cherche maintenant à rassembler l'électorat de droite autour de lui, en vue notamment des élections européennes du 26 mai. Ses surenchères liberticides sont la traduction de l'impasse dont il essaie désespérément de s'extraire.

© En réponse, de nombreux gilets jaunes estiment que seule la violence permet d'être entendu. Un sentiment qui traverse désormais aussi les rangs syndicaux. Qu'en dites-vous ?

C'est surtout la peur éprouvée devant une explosion de colère inattendue d'eux qui a conduit Emmanuel Macron et son gouvernement à quelques reculs au mois de décembre. Mais des violences comme celles sur les Champs-Élysées, le 16 mars, perpétrées par des groupes plus soucieux de parasiter le mouvement social que de faire déboucher les revendications (on les avait déjà vus à l'œuvre le 1^{er} mai 2018 à Paris) n'offrent pas la moindre perspective. Elles ne font que diviser les manifestants autant que l'opinion, suscitent des réflexes de peur préjudiciables à la participation aux mobilisations, brouillent les enjeux du moment politique.

La question aujourd'hui posée est celle de la stratégie qui, pour mettre le pouvoir et le patronat en échec durable, favorisera la confluence des combats, la convergence des revendications des secteurs en lutte sur une plate-forme unifiante, l'unité syndicale, l'enracinement de la bataille sociale dans les entreprises, c'est-à-dire là où l'issue de l'affrontement au capital se jouera *in fine*. Tous ces problèmes sont, depuis des mois, au cœur des réflexions du mouvement syndical, et ils commencent à être posés parmi les « gilets jaunes » après une phase de refus de toute alliance avec le syndicalisme. Bref, il s'agit maintenant de construire, étape après étape, un rapport de force qui permet-



16 mars 2019, la marche du siècle pour le climat.

tra enfin au monde du travail de gagner et de sortir de la situation de défensive où il se trouve. Et cela doit, bien sûr, se prolonger d'une perspective politique de changement.

© Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, la gauche apparaît en totale déshérence. Comment les communistes proposent-ils de rompre avec cette situation ?

Le quinquennat de François Hollande, du fait d'une politique conduite à l'avantage de la finance et des actionnaires, s'est achevé sur une défaite politique majeure de la gauche et, plus largement, du mouvement ouvrier. Nous sommes loin d'en avoir surmonté les conséquences. Toutefois, les quatre derniers mois ont rebattu les cartes. Les Français ont pris la mesure du rejet ultramajoritaire dont font l'objet les choix gouvernemen-

© Jean-Paul Romani • phototeque.org



de la droite extrême et de l'extrême droite. Ce n'est pas pour rien que le spectre des années 1930 est si souvent évoqué dans le débat public. À juste titre ! Nous en revenons à cette montée

des urgences qui s'imposent – pour la justice sociale, la justice climatique, la justice fiscale, la démocratie –, et elles proposent de premiers moyens pour les satisfaire : redistribution des richesses, remise en cause du pouvoir de la finance, nationalisation d'une grande banque privée au service de la renaissance industrielle comme de la transition écologique, retour du pouvoir au Parlement et aux citoyens contre le système de monarchie présidentielle, rupture avec l'austérité européenne.

Sur les mois qui viennent, en articulant ces propositions à celles, convergentes, de la liste conduite par Ian Brossat pour les élections européennes, nous allons les relayer dans le pays, les soumettre à la plus large discussion, les adresser à l'ensemble des forces de gauche et du monde syndical ou associatif. Pour rassembler demain une majorité politique, une nouvelle union populaire devra se construire à partir de ce que nos concitoyennes et nos concitoyens espèrent et revendiquent. Il lui faudra aussi lier la volonté de rassemblement à gauche, le contenu de ce dernier et l'implication citoyenne à tous les niveaux. Avec les « Dix propositions », avec notre appel à débattre et à confronter les réflexions, nous avons voulu poser un jalon dans cette direction. ●

« Dès l'école, les moyens doivent être mis à la disposition des enseignants pour combattre les préjugés auprès des élèves, et montrer que le racisme, d'où qu'il vienne, n'est pas une opinion mais qu'il peut toujours muer en crimes, voire en crimes de masse. »

taux ; il n'apparaît plus impossible d'arracher des succès. C'est un grand changement dans les consciences, dont le développement actuel des luttes à l'école, pour ne prendre que cet exemple, donne la mesure. Par ailleurs, s'il est en recherche d'un nouveau souffle, le mouvement des « gilets jaunes » a rouvert l'espace d'un vaste débat sur les choix de politiques publiques pour l'avenir.

Le défi est clair : faute d'issue progressiste, la crise sociale et politique peut parfaitement se dénouer au profit de forces réactionnaires et xénophobes,

des violences et des haines racistes dont nous avons déjà parlé au début de cet entretien.

C'est dans ce cadre que, le 16 mars, à l'occasion d'un rassemblement à proximité de l'Élysée, nous avons rendu publiques « Dix propositions pour la France ». Ces propositions ne sont pas la reprise du programme du Parti communiste français. Elles ont été construites à partir de la décision des communistes de s'engager dans les échanges citoyens, les rencontres dans les mairies, la rédaction des « cahiers de l'espoir ». Elles partent des mesu-

LES RAISONS DE L'IRRATIONALISME

L'irrationnel au service du capitalisme ?

PAR **AURÉLIEN ARAMINI** ET **FLORIAN GULLI***

La critique de l'irrationalisme est consubstantielle au projet communiste. C'est le geste, ô combien symbolique, de Georges Politzer qui décide de commémorer en 1937 le tricentenaire du *Discours de la méthode* de Descartes dans un contexte philosophique et politique menaçant, hostile à la raison, exaltant la force et la volonté.

« Le rationalisme ne doit jamais perdre de vue les conditions historiques et sociales de l'irrationalisme. »

Avec l'irrationalisme, nous sommes pris dans un cercle vicieux. Il se nourrit du désarroi de populations livrées à la logique de l'accumulation. Et, en même temps, il concourt à rendre incompréhensibles les causes de ce désarroi. L'irrationalisme contemporain peut avoir le visage jeune, *fun*, contestataire, voire « révolu-

tionnaire » : l'industrie publicitaire se chargeant de donner à ces vieilles lunes obscurantistes de nouveaux vêtements plus présentables. Nouvelles spiritualités plus ou moins naturalistes, méditations plus ou moins spiritualistes, méthodes de développement de soi, etc., se donnent comme des voies de sortie de l'aliénation de la vie quotidienne. Ce qui est certain, c'est qu'elles n'interrogent jamais le capitalisme. Elles préfèrent la « révolution » des consciences aux transformations du réel.

La rationalité a beaucoup à voir avec la science. La science porte sur les faits et l'étude des faits est de la plus haute importance. Pas de prospective écologique, pas de réforme de la finance, etc., sans une foule de savoirs techniques. La réflexion sur la condition animale par exemple – c'est un aspect du dossier – se caractérise souvent par sa grande abstraction. L'industrialisation et l'exode rural, les transformations de l'agriculture en fonction de critères capitalistes ont séparé radicalement l'homme et l'animal. Le contact entre eux s'est formidablement réduit aux contacts avec les animaux domestiques. L'idée même d'un travail avec les animaux semble obscure.

La réflexion politique doit se tenir informée des savoirs. Néanmoins, elle ne saurait se ramener à ces savoirs, sauf à dégénérer en pure gestion de la réalité, sauf à postuler *in fine* un sens de l'histoire, ce que les libéraux font sans vergogne. Ils posent un horizon : le capitalisme et un régime représentatif cadennassé. Il n'y a dès lors plus rien à discuter, plus guère de place pour l'activité démocratique. Ne reste plus qu'à appliquer les recettes permettant d'aller le plus efficacement aux fins vers lesquelles le cours de l'histoire évolue inexorablement.

UNE DISCUSSION RATIONNELLE FAUSSÉE

La rationalité politique ne se ramène donc pas à la mise en œuvre de savoirs scientifiques, elle est aussi affaire de délibérations portant sur le futur souhaitable. Mais il faut alors bien avoir à l'esprit que l'espace public de discussion politique est lui-même traversé par des passions et des intérêts de classe. La discussion n'est jamais pure et l'espace public est un champ de bataille. Ce dernier est investi, sinon écrasé, par la classe dominante et son industrie médiatique. Les distorsions sont patentées. Les discours alternatifs ne sont pas censurés à strictement parler. Mais ils sont systématiquement marginalisés.

La classe dominante l'espace public dispose du privilège gigantesque de poser les termes et les coordonnées des débats. La discussion rationnelle, censément productrice de vérité, au cours de laquelle la solidité des positions des uns et des autres est éprouvée, la discussion, donc, est faussée dans son principe.

La marginalisation des discours critiques a peut-être franchi un pas de plus aujourd'hui. Le refoulement des discours non libéraux aux périphéries de l'espace public ne suffisant plus, la bourgeoisie s'emploie à les discréditer en les rejetant hors du cercle de la raison : irrationalité, utopisme, complotisme, simplification, réductionnisme, démagogie, etc. C'est l'une des menaces qui pèsent sur la rationalité aujourd'hui. Le pouvoir libéral est tenté de légiférer sur la vérité. On écrit par exemple une loi sur les *fake news*, les revendications des enseignants seraient des « intox », les gilets jaunes, quant à eux, seraient loin de saisir

toute la subtilité gouvernementale. *Le Monde* invente le « décodex », transformant une perspective politique en juge de ce qui est dicible politiquement. Bien sûr, les *fake news*, le complotisme, etc., doivent être combattus. Mais on est en droit de s'étonner aussi que ces phénomènes – aussi vieux que l'espace public – aient besoin d'être combattus ainsi, au moyen de l'interdiction légale.

Cette évolution est un symptôme : ayant de plus en plus de mal à « diriger » les masses, la classe dominante fait feu de tout bois pour museler la contestation. Ce qui inclut le refus de reconnaître la rationalité des discours qui mettent en question son hégémonie. Cette tendance n'est pas tout à fait neuve. On peut en détecter, pour la période récente, les premiers signes dans les années 1980 lorsque certains libéraux de droite et de gauche s'identifiaient comme membres d'un « cercle de la raison » assiégé par la montée des populismes.

UN OBSCURANTISME REVIGORÉ PAR LA CRISE

Le problème se dédouble car, dans l'ombre de ce magistère libéral de la vérité, et non sans rapport avec les désastreuses conséquences de ses politiques, se redéploie un vieil obscurantisme revigoré par la crise.

La rationalité est soupçonnée, sinon condamnée. La science est accusée de désenchanter le monde, de promouvoir le matérialisme au sens bas du mot. La technique est accusée de tous les maux dans un jargon hérité de Heidegger ou de la critique religieuse du monde moderne. Ces interminables déplorations sur la perte du sens, des valeurs et de l'autorité, ont toutes en

commun de faire l'impasse sur le capitalisme qui, pourtant, tord la science et la technique à ses fins. Le risque, face à ces critiques, est que le débat dégénère en antinomies improductives du type « pour ou contre la technique ? », quand la seule question pertinente est celle des formes techniques les plus favorables à l'émancipation de toutes et tous. Le risque, à l'égard de la science, serait de la défendre abstraitement (« Vive la science ! ») et de ne pas être suffisamment vigilant à l'égard de son intégration à des logiques économiques et politiques délétères. ▶▶

« Le rationalisme devrait sans cesse montrer comment libéralisme et obscurantisme font système, le premier créant les conditions sociales du second. »

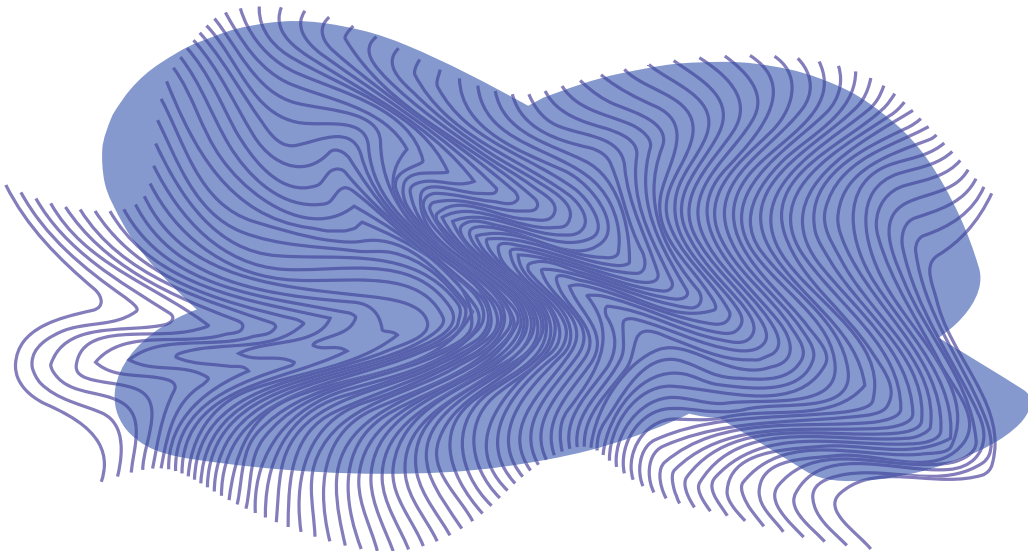
►► Le retour de ces critiques de la raison s'explique finalement par l'ampleur des bouleversements économiques, politiques, géopolitiques engagés depuis la fin des années 1970. L'augmentation de la « misère réelle », le reflux des solidarités lentement tissées par le mouvement ouvrier allaient constituer un terreau fertile notamment au retour des religions, non pas sous le signe de l'universalisme mais sous celui de l'identité particulariste et réactive, de l'identité du ressentiment et des solidarités fermées. Le rationalisme ne doit jamais perdre de vue les conditions historiques et sociales de l'irrationalisme. On ne peut combattre des effets si l'on ne dit mot sur leur cause, sur les conditions d'engendrement de ces phénomènes qui ont beaucoup à voir avec le capitalisme.

Le rationalisme contemporain a donc à combattre sur deux fronts à la fois : contre les multiples visages de l'obscurantisme contemporain d'une part et contre la prétention du libéralisme à incarner à lui seul la rationalité. Le rationalisme devrait sans cesse montrer comment libéralisme et obscurantisme font système, le premier créant

« Le risque, à l'égard de la science, serait de la défendre abstraitement ("Vive la science !") et de ne pas être suffisamment vigilant à l'égard de son intégration à des logiques économiques et politiques délétères. »

les conditions sociales du second. Il devrait par ailleurs s'employer à mettre en lumière l'étroitesse de la raison libérale en créant à côté de lui de réels espaces de discussions, des contre-espaces publics subalternes, où la raison pourrait éclore d'une réelle confrontation d'idées. ■

*Aurélien Aramini et Florian Gulli sont membres du comité de rédaction de *Cause commune*. Ils ont coordonné ce dossier.



La peur des vaccins, un phénomène complexe

La méfiance du grand public à l'égard des vaccins pose aujourd'hui un vrai problème de santé publique. Les causes de cette méfiance sont connues et il existe des moyens d'agir.

PAR MICHEL LIMOUSIN*

Les vaccins ont constitué une grande avancée dans la lutte contre les maladies infectieuses microbiennes ou virales. On cite toujours l'exemple de la variole qui a été complètement éradiquée. C'était une maladie mortelle ou gravement invalidante. Le vaccin était efficace mais il n'était pourtant pas sans risque puisque, dans un cas sur un million, il entraînait une variole avec soit de graves séquelles neurologiques, soit la mort par encéphalite. Pourtant ce risque était accepté car le rapport bénéfice/risque était très favorable. La variole était une maladie à contamination interhumaine spécifique terrifiante. Lorsque le dernier cas humain a été traité, l'Organisation mondiale de la santé a décidé après un temps de latence de sécurité d'arrêter la vaccination au niveau mondial. D'une certaine façon l'enjeu était collectif et non pas individuel ; c'était une mesure de santé publique obligatoire non soumise à l'appréciation individuelle.

Il y avait une adhésion large des populations à cette mesure d'ordre public.

« Il faut sans cesse expliquer, convaincre. Et mettre en œuvre les moyens financiers et organisationnels. Dans ces conditions, l'obscurantisme reculera et la santé s'améliorera. »

MESURE DE SANTÉ PUBLIQUE ET APPRÉCIATION INDIVIDUELLE

Aujourd'hui les choses sont différentes. L'adhésion individuelle aux campagnes de vaccination ne se fait pas facilement.

Il y a plusieurs raisons à cela :

- Le progrès médical a été tel que les gens ont perdu l'expérience de ces maladies transmissibles dans les pays développés et ils font moins le lien avec la prévention mise en place.

« On ne comprend pas toujours que sa propre vaccination sert à protéger les autres. »

- L'individualisme s'est répandu dans la société et on ne comprend pas toujours que sa propre vaccination sert à protéger les autres. Pour qu'une population soit correctement protégée par la vaccination, il est communément admis par les statisticiens que 95 % des gens doivent être vaccinés. Cela empêche l'agent pathogène de se propager et ainsi les personnes qui n'auront pas été vaccinées seront, elles aussi, protégées. Il peut s'agir de personnes qui ont une contre-indication médicale justifiée ou d'un simple dysfonctionnement du système de santé. La vaccination n'est pas une simple protection individuelle. On le voit bien pour la vaccination antigrippe. »

« Il y a chaque année environ mille femmes qui meurent dans notre pays du cancer du col de l'utérus qui peut être évité. »

- Des erreurs de communication ont joué un rôle aggravant. Par exemple, quand le ministre de la Santé, Bernard Kouchner, a arrêté la campagne de vaccination scolaire anti-hépatite B de l'ensemble des enfants parce que certains avançaient dans les médias l'idée qu'il y avait un risque de développement de sclérose en plaques, la population en général, en vertu du principe de précaution, a préféré s'abstenir de vacciner les enfants contre l'hépatite B. Or cette hépatite est une maladie vraiment dangereuse. Les preuves scientifiques ont été apportées qu'il n'y avait aucun risque particulier lié à cette vaccination mais le doute était dans les têtes.
- L'attitude des laboratoires de production a joué un rôle négatif aussi. Ils sont totalement orientés vers le profit : c'est de plus en plus évident aux yeux de tous. Il s'ensuit là aussi un doute. Est-ce qu'on me vaccine pour mon bien ou pour le profit des multinationales du médicament ? Y a-t-il un risque de compromission des décideurs publics ? Des affaires récentes sèment le trouble.
- Enfin de nombreux groupes de pression réactionnaires, antiscientifiques sont à l'œuvre, en particulier sur Internet. Certains courants pseudo-écologistes se mobilisent. Ceci ajoute au désarroi de la population. Une campagne contre les sels d'aluminium présents dans les vaccins perdure ; pourtant l'ensemble des organisations de médecins (pédiatres, épidémiologistes, médecins de santé publique) se sont prononcées clairement sur ce sujet. Mais le bruit de fond de la crainte continue.

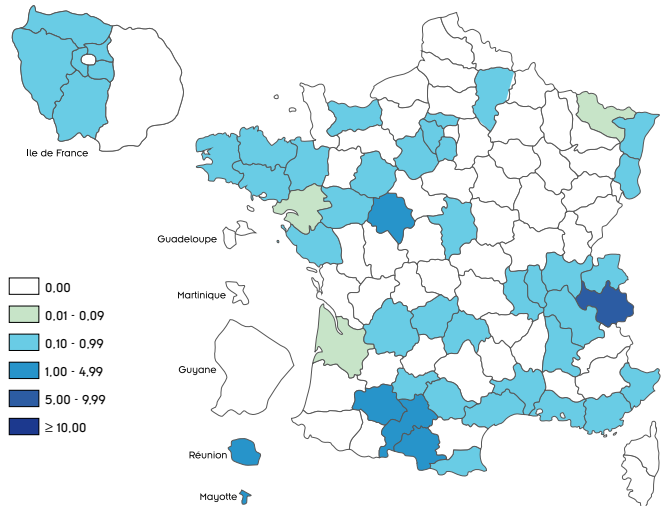
OÙ EN EST-ON AUJOURD'HUI ?

Des maladies comme la rougeole ont fait leur réapparition avec des morts à la clé. Le dernier point de situation concernant la rougeole, qui vient d'être publié par Santé publique France, insiste sur l'existence de foyers épidémiques

actifs. Depuis le 1^{er} janvier 2019, deux cent quarante-quatre cas ont été recensés. Ils se situent en Savoie avec quarante-huit cas à Val Thorens et cinq dans les vallées voisines. Début février, l'Agence régionale de santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes avait affirmé l'existence de dix-huit cas identifiés depuis janvier dans cette station de ski. Les autres foyers se situent en Haute-Garonne avec quinze cas dans une communauté de gens du voyage, à La Réunion avec trente-six cas déclarés depuis décembre 2018, et à Mayotte avec quatorze cas déclarés depuis le 1^{er} janvier 2019. 91 % des cas déclarés sont survenus chez des personnes non ou mal vaccinées. 30 % des cas déclarés de rougeole ont donné lieu à une hospitalisation, dont quatre en réanimation.

INCIDENCE CUMULÉE DES CAS DE ROUGEOLE DÉCLARÉS PAR DÉPARTEMENT DE RÉSIDENCE

France, du 1^{er} janvier au 24 février 2019 (données provisoires)



© Santé publique France

Concernant les méningites, on observe des cas sporadiques mais toujours graves. Lorsque cela arrive, les gens se font vacciner en masse du fait du risque de contagion de proximité (par exemple dans les collectivités scolaires : universités, écoles, etc.).

LE VACCIN CONTRE LE CANCER DU COL DE L'UTÉRUS.

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, le docteur Ghebreyesus, a appelé à agir pour éliminer le cancer du col de l'utérus.

Dans la revue *The Lancet Oncology*, des chercheurs australiens ont fait des projections sur l'incidence de ce cancer à travers le monde, en fonction de différents scénarios de dépistage et de vaccination contre le papillomavirus humain (HPV) responsable. Si rien de plus n'est fait, il y aura 44,4 millions de cancers du col de l'utérus dans le monde dans les cinquante prochaines années (2020-2069) et 15 millions de décès dans les pays en développement ou émergents. En revanche, la situation serait bien différente dans le scénario le plus optimiste, avec un dépistage et une vaccination pour tous. Cette projection se base sur une augmentation très rapide de la couverture vaccinale, qui atteindrait 80-100 % d'ici à 2020 avec le vaccin large spectre. Dans ce cas de figure, le cancer du col de l'utérus pourrait être éliminé dans le monde d'ici à la fin du siècle. Pour les pays en développement, le large déploiement d'un dépistage basé sur le test HPV, deux fois dans la vie à l'âge de 35 et 45 ans, avec une couverture de 70 % permettrait d'éviter de

« Les preuves scientifiques ont été apportées qu'il n'y avait aucun risque particulier lié à la vaccination contre l'hépatite B mais le doute était dans les têtes. »

12,5 à 13,4 millions de cas dans les cinquante prochaines années. Le taux de couverture vaccinale de la France est aujourd'hui l'un des plus bas en Europe (moins de 20 % de la population cible). Cette question est connue depuis plus de dix ans en France, mais les gouvernements successifs n'ont rien fait : la raison est financière (de l'ordre de 140 € par dose). Il y a chaque année environ mille femmes qui meurent dans notre pays de ce cancer qui peut être évité. On laisse la charge à la famille. C'est scandaleux. Une réforme publique de fixation du prix des médicaments devient là aussi urgente.

Il faut sans cesse expliquer, convaincre. Et mettre en œuvre les moyens financiers et organisationnels. Dans ces conditions, l'obscurantisme reculera et la santé s'améliorera. ■

***Michel Limousin** est médecin généraliste. Il est membre du conseil scientifique de la Fondation Gabriel-Péri.

Du mauvais usage de la raison dans nos relations aux animaux domestiques

Peut-on réclamer la « libération » des animaux au nom de la raison, comme le font certains militants antispécistes ? Cette thèse semble bien plutôt reposer sur le refus de l'altérité des animaux et sur un rapport irrationnel à la mort.

PAR **JOCELYNE PORCHER***

Lorsque, au milieu du XIX^e siècle, naît la zootechnie, sur les fonts baptismaux de la biologie et de l'économie et à l'appui de Descartes et de Bacon, l'usage de la raison est mis en avant par ses fondateurs pour justifier la transformation du travail paysan avec les animaux, supposé baigné de superstitions, en exploitation éclairée de la machine animale. À la fin du siècle, de la même façon, la science vétérinaire s'impose contre l'empirisme, et les vé-

térinaires, des « presque brutes » qu'ils étaient au service des paysans et de leurs vaches, deviennent des notables.

Il en a été de même au milieu du XX^e siècle lorsqu'il s'est agi de mettre en place un « élevage » rationnel destiné à « nourrir le monde », en lieu et place d'un élevage archaïque aux mains de paysans résistants au changement, bêtement attachés à leurs vaches et à leur territoire, et peu au fait des impératifs du marché. Zootechniciens,vétéri- ►►

► naires, industriels, politiques et agriculteurs modernes, à un siècle de distance, ont considéré comme leurs prédécesseurs que la raison était au service du progrès scientifique et donc nécessairement du progrès social et de l'avancement de l'esprit humain. L'exploitation industrielle des

« Les similitudes entre les théoriciens cartésiens du XIX^e siècle concepteurs de l'exploitation des animaux et ceux qui prétendent les libérer aujourd'hui sont étonnantes. »

animaux était légitimée par des impératifs économiques et par l'idée que les animaux domestiques étaient des produits de l'esprit et du travail humain (de la domestication, de la sélection...) bien davantage que des produits de la nature. Les animaux, formatés par leur fonction économique et privés d'une raison qui dépasserait les bornes de ce formatage, pouvaient subir le processus industriel sans que le hiatus entre la vie animale et son traitement industriel ne remette en question le bien-fondé de leur exploitation.

UN USAGE DE LA RAISON HORS SOL

En ce début de XXI^e siècle, toujours au nom de la raison, il faudrait maintenant « libérer » les animaux et renoncer à tous liens de domestication. Alors que les promoteurs de cette « libération » s'imaginent en avant-garde intellectuelle au service de la cause animale, ils sont de fait les continuateurs des théoriciens qui les ont précédés. Alors que leurs arguments prétendent être appuyés sur la raison, ils font aussi preuve d'irrationalisme et d'une forme de pensée magique, ancrée dans un fonds religieux non assumé, qui nie le réel et notamment la mort.

Les similitudes entre les théoriciens cartésiens du XIX^e siècle concepteurs de l'exploitation des animaux et ceux qui prétendent les libérer aujourd'hui sont étonnantes. Tout d'abord et de manière tout aussi brutale, les théoriciens de la cause animale considèrent que leur savoir s'impose sur le savoir profane. Leur discours, ancré le plus souvent dans un cadre universitaire, tire sa valeur de ce positionnement social (ce que

Bourdieu nomme « capital symbolique ») et uniquement de celui-ci. Alors que les zootechniciens étaient, du fait de leurs pratiques, en relation avec de nombreux animaux, les philosophes – les théoriciens défenseurs des animaux sont majoritairement des philosophes, c'est pourquoi je garderai cette dénomination, bien que les philosophes qui s'intéressent aux animaux ne soient évidemment pas tous des partisans de la « cause animale » – n'ont clairement, au mieux, que des relations avec leur chien ou leur chat. Leur savoir est directement lié à l'usage de la raison, à la lecture, à la critique mais de manière hors sol. Or, si l'on peut comprendre qu'à un être humain rien de ce qui est humain n'est étranger, selon l'expression de Térénce, il n'en est pas de même à propos des animaux. Le philosophe n'est pas un cochon et de fait tout ce qui est cochon lui est étranger.

CONSTRUIRE UN MONDE COMMUN AVEC LES ANIMAUX

Ce qui peut limiter cette radicale altérité, c'est le travail. Travailler avec les animaux (y compris avec des animaux dits « de compagnie »), c'est construire un monde commun dans lequel quelque chose du cochon ne nous est plus étranger et quelque chose d'humain n'est plus étranger au cochon. Même si, irréductiblement, nous restons à la porte de l'entièreté du monde d'un

« L'industrialisation de l'élevage a été faite au nom du profit et c'est au nom du profit qu'elle prend aujourd'hui une autre forme. »

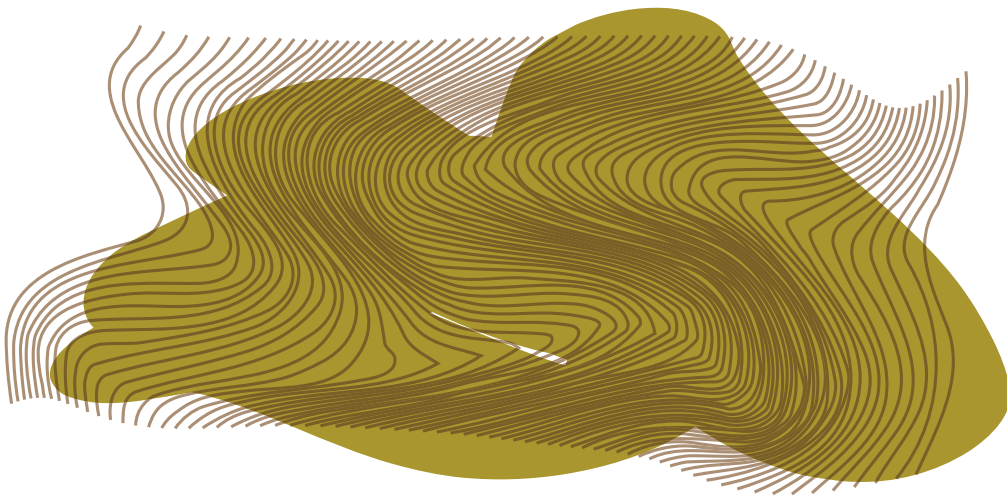
cochon construit par des sens que nous ne possédons pas au même niveau d'efficacité, par exemple l'olfaction. Malheureusement, parler de la condition animale et au nom des animaux à partir du seul usage du langage humain, en dehors de toute expérience du réel, est d'une grande facilité. Les animaux ne porteront pas

eux-mêmes la contradiction. Les philosophes peuvent donc discourir sans limites. Et la pléthore d'ouvrages d'universitaires, de journalistes, d'écrivains, écrits en deuxième, troisième, voire quatrième main, qui paraissent à propos des animaux en est la démonstration.

Après avoir construit l'animal comme machine ou l'avoir exclu de leurs préoccupations, les philosophes en font aujourd'hui des *prochains*. Les cochons, les vaches... ne sont plus des êtres qui appartiennent à leur propre monde mais ils appartiennent au nôtre. Ils sont « comme nous ». De nombreux auteurs décrivent les animaux comme des enfants et chargent le « meurtre animal » d'une dimension empathique. Toute la littérature sur le droit des animaux aboutit finalement à ce syllogisme : tuer son prochain, c'est mal ; l'animal est mon prochain ; donc tuer un animal, c'est mal. Derrière la première prémisse, on trouve bien sûr l'injonction divine « Tu ne tueras point ». Tout cet appareillage théorique supposément appuyé sur la raison renvoie finalement à un fonds religieux et, pour les auteurs abolitionnistes (qui militent pour la fin de la domestication), à la perspective d'une partition du monde entre les humains et des animaux retournés à la sauvagerie. Pour les auteurs non abolitionnistes, la perspective est celle d'un éden, d'une vie commune avec des animaux dont les mœurs devien-

« Après avoir transformé les animaux en machines et produit de la matière animale à profusion, les zootechniciens 3.0 s'apprêtent maintenant à produire de la matière animale *sans* les animaux, à partir de la cellule et non plus à partir de l'animal entier. »

draient curieusement semblables aux nôtres. Considérant les conséquences d'une critique radicale de la domestication, c'est-à-dire la fin de nos relations avec les animaux domestiques – chiens et chats compris –, de nombreux auteurs prétendent maintenant penser notre vie *avec* les animaux mais *sans* le travail et surtout *sans* la mort. Cet objectif aboutit à des propositions détachées du monde réel et qui ressemblent fortement à des contes pour enfants. Il était une fois un monde merveilleux où le loup habitait avec l'agneau, où personne ne craignait le froid ni la faim, où les rapports de force n'existaient pas, encore moins les rapports de classe... ►►



► Ces contes sont d'autant plus propices à se faire passer pour de véritables alternatives qu'ils font l'impasse sur le système économique capitaliste, sur les enjeux mondiaux autour de l'alimentation et sur les intérêts des animaux. Car, dans la réalité, si les humains et les animaux ont noué depuis dix millénaires des liens domestiques, c'est précisément parce qu'il faut manger tous les jours. Et que la nature n'est pas spécialement gentille, ni à leur égard ni au nôtre. Vivre et travailler ensemble avec les animaux a été la rencontre la plus porteuse de conséquences positives pour notre évolution et pour celle des espèces domestiques. Mais notre travail commun ne se réalise pas dans un monde idyllique. Il est inscrit dans les rapports sociaux pour le meilleur mais aussi pour le pire. L'industrialisation de l'élevage a été faite au nom du profit et c'est au nom du profit qu'elle prend aujourd'hui une autre forme.

En effet, après avoir transformé les animaux en machines et produit de la matière animale à profusion, les zootechniciens 3.0 s'approprient maintenant à produire de la matière animale *sans* les animaux, à partir de la cellule et non plus à partir de l'animal entier. L'agriculture cellulaire est en marche pour remplacer l'agriculture industrielle, à commencer par les produits animaux. Car les animaux ont cessé d'être rentables et des substituts biotechnologiques offrent des perspectives de rentabilité incomparablement supérieures. Ces orientations sont opérées, tout comme lors des siècles précédents, à l'appui de l'alliance entre science et industrie. Car, comme les concepteurs de l'agriculture cellulaire l'expliquent, la façon dont nous produisons notre alimentation aujourd'hui n'est pas raisonnable. Nous massacrions les animaux, nous polluons la planète, nous consommons des produits nocifs pour notre santé... Il vaudrait bien mieux nous détacher des animaux, voire de la nature tout entière, pour produire des aliments « propres » non entachés de mort animale. C'est ainsi qu'est décrite la *clean meat*, la viande *in vitro*, par ses concepteurs, une formidable innovation participant d'un « monde meilleur ».

Ces innovations biotechnologiques sont soutenues par une large frange des partisans de la cause animale. Comme le souligne, en substance, la très puissante association américaine « Pour une éthique dans le traitement des animaux (PETA) », si les gens sont incapables de se passer de viande, autant leur en fournir qui ne nécessitera pas de tuer les animaux. C'est aussi la position des asso-

ciations de défense des animaux en France. De plus, grâce à la viande *in vitro*, les chats et les chiens pourront échapper aux croquettes véganes et rester carnivores.

Tous ces discours rationnels font l'impasse sur la fonction de la raison qui consiste à rechercher ses propres limites. Nos relations avec les animaux sont incarnées. Notre subjectivité et l'intersubjectivité de nos relations avec les animaux passent par le corps. C'est pourquoi le travail est une indispensable clé de compréhension du point de vue des animaux. Parce que, dans le travail, les animaux font des choses. Ils font des choix et des propositions. Ils coopèrent ou ils refusent

« Considérant les conséquences d'une critique radicale de la domestication, c'est-à-dire la fin de nos relations avec les animaux domestiques – chiens et chats compris –, de nombreux auteurs prétendent maintenant penser notre vie *avec* les animaux mais *sans* le travail et surtout *sans* la mort. »

leur participation. C'est dans cette production matérielle – ou immatérielle – qu'ils se construisent en tant qu'êtres singuliers et en tant qu'espèces. Et c'est dans cette production matérielle que l'on peut comprendre la place de la mort des animaux dans le travail.

Ainsi que l'exprime la formule attribuée à Einstein, la connaissance s'acquiert par l'expérience, le reste n'est que de l'information. C'est par l'expérience du travail et par l'engagement du corps que nous comprenons les animaux et qu'ils nous comprennent. C'est ensuite par l'exercice de notre raison que nous pouvons tirer les conséquences de nos expériences à titre individuel et collectif, avec les animaux et non pas sans eux. ■

*Jocelyne Porcher est sociologue et zootechnicienne. Elle est directrice de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

La promotion de pédagogies dites « alternatives » : révolution ou réaction ?

Que penser de ces pédagogies « alternatives » qui fleurissent alors que l'école publique subit des attaques sans précédent ? Derrière la bienveillance affichée, elles contribuent à renforcer les inégalités et à conférer à l'élève le statut d'« autoentrepreneur » de ses résultats scolaires.

PAR CHRISTINE PASSERIEUX*

Dans un contexte de transformation profonde du système éducatif mise en œuvre depuis quelques années et qui se traduit par une privatisation rampante, la promotion de certaines pédagogies dites « alternatives » est un pur produit de l'« essorage sémantique » que définit Éric Hazan dans son ouvrage sur la langue de la V^e République (*LQR. La propagande du quotidien*, Liber-Raisons d'agir, 2006). Des discours et des expériences sont largement diffusés, dans les média, par

ce jour personne n'a pu donner de définition rigoureuse. Alors qu'une large réflexion pédagogique, nourrie de décennies de travaux de recherche en sociologie, psychologie et didactique, s'interroge sur les conditions d'un accès égalitaire aux apprentissages scolaires, ces pédagogies dites « alternatives » privilégient « l'épanouissement » de chaque enfant (dans un emprunt très éclairant au lexique de la botanique). Ce faisant, elles défendent une conception naturalisante du développement de l'enfant, dont il s'agirait de révéler la personnalité, essentialisée, conçue comme un déjà-là qu'il suffirait de faire émerger. C'est un retour à l'idéologie des dons, combattue il y a plus de cinquante ans et avec force par Lucien Sève, dénoncée par la sociologie critique et invalidée par nombre de neuroscientifiques (cf. Catherine Vidal, « La plasticité cérébrale, clef de l'apprentissage », *Carnets rouges*, mai 2015) qui montrent, avec les travaux sur la plasticité du cerveau, qu'il n'y a plus lieu de séparer l'inné et l'acquis et que toute tentative pour le faire tend à légitimer les inégalités. En évacuant la question sociale, ces pédagogies favorisent, voire organisent, la reproduction sociale. Il ne s'agit plus de doter tous les enfants d'une culture commune nécessaire à leur développement et porteuse d'émancipation, mais au contraire de s'adapter aux rythmes prétendument individuels, de répondre aux goûts, talents et intérêts « naturels » d'un enfant générique, « hors-sol », c'est-à-dire hors de tout milieu. Habile manœuvre qui consiste, au nom de la « bienveillance », à ne pas prendre en compte les différences, mais revient à les renforcer en les sous-estimant. ►►

« Habile manœuvre qui consiste, au nom de la “bienveillance”, à ne pas prendre en compte les différences, mais revient à les renforcer en les sous-estimant. »

des hommes et des femmes politiques très favorables à une école de la reproduction sociale, voire par l'institution elle-même. Des écoles, comme les écoles Montessori ou Steiner, se développent. Ces expériences, ces écoles se présentent comme alternatives, mais alternatives à quoi ? Sur quelles bases ? Pour quels projets ?

UN RETOUR À L'IDÉOLOGIE DES DONS

Ces pédagogies « alternatives » prétendent dénoncer une pédagogie traditionnelle, dont à

► Ces pédagogies se réclament plus du développement personnel et de la psychologie positive que des savoirs et de leur transmission. Le charisme bienveillant des enseignants y tient souvent lieu de professionnalisme, en particulier dans les écoles estampillées Montessori (sans pour autant être toujours reconnues par l'association officielle) qui peuvent recruter des personnels sans aucun diplôme d'enseignement. La question de la culture n'est pas posée, alors même qu'aucun résultat scientifique ne permet de valider l'enseignement dispensé. L'entreprise de communication est bien rodée. Le recours à des concepts mous (bienveillance, bien-être...) se réclame d'une dépolitisation de la question scolaire, pour mieux masquer une idéologie des plus réactionnaires. La seule question qui vaille, celle de la démocratisation de l'accès aux savoirs, n'est plus l'enjeu, quand il s'agit d'adapter les ambitions en fonction de différences essentialisées.

L'ÉCOLE PUBLIQUE MENACÉE

À travers la promotion de ces pédagogies, c'est l'école publique qui est menacée. Dans un contexte libéral de promotion de l'individu libre de ses choix, où l'éducation est un marché, les écoles et courants dits « alternatifs » légitiment le recours au privé, pour les classes moyennes et supérieures désireuses de préserver un entre-soi. Ces courants reprennent à leur compte la rhétorique de la réussite, mais pour la circonscrire à la réussite individuelle, rendue possible par un enseignement individualisé : l'élève devient auto-entrepreneur de ses résultats scolaires. L'individualisation est alors la version *soft* de la ségrégation. La manœuvre est habile car elle se fonde sur l'instrumentalisation d'une réalité objective, l'échec scolaire massif, mais indûment imputé à la contrainte d'apprentissages qui seraient trop théoriques, les mêmes pour tous, et ne pouvant provoquer qu'ennui et décrochage.

La pénétration du privé prend différentes formes en matière d'éducation. Y compris avec le soutien actif du ministère de l'Éducation nationale : ainsi, en rendant obligatoires l'école maternelle et l'instruction dès 3 ans à la rentrée 2019, le ministre a fait un magnifique cadeau au privé (cf. Christine Passerieux, « Maternelle : l'obligation scolaire, pro-

messe d'inégalités », *Carnets rouges*, janvier 2019). La réduction du nombre de postes, le manque d'écoles maternelles en zone rurale, la fusion d'établissements scolaires, les classes surchargées ouvrent la porte à la création d'écoles privées (vingt-cinq écoles Montessori ouvrent chaque année). Enfin, dans une situation où la réussite scolaire détermine de plus en plus l'avenir de chacun, où la concurrence entre individus fait rage dès les plus petites classes, les parents des classes populaires espèrent trouver une solution en évitant les écoles-ghettos qui leur sont assignées. L'enjeu est idéologique. C'est l'égalité qui est remise en cause. Il est donc plus que temps de défendre collectivement une véritable alternative démocratique à un système scolaire si ségrégatif. ■

*Christine Passerieux est rédactrice en chef de la revue *Carnets rouges*.

« Le recours à des concepts mous (bienveillance, bien-être...) se réclame d'une dépolitisation de la question scolaire, pour mieux masquer une idéologie des plus réactionnaires. »



Sorcières ou révolutionnaires ?

Comment comprendre l'engouement d'un certain nombre de femmes, y compris de féministes, pour la figure de la « sorcière » ? Les femmes se sentent-elles à ce point exclues du monde politique qu'elles ont besoin de se réfugier sous les auspices d'une nature aux pouvoirs magiques et occultes ? Une lecture critique du livre de Silvia Federici, *Caliban et la sorcière* (Entremonde/Senonevero, 2017) nous permet de comprendre pourquoi la figure de la sorcière, si séduisante qu'elle puisse paraître, est susceptible de conduire le mouvement d'émancipation des femmes vers une impasse.

PAR **SALIHA BOUSSEDR***

Dans un livre qui connaît une large diffusion, intitulé *Caliban et la sorcière*, l'essayiste italienne Silvia Federici revient sur le sort réservé à un certain nombre de femmes accusées de sorcellerie au sortir du Moyen Âge. Elle montre que les procès en sorcellerie ne sont pas totalement dénués de logique et de raison. Contre l'idée d'un mouvement irrationnel et inexplicable, elle veut, au contraire, montrer que le capitalisme naissant a eu besoin de rationaliser et d'intensifier la production de nouveaux êtres humains. Cette logique a conduit, selon elle, à retirer aux

comme une tentative massive visant à écraser les révoltes des « classes populaires » contre le féodalisme. Pour Silvia Federici, le capitalisme est une réponse des classes dominantes aux révoltes antiféodales au sortir du Moyen Âge. Dans ce cadre, les penseurs rationalistes, tels que Hobbes ou Descartes, ont été des alliés objectifs de l'État et ont participé à justifier l'écrasante domination imposée aux « classes populaires » en révolte.

SORCELLERIE ET CAPITALISME

L'hypothèse proposée par Silvia Federici, selon laquelle ces procès en sorcellerie s'inscriraient dans une logique de rationalisation de la reproduction humaine visant une « intensification » des naissances, n'est pas dénuée d'intérêt car elle tente de trouver des causes objectives et rationnelles aux procès en sorcellerie. L'intérêt de son ouvrage réside également dans la large place qu'elle accorde à la question de la nature et à la domination de cette dernière par le capitalisme.

Toutefois, la défense des « sorcières » et, avec elles, de l'irrationalisme pose un problème d'ordre politique. En effet, Silvia Federici propose une critique unilatérale de penseurs tels que Descartes ou Hobbes responsables, selon elle, de la naissance du rationalisme. La critique qu'elle adresse à Descartes porte essentiellement sur sa vision mécaniste des corps. Cette conception serait étroitement liée à l'affirmation d'une volonté rationnelle toute puissante, qui se manifesterait aussi bien dans le contrôle complet de ►►

« Les femmes auraient un monde à elles, un monde étranger au monde commun, un monde de savoir magique et ineffable qui ne les engagerait en rien dans les problèmes politiques modernes. »

femmes le contrôle qu'elles avaient sur leur corps et à les priver de toute possibilité de recourir aux avortements ou à toute forme de contraception, les infanticides étant également très sévèrement punis. Pour ce faire, Silvia Federici recourt à une large bibliographie historique. Le capitalisme naissant apparaît alors

►► l'âme sur ses passions que dans l'ambition d'une philosophie visant à se rendre « comme maîtres et possesseurs de la nature ». Ce faisant, le rationalisme cartésien jouerait malgré lui le rôle d'allié de l'État moderne et capitaliste naissant. Cela alors que le projet de Descartes consiste à s'émanciper du pouvoir de l'Église et de la philosophie scolastique, jugée spéculative, pour fonder une philosophie pratique. Elle attribue à Hobbes une autre forme d'alliance avec le pouvoir étatique consistant à justifier la domination de l'État. Or la pensée matérialiste de Hobbes, confrontée aux guerres civiles qui déchirent son pays, est à la recherche des conditions permettant aux individus de vivre en paix en société. Dans ce cadre, la rationalité moderne, à l'origine du développement d'une pensée matérialiste (Hobbes) et d'une prise de distance avec les discours religieux et superstitieux, se voit accusée de n'avoir été qu'un instrument aux mains du capitalisme pour dominer les femmes et la nature.

Or les femmes sont pour Silvia Federici assimilées à cette même nature que la noblesse et la bourgeoisie cherchent à dominer. Ainsi, contre le rationalisme moderne assimilé à la domination capitaliste des femmes et de la nature, Silvia Federici prend la défense de la nature, des femmes et de l'irrationalisme, ce qui explique qu'elle revendique le titre de « sorcière ». La sorcière, en effet, est une femme proche de la nature parce qu'elle possède une connaissance des herbes médicinales et de la pratique des accouchements (puisque la sorcière se trouve être souvent une sage-femme), qui s'oppose au savoir technique et rationnel de la médecine scientifique en plein développement. En ce sens, la sorcière se présente comme une figure positive de la nature et d'un irrationalisme revendiqué.

UN FÉMINISME ESSENTIALISTE

En présumant des femmes, ici les sorcières, proches de la nature, Silvia Federici fait des femmes de la Renaissance des écologistes avant l'heure, mais elle est alors susceptible de retomber dans le féminisme essentialiste même si elle

ne se revendique pas de l'essentialisme. Autrement dit, en faisant la promotion des savoirs non scientifiques détenus par les femmes, comme ceux des herbes médicinales, nous pouvons en déduire que les femmes seraient alors *par nature*, si nous pouvons nous exprimer ainsi, du côté de la nature, de la sensibilité et de tous les éléments extérieurs ou étrangers à la raison. Mais cette perspective de type essentialiste ne mène-t-elle pas, sur le plan politique, à une forme d'utopisme? En associant les femmes à la figure de la sorcière censée être « du côté de la nature », et alors même qu'il s'agit de leur donner un rôle dans l'histoire, nous pouvons être conduits à penser que les femmes seraient

en marge de l'histoire et de la lutte politique elles-mêmes. Les femmes auraient alors un monde à elles, un monde étranger au monde commun, un monde de savoir magique et ineffable qui ne les engagerait pas dans les problèmes politiques modernes.

LES FEMMES, PARTIE PRENANTE DE L'HISTOIRE

De plus, comme Silvia Federici refuse toute lecture dialectique de l'histoire, le capitalisme se présente exclusivement sous ses aspects négatifs. Contre la perspective marxiste d'un développement toujours contradictoire du capitalisme, l'auteure propose une lecture unilatérale de l'histoire du capitalisme, mais de cette manière nous ne pouvons plus expliquer pourquoi les femmes sont devenues histo-

riquement des « sujets de droit » dans le cadre du développement du capitalisme et non pas seulement des sujets de « fait » de l'histoire. Pourtant, c'est bien ce qui s'est produit : les femmes sont aujourd'hui engagées dans un processus mondial d'émancipation politique. En devenant des citoyennes et en obtenant le droit de vote, les femmes sont devenues, dans de nombreux pays du monde, des *sujets de droit*. Du point de vue juridique et politique, elles ne sont plus des « mineures ». Loin d'être aux marges de la société et d'en incarner l'Autre absolue, comme le suggère la figure de la sorcière, les femmes sont en passe de devenir *en droit* et non

« Contre le rationalisme moderne assimilé à la domination capitaliste des femmes et de la nature, Silvia Federici prend la défense de la nature, des femmes et de l'irrationalisme, ce qui explique qu'elle revendique le titre de “sorcière”. »

« S'opposer en féministe et communiste au capitalisme et poser que la révolution communiste ne se fera pas sans les femmes n'implique ni de valider ce monde tel qu'il est en niant notre dépendance première à la nature, ni de l'abandonner en se posant aux marges du monde mais de prendre pleinement sa part à son bouleversement. »

pas seulement *en fait* des actrices de l'histoire mondiale sur le plan social comme sur le plan politique. Cette inscription au sein de l'histoire, comme actrices désormais reconnues, n'implique pas seulement un formidable élan de liberté: en devenant partie prenante de cette

histoire mondiale, les femmes en deviennent également comptables. Cela veut dire, pour reprendre les trois figures de femmes du roman d'Aragon, *Les Cloches de Bâle*, que les femmes ne sont plus seulement les « femmes de » leurs pères ou de leurs maris, comme le personnage de Diane. Elles ne sont plus seulement le personnage de Catherine qui hésite à s'engager dans le monde, mais elles sont nécessairement appelées à être ou à inventer les Clara Zetkin, les Rosa Luxemburg ou les Martha Desrumaux de demain ; elles sont appelées à prendre le monde pour objet de leurs passions et de leurs engagements. S'opposer en féministe et communiste au capitalisme et poser que la révolution communiste ne se fera pas sans les femmes n'implique ni de valider ce monde tel qu'il est en niant notre dépendance première à la nature, ni de l'abandonner en se posant aux marges du monde mais de prendre pleinement sa part à son bouleversement. ●

***Saliha Bussedra** est philosophe. Elle est docteure en philosophie de l'université de Strasbourg.



Avec André Tosel : la religion, entre conflit social et conflit identitaire

André Tosel essaie de penser hors de l'aporie suivante : refuser toute expression religieuse au nom de la raison ou accepter toute expression religieuse au nom d'un relativisme qui ressemble fort à une démission de la raison. Il est temps de faire des distinctions entre les formes différentes de l'investissement religieux : la religion oscille entre le langage universaliste du monde commun et le langage particulariste de la guerre des mondes.

PAR FLORIAN GULLI*

Aujourd'hui, la religion est bien souvent au cœur des contestations des nombreux visages de la mondialisation, au Nord comme au Sud. Au visage militaire et impérialiste de la mondialisation, on oppose la guerre sainte ou la paix. À son visage mercantile, on oppose la spiritualité religieuse. À l'atomisation sociale qu'elle génère, on oppose la solidarité communautaire et confessionnelle. Si la religion peut constituer une forme de protestation contre la globalisation, alors il convient de penser sa relation avec d'autres formes de protestation, en particulier avec la protestation sociale qui se définit dans une référence au mouvement ouvrier du XX^e siècle. C'est ce à quoi nous invitait André Tosel dans l'un de ses derniers ouvrages, *Scénarios de la mondialisation culturelle* (Kimé, 2011).

D'abord, deux écueils : tenir pour rien la protestation religieuse ou la surestimer.

La tenir pour rien, c'est la considérer comme une illusion irrationnelle, comme un masque venant dissimuler le vrai conflit, le conflit social, la lutte des classes, qui ne peut se formuler que dans les langages du socialisme, du communisme ou du républicanisme social. Le problème est que cette abolition par décret théorique du discours religieux est inefficace. On ne peut espérer rallier quelqu'un en commençant par déclarer inepte le point de vue qui est le sien.

On peut aussi surévaluer la portée du discours religieux. Il serait plus noble que la protestation sociale, laquelle ne viserait que des objectifs

étroitement matériels. La protestation religieuse viserait plus haut, une nouvelle civilisation. Le problème de cette position est le suivant : elle ne fournit aucun critère pour distinguer à l'intérieur de la religion ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. André Tosel écrit : « Il ne suffit pas de vivre une expérience comme spirituelle, de revendiquer une spiritualité pour éviter qu'elle ne soit participation secrète au chaos du monde et complicité inconsciente avec son non-sens actuel et ses violences présentes. »

ARTICULER PROTESTATIONS SOCIALE ET RELIGIEUSE

La solution semble se situer dans l'articulation des deux protestations, sociale et religieuse. Mais comment ? À quelles conditions les deux perspectives peuvent-elles se recouper de façon féconde ? La critique sociale peut-elle s'allier avec n'importe quelle protestation religieuse ? Comment choisir ?

« Ce qu'il s'agit dès lors de critiquer, ce n'est pas la religion en tant que telle, mais la forme identitaire qu'elle peut revêtir. »

Pour répondre à cette question, André Tosel propose de distinguer deux grands types de conflictualité : le conflit social et le conflit identitaire. Les deux conflits se distinguent quant à leur but. Le premier porte l'exigence d'égalité/équivalence de tous, l'exigence de démocratisation comme lutte d'un dehors exigeant d'être dedans, celle d'un monde en commun contre le refus des assignations et séparations identitaires, celle de la coopération dans le travail. Le second conflit, le conflit identitaire, vise la reconnaissance de différences déterminées, d'identités méprisées. Il est donc en son fond structuré par des oppositions duelles, « nous » face à « eux ». Rien en lui ne s'oppose à la constitution de formes de domination interne. Il ne vise pas la constitution d'un monde en commun, mais une pluralité de mondes comme autant d'archipels. Le conflit identitaire ne visant ni le partage ni l'inclusion, il est potentiellement lourd de violence.

Ces deux conflits expriment deux dimensions différentes de l'existence humaine. André Tosel écrit : « Par conflit social, on entend un conflit qui touche la racine de l'existence humaine saisie dans ses trois dimensions, celles de la vie, du travail, de la parole. » Le conflit social naît lorsque sont lésées « les bases de la subjectivité humaine comme puissance d'exister en toutes ses dimensions ». La forme prise par ce conflit varie historiquement mais prend aujourd'hui la forme d'« une lutte pour une vie plus sûre et libre, pour un travail assuré et allégé, pour une expressivité aussi bien discursive que poétique des puissances

« La religion, lorsqu'elle est campée sur le terrain social, est un allié dont la protestation sociale ne saurait se priver. Les deux protestations se retrouvent alors dans leur commun souci pour l'intégrité de "la racine de l'existence humaine". »

« Adopter le point de vue de la raison, selon André Tosel, ne conduit pas à condamner la religion.

Mais il permet de s'abstraire de la position aussi paresseuse que dangereuse qui consiste à s'accommoder de toute expression religieuse, quelle que soit sa *forme*, au prétexte qu'elle propose une critique de la modernité. »

de la parole ». Le conflit identitaire renvoie à une autre dimension de l'existence humaine : l'identité. Subjectivité et identité sont deux moments de toute existence humaine. L'une ne va pas sans l'autre, mais l'une ne se dissout pas dans l'autre. La subjectivité est affirmation de soi, mais indéterminée. L'être parlant que je suis est un être parlant une langue déterminée, au sein d'une communauté déterminée ; l'être travaillant que je suis travaille dans un mode de production déterminé, en tant qu'homme ou en tant que femme, etc. « La subjectivité ne peut pas exister abstraction faite de ces identités mais elle ne se réduit pas à leur somme puisqu'elle s'exprime dans une puissance indéterminée d'activités dont sont susceptibles les hommes et les femmes, les homosexuels et les hétérosexuels, les catholiques et les musulmans, les Français et les Algériens, etc. » Cette unité « est celle d'une tension de deux moments, celui d'une équivalence générique qui fait que chacun et chacune participent de la même puissance d'exister en tant qu'être humain, vivant, travaillant, parlant, et celui du jeu différentiel des identités, de l'écart qui les caractérisent et qui qualifient les appartenances ».

Revenons maintenant à la question religieuse. L'intérêt de la position d'André Tosel est de considérer que la protestation religieuse est relativement indéterminée par rapport à ces deux conflits. En particulier, la religion n'a pas à être située d'emblée sur le terrain du conflit identitaire. Elle peut l'investir, mais elle peut aussi ne pas le faire. Elle peut aussi choisir de se situer ►►

► dans le conflit social. L'intérêt de l'analyse est de rappeler la pluralité des formes que peut revêtir la protestation religieuse. André Tsel propose donc de délier identitaire et religieux, l'identitaire n'étant que l'une des expressions possible mais nullement unique de la critique religieuse. Ce qu'il s'agit dès lors de critiquer, ce n'est pas la religion en tant que telle, mais la forme identitaire qu'elle peut revêtir. La religion, lorsqu'elle est campée sur le terrain social, est un allié dont la protestation sociale ne saurait se priver. Les deux protestations se retrouvent alors dans leur commun souci pour l'intégrité de « la racine de l'existence humaine ». C'est par exemple, le combat de Martin Luther King contre une société américaine entravant l'affirmation de soi des Noirs en tant qu'êtres vivants, travaillant et parlant. Cette position a ceci d'intéressant qu'elle nous fait sortir de la critique

en bloc de la religion ou de l'acceptation sans principe de n'importe quel type d'investissement religieux.

Adopter le point de vue de la raison, selon André Tsel, ne conduit donc pas à condamner la religion. Mais il permet de s'abstraire de la position aussi paresseuse que dangereuse qui consiste à s'accommoder de toute expression religieuse, quelle que soit sa *forme*, au prétexte qu'elle propose une critique de la modernité. Il y a, en effet, critique et critique, et la question de savoir au nom de quoi se formule la critique est des plus décisives. La critique s'inscrit-elle dans l'horizon universel d'un monde en commun ou s'abîme-t-elle dans la guerre des mondes en ajoutant du chaos au chaos ? ■

*Florian Gulli est professeur de philosophie à Besançon.

La Destruction de la raison et nous

Que penser du monumental ouvrage de Georg Lukács sur *La Destruction de la raison* ? Attaqué de toute part pour avoir cherché à faire de l'irrationalisme allemand une des sources du fascisme, le livre était en réalité moins « stalinien » qu'on ne le dit parfois et, malgré ses limites, il avait le mérite de mettre en évidence les dangers de penseurs à la mode à gauche, comme Nietzsche et Heidegger.

PAR STÉPHANIE ROZA*

Publié pour la première fois à Berlin-Est en 1954, *La Destruction de la raison* est injustement tombé dans l'oubli après avoir été excessivement couvert d'opprobre. Son auteur, Georg Lukács, avait fait partie des dirigeants de la révolution hongroise de 1917. Puis il avait choisi le camp du socialisme réel et s'était réfugié à Moscou de 1933 à 1945. C'est depuis

l'URSS en guerre qu'il commença à rassembler les matériaux de ce qui allait devenir sa contribution majeure à la généalogie intellectuelle du fascisme allemand.

La thèse centrale de ce livre est résumée de façon éminemment polémique dans le sous-titre original de l'ouvrage : *Le chemin de l'irrationalisme, de Schelling à Hitler*. Il faut évidemment chercher la source de la vive hostilité qu'il a suscitée dans cette mise en cause directe de toute une lignée d'illustres penseurs, principalement allemands, parmi lesquels Schelling, Schopenhauer, Nietzsche, Kierkegaard, Ernst Jünger ou Heidegger, accusés d'avoir peu à peu constitué un fonds culturel, un terreau philosophique dans lequel l'idéologie fasciste allait puiser ses principales ressources. Machine de guerre intellectuelle, née de la réaction contre la Révolution française et son principal avatar philosophique, la dialectique

« Un des principaux points communs à Nietzsche et Heidegger réside dans la "guerre à couteaux tirés" (Heidegger) que les deux mènent contre toute démarche rationnelle. »

hégélienne, l'irrationalisme aurait, selon Lukács, connu un processus de radicalisation croissante dans la philosophie allemande, avant de contribuer à l'accouchement de la bête immonde au début des années 1930.

UNE CONFIRMATION DES HYPOTHÈSES FONDAMENTALES DE LUKÁCS

La Destruction de la raison n'avait pas vocation à expliquer à lui seul la genèse du nazisme ; plus modestement, il cherchait à en identifier le noyau idéologique et à en exhiber les origines ou les antécédents, identifiables en dernière analyse dans le mouvement de rejet des Lumières et de la Révolution française. Néanmoins, on s'est offusqué de la manière irrévérencieuse avec laquelle Lukács mêlait des monuments de la philosophie allemande aux affaires sordides du

« L'irrationalisme aurait, selon Lukács, connu un processus de radicalisation croissante dans la philosophie allemande, avant de contribuer à l'accouchement de la bête immonde au début des années 1930. »

III^e Reich ; on a rejeté avec mépris l'œuvre d'un « stalinien » qui présentait, sans ambages, la dialectique comme le point le plus avancé de la réflexion philosophique. Il convient de rappeler aujourd'hui que *La Destruction de la raison*, loin d'être en odeur de sainteté du côté Est du rideau de fer, y fut considéré comme une œuvre « révisionniste » à sa parution, parce qu'elle substituait à l'opposition traditionnelle marxiste entre idéalisme et matérialisme, celle, hétérodoxe, entre rationalisme et irrationalisme. De manière plus décisive encore, on fera observer, avec un recul de plus de soixante-cinq ans maintenant, que les hypothèses fondamentales de Lukács, malgré leur indéniable schématisation et leurs excès, ont été confirmées par d'importantes recherches contemporaines en histoire de la philosophie. Domenico Losurdo a fait paraître au début des années 2000 une monumentale biographie intellectuelle de Nietzsche (en traduction française : *Nietzsche, le rebelle aristocratique*, Delga, 2016)

qui montre de manière très convaincante que la philosophie nietzschéenne fut conçue par son auteur comme une contre-offensive face à la vision du monde et de l'histoire du socialisme montant. Dans ce cadre, les prises de position en faveur de l'esclavage, l'affirmation de la haine de la démocratie et du rationalisme que l'on trouve sous la plume nietzschéenne n'ont rien de métaphorique, mais doivent être comprises dans le sens politique qu'elles avaient pour leur auteur.

En 2005, Emmanuel Faye faisait, de son côté, paraître un ouvrage majeur sur Heidegger (*Heidegger, l'introduction du nazisme dans la philosophie*, Albin Michel) qui anticipait de près de dix ans les tristes confirmations que l'on peut lire aujourd'hui dans ses manuscrits, les *Cahiers noirs*, publiés, conformément aux volontés de leur auteur, en 2014. Le racisme, l'antisémitisme exterminateur, la mystique apocalyptique de Heidegger s'y étalent en toute clarté, apportant, s'il en était besoin, une preuve définitive du véritable sens que ce penseur nazi donnait à ses écrits et à ses prises de parole. Or, il faut le souligner, un des principaux points communs à Nietzsche et Heidegger réside dans la « guerre à couteaux tirés » (Heidegger) que les deux mènent contre toute démarche rationnelle. Lukács est le premier à avoir attiré l'attention sur ce point, à une époque où de nombreux intellectuels de gauche étaient fascinés par la pensée heideggérienne, et plus de dix ans avant que le « nietzschéisme de gauche » ne connaisse une extraordinaire et bien improbable fortune.

C'est pourquoi il faut relire aujourd'hui *La Destruction de la raison*. Espérons qu'il fera bientôt l'objet d'une traduction exhaustive et fiable en français. Les faiblesses de l'ouvrage ne doivent pas occulter la puissance de ses intuitions. En effet, ce texte peut désormais faire l'objet d'une lecture équilibrée et contribuer au nécessaire bilan de l'étrange séquence historique des années 1950-1980 : une période où une partie des intellectuels de gauche acclamait les œuvres d'un nazi, s'abreuvait aux sources d'un antisocialiste et esclavagiste notoire, mais rejetait avec férocité les analyses d'un stalinien pas très orthodoxe qui les mettait en garde contre de telles tentations irrationalistes et leurs funestes conséquences idéologiques. ■

*Stéphanie Roza est philosophe. Elle est chargée de recherche au CNRS

France, tes Lumières pâlisent

Le relativisme en sciences, tout comme l'irrationalisme, est la marque d'une bourgeoisie sur la défensive, qui mène une bataille idéologique acharnée pour empêcher l'émergence d'une pensée rationnelle susceptible de dévoiler l'obsolescence historique et le caractère mortifère de cette classe.

PAR IVAN LAVALLÉE*

Dans un article d'une rare irrationalité, publié en 1998 dans la revue *La Recherche*, Bruno Latour écrivait que le fait de déclarer que Ramsès II était mort de la tuberculose, trois mille ans avant la découverte du bacille de Koch, relevait de l'anachronisme : « Avant Koch, le bacille n'a pas de réelle existence. »

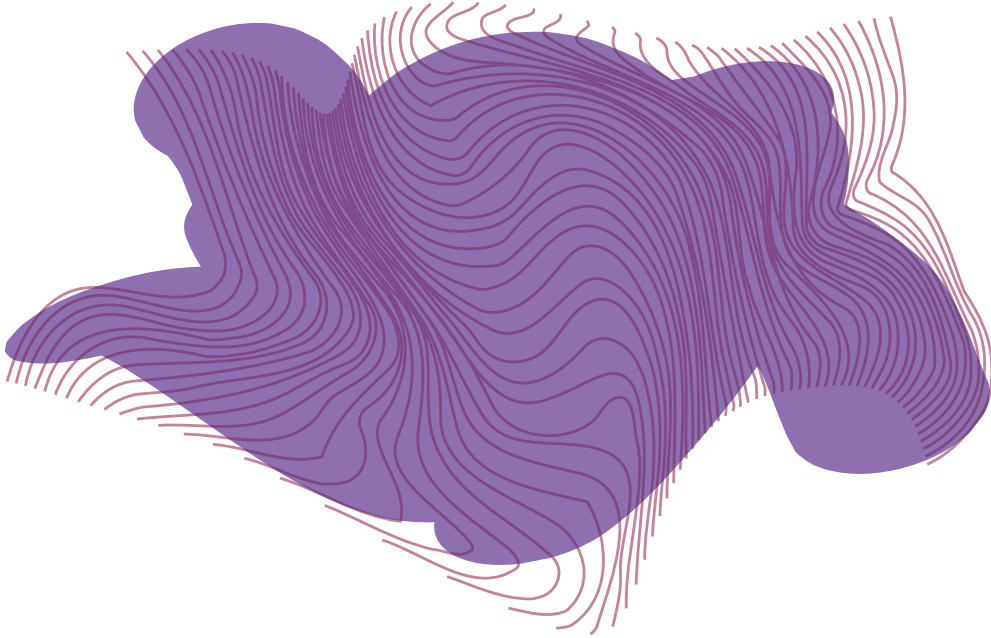
MODIFICATION DES PROGRAMMES SCOLAIRES ET OBSOLESCENCE DE LA PENSÉE CRITIQUE

L'ambiance générale est délétère quand, au pays des Lumières, la voyance draine plus d'argent que le budget consacré à la recherche publique, que l'enseignement des mathématiques devient optionnel dans l'enseignement secondaire, et que le travail et l'inconscient sont malmenés dans l'enseignement de la philosophie. Qu'on ne s'y trompe pas, cette amputation, dans le cursus scolaire, de la pensée mathématique aboutie, en particulier du concept et de la pratique de la *démonstration* logique, n'est pas anodine. Par ailleurs, il est déjà possible de ne jamais rencontrer ni Marx ni Freud dans un cours de philosophie de terminale : la liste des auteurs au programme n'étant pas impérative, les enseignants « piochent » parmi ces auteurs, mais ne sont pas tenus de les aborder. Il faudrait être bien naïf pour ne pas voir dans cette proposition de modification des pro-

« À l'heure où le prêche, la croyance, l'émotion priment, il est indispensable de revenir au primat de l'analyse rationnelle. La peur n'a jamais été un élément d'analyse. »

grammes un signe fort envoyé, au-delà même de la philosophie, à l'opinion publique, d'une obsolescence de la pensée critique, marxiste en particulier bien sûr, et ce au nom de la modernité. Il s'agit là de la bataille idéologique, au sens fort du terme, d'autant plus que c'est tout le programme de l'enseignement qui est chamboulé et orienté vers une philosophie officielle insidieuse, idéaliste bien entendu, avec une ode au libéralisme en tant que sublimation de l'individu, le tout commençant – l'aurait-on cru ? – par un chapitre intitulé « Métaphysique ». Le XIX^e siècle n'est pas loin ! C'est la jeunesse qui est ici visée ; on lui donne des outils conceptuels ringards ou émoussés repeints aux couleurs de la *liberté* individuelle (en fait du libéralisme de Jean-Baptiste Say) et ce sous couvert de la nécessité d'introduire des matières nouvelles. L'irrationnel ici n'est pas fortuit, il a un sens, celui d'une classe dominante sur la défensive historique.

Cette irrationalité dans laquelle s'enfoncent notre société libérale ne touche pas que le monde culturel. Quand un Yannick Jadot, qui se prétend écologiste, en vient à défendre le libéralisme, quelle est la rationalité de la démarche ? Je ne vais pas ici énumérer tous les contresens et oxymores du discours de certains écologistes. Être à la fois pour l'arrêt de la production électro-nucléaire plutôt que pour la *production énergétique décarbonnée* et être pour le moteur à hydrogène sans poser la question de la production de ce gaz, et surtout sans poser



la question des transports en commun et donc du service public. Ou encore plus prosaïquement être contre le compteur électrique Linky et prôner la production locale et « verte » de l'électricité alors que ledit compteur est précisément la pièce maîtresse qui permet que le réseau électrique soit géré en « grille », ce qui rend ainsi possible la gestion souple des différentes sources d'énergie.

LA PRÉDOMINANCE DU DISCOURS BRILLANT

Ce qui compte ici, et de façon générale comme en témoigne l'exergue de cet article, c'est le discours pour lui-même, la forme, pas le fond, il faut choquer, provoquer, d'où la mode des bobards (*fake news* en français !), tel Nicolas Dupont-Aignan lors du débat télévisé du 6 avril, avec ses dix-huit millions de migrants. L'essentiel, c'est de briller, de marquer les esprits, il en restera toujours quelque chose, peu importe la véracité ou la cohérence logique du discours. C'est ainsi que Jean-Luc Mélenchon, ancien candidat à l'élection présidentielle, après avoir passé trente ans dans un parti politique défendant l'électronucléaire, s'y déclare opposé *urbi*

et orbi, histoire de récupérer le courant écolo-obscurantiste. C'est aussi ce que fit Lionel Jospin en son temps, en faisant arrêter le réacteur nucléaire expérimental Superphénix en espérant récupérer lui aussi les voix écologistes qui lui manquaient pour assurer sa réélection. Cela n'a pas suffi et Superphénix a été arrêté, ce qui « casse » la cohérence de la filière électro- ▶▶

« Il ne s'agit pas de nier le danger qui consisterait à adopter une attitude technophile inconsidérée, mais il nous faut poser les problèmes en toutes leurs dimensions, y compris politiques car les choix technologiques qui concernent et engagent la société revêtent toujours un caractère politique. »

► nucléaire car il était l'outil susceptible de « brûler » les déchets de nos centrales à fission et d'en réduire le volume et la durée de vie de façon drastique. Dans le même mouvement, les quinze ans d'avance qu'avaient pris les ingénieurs français sur cette filière sont perdus. Il en va de même pour la décision concernant l'arrêt du programme Astrid de réacteur expérimental à neutrons rapides, cent fois plus performant que les réacteurs actuels.

Cette prédominance du discours brillant, du « *show-biz* », accompagne une démission de la pensée des Lumières ; c'est là que prennent corps les peurs irrationnelles, sur les vaccins, sur les organismes génétiquement modifiés (OGM), sur les nanotechnologies, sur le nucléaire, sur les pesticides... Il ne s'agit pas de nier ici le danger qui consisterait à adopter une attitude technophile inconsidérée, mais il nous faut poser les problèmes en toutes leurs dimensions, y compris politiques car les choix technologiques qui concernent et engagent la société revêtent toujours un caractère politique.

« Les sciences et techniques offrent dès aujourd'hui la perspective d'une production guidée par la satisfaction des besoins et non pas basée sur l'exploitation capitaliste ou la prédation sauvage de l'écosystème. »

Concernant, entre autres, la pratique des pesticides et plus généralement l'utilisation de toute substance, rappelons-nous cet exorde de Paracelse (1493-1541) : « Tout est poison et rien n'est sans poison ; la dose seule fait qu'une chose n'est pas un poison. » Signalons au passage que le *curare*, ce poison très violent a été très largement utilisé en médecine pour des anesthésies. À l'heure où le prêche, la croyance, l'émotion priment, il est indispensable de revenir au primat de l'analyse rationnelle. La peur n'a jamais été un élément d'analyse.

Le credo du capitalisme c'est d'accumuler le maximum de capital, et donc de profit, dans le minimum de temps, peu importent les moyens,

et donc aussi les dégâts environnementaux. Qui plus est, avec le libéralisme, la société est vue comme une juxtaposition d'intérêts individuels. Dans ces conditions, comme l'avait fait remarquer Cécile Duflot en son temps, lors de sa démission du gouvernement, la préservation de l'environnement est un vain mot en système capitaliste, Nicolas Hulot en a lui aussi fait l'expérience.

AVOIR UNE VISION À LONG TERME DE L'ÉCOSYSTÈME

Une société basée sur l'intérêt commun, à l'heure du dérèglement climatique, est à l'ordre du jour malgré la prédation capitaliste de la nature. La rationalité exige une gestion globale des ressources de la planète. Les sciences et les techniques offrent dès aujourd'hui la perspective d'une production guidée par la satisfaction des besoins et non pas basée sur l'exploitation capitaliste ou la prédation sauvage de l'écosystème. Mais cela nécessite une gestion et par conséquent une vision à long terme (pluridécennale, voire pluriséculaire) de l'écosystème. Cela touche là aussi à l'irrationalité de la course aux armements, nucléaires en particulier, comme à la militarisation de l'espace eu égard aux sommes fabuleuses ainsi stérilisées et qui pourraient servir à contrecarrer les effets du dérèglement climatique. Non seulement les sommes au sens financier, mais aussi les forces intellectuelles et l'outil industriel afférent. La démarche qui préside à la possibilité du suicide nucléaire – les accidents révélés comme la fausse alerte à une attaque de missiles en Union soviétique, ou la perte de deux bombes H en état de marche par un bombardier états-unien et dont une seule a été retrouvée laissent mal augurer de la prétendue sécurité apportée par « l'équilibre de la terreur » – interroge la rationalité de la lutte contre les conséquences du dérèglement climatique dû au réchauffement anthropique. Avec la revue *Progressistes*, nous menons la bataille pour la réappropriation du rationalisme par le mouvement révolutionnaire. Plus particulièrement, *Progressistes* traite des rapports entre la science, le travail et l'environnement. L'histoire de l'humanité étant celle de ses forces productives, il convient en toute rationalité de comprendre le mouvement de ces forces, son influence sur la façon de produire. ■

*Ivan Lavallée est directeur éditorial de la revue *Progressistes*.

1939 : *La Pensée*, « revue du rationalisme moderne »

« Revue du rationalisme moderne » fut longtemps le sous-titre de *La Pensée*. Quelle en était la signification dans le contexte politique et idéologique du moment de la fondation de la revue, en 1939 ? Les articles de celui qui avait proposé la formule, Georges Politzer, permettent de le préciser.

PAR **CLAUDE GINDIN***

La *Pensée* est née en 1939. Publiée aux Éditions sociales internationales, maison d'édition du Parti communiste français, avec conjointement comme directeurs Paul Langevin (1872-1946), physicien de renommée internationale qui n'était pas alors membre du PCF, et Georges Cogniot (1901-1978), député et rédacteur en chef de *L'Humanité*. Elle est interdite par le gouvernement français au début de la Deuxième Guerre mondiale, comme toutes les publications réputées communistes. Durant l'Occupation, Jacques Decour, Georges Politzer et Jacques Solomon

1903 en Hongrie), très impliqué dans l'aventure dès le début, est, lui, à l'origine du sous-titre qui est resté jusqu'en 1981.

POUR OU CONTRE LE RATIONALISME ? QUEL RATIONALISME ?

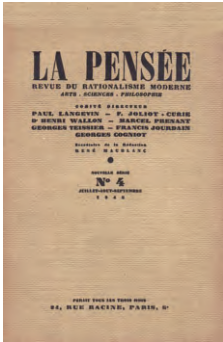
C'étaient alors des questions chaudes et, en 1930, avait été fondée l'Union rationaliste dont Paul Langevin devint président en 1938. *La Pensée* s'inscrit d'emblée dans ces débats et combats, dans la droite ligne de l'engagement du PCF pour les Lumières. Au congrès de janvier 1936, Maurice Thorez, secrétaire général du parti, dit des communistes qu'ils sont « héritiers de la pensée révolutionnaire des encyclopédistes du XVIII^e siècle » et il fait procéder le « matérialisme dialectique, le marxisme-léninisme » du matérialisme de cette même époque « approfondi, développé, enrichi par le génie de Marx, Engels, Lénine, Staline ». Au congrès de décembre 1937, il répond dans le même esprit au « Nous représentons l'antithèse de tout le monde des immortels principes de 1789 » de Mussolini, au « L'an 1789 sera rayé de l'histoire » de Goebbels, au « La démocratie n'est qu'un mensonge » de Hitler.

Georges Politzer avait déjà engagé le fer avant la création de *La Pensée*. Son article « Le tricentenaire du *Discours de la méthode* », paru en 1937 dans *La Correspondance internationale*, éditée par l'Internationale communiste dont est membre le PCF, explique que « l'esprit critique, le droit de libre examen, la raison éclairée par la science la plus moderne, comme méthode de pensée, tous ces aspects du cartésianisme »

« **Le fascisme ne tente pas seulement d'empêcher la civilisation de continuer ses progrès, qui l'ont portée au-delà de Descartes. Il voudrait la faire revenir en deçà, à la barbarie matérielle et morale.** »

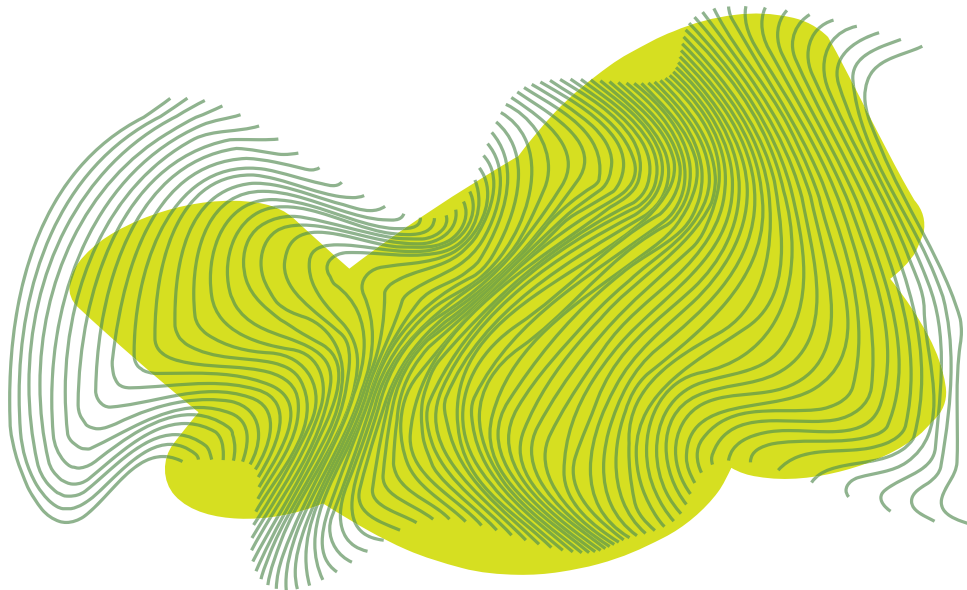
Georges Politzer

parviennent à faire paraître deux numéros clandestins de *La Pensée libre* avant d'être arrêtés puis fusillés en 1942. La revue ressort au grand jour en 1944. Son titre avait été proposé par Georges Cogniot. Georges Politzer (né en



►► sont devenus partie intégrante de toute la civilisation humaine. Aujourd'hui, le fascisme ne tente pas seulement d'empêcher la civilisation de continuer ses progrès, qui l'ont portée au-delà de Descartes. Il voudrait la faire revenir en deçà, à la barbarie matérielle et morale [...] » (reproduit dans Georges Politzer, *Écrits I, La philosophie et les mythes*, textes réunis par Jacques Debouzy, Éditions sociales, 1969, p. 71. Même source pour les citations suivantes). On reconnaît l'influence du *Discours de la méthode*, avec sa raison « naturellement égale en tous les

hommes » (partie I, §1), en bien des passages de ses articles, notamment quand il évoque cet obstacle dressé devant le libre déploiement de la raison qu'avait été au Moyen Âge la « subordination de la "lumière naturelle" à la "lumière surnaturelle" » au motif que « la raison humaine n'aurait jamais été capable de trouver les vérités que Dieu a révélées » (« La philosophie des lumières et la pensée moderne », *Cahiers du bolchevisme*, juillet 1939, *ibid.*, p. 98). Autre obstacle opposé à la raison : les mythes donnant des « images fausses des temps primitifs », dont Pla-



ton déjà voulait débarrasser la Cité (« La philosophie et les mythes », *La Pensée*, n° 1, 1939, *ibid.*, p. 133) et qui sont redevenus dangereusement actuels avec le mythe hitlérien de la race pure originelle, où la lutte des races est substituée à la lutte des classes. Politzer s'est attaché à le démasquer avant et pendant la guerre, en particulier dans ses répliques à l'auteur du *Mythe du XX^e siècle*, l'idéologue nazi Alfred Rosenberg (1893-1946). (Voir tout spécialement « Révolution et contre-révolution au XX^e siècle. Réponse à "Sang et Or" de M. Rosenberg », brochure clandestine du PCF, janvier/février 1942, *ibid.*, p. 315-389.) Tout en se gardant explicitement de les mettre sur le même plan qu'un Rosenberg, Politzer critique ceux qui, d'Henri Bergson (1859-1941) à Albert Bayet (1880-1961), secrétaire général de l'Union rationaliste, admettent, quitte à le déplorer plus ou moins sincèrement, l'existence de limites à ce que peut la raison et qui lui sont inhérentes. Il est sans concession à l'égard des « manifestations idéologiques qui, lors même qu'elles ne s'inspirent pas directement du *Mythe du XX^e siècle*, tendent cependant à nous désarmer devant lui » (« La philosophie et les mythes », *ibid.*, p. 135).

LE MOUVEMENT HISTORIQUE DE LA PENSÉE RATIONNELLE

Politzer a des formules à l'emporte-pièce. Ainsi quand il écrit qu'avec le socialisme scientifique « le problème du règne de la Raison dans la société reçoit à son tour une solution rationnelle » ou que « le pays du socialisme est aussi le pays de la raison, le foyer des lumières » (« La philosophie des Lumières et la pensée moderne », art. cité, *ibid.*, p. 120 et 125). Témoignages des lourdes illusions de son temps mais aussi de problèmes auxquels il n'est pas confronté dans son combat politique : que peut être le « règne de la raison » dans une société ? Est-ce même ainsi que la question doit se poser ? Le sujet n'est pas vraiment d'une brûlante actualité en 1939 en France. Mais, chez Politzer, la raison n'est jamais un être intemporel existant dans l'absolu – une « hypostase », écrira-t-il – en surplomb de la pensée humaine. Il s'est, au contraire, attaché à montrer le mouvement historique de la pensée rationnelle. Car il y a eu « développement », « progrès du rationalisme » au cours des temps (« La philosophie et les mythes », art. cité, *ibid.*, p. 174). « Le matérialisme dialectique est le développement de ce matérialisme et de ce rationalisme, il est le ratio-

« Affirmer la raison, c'est vouloir faire progresser et faire progresser effectivement le savoir humain d'un niveau inférieur à un niveau supérieur, vers une connaissance plus adéquate du réel. »

Georges Politzer

nalisme vivant : le progrès de la philosophie elle-même » (*ibid.*, p. 174-175). Politzer développe cette idée dans le numéro 2 de *La Pensée*, avec un article intitulé « Qu'est-ce que le rationalisme ? » en grande partie consacré à la critique d'Albert Bayet auquel il reproche d'avoir escamoté les moments décisifs de cette histoire. L'article devait avoir une suite dont on ne sait rien, tous les papiers de l'auteur ayant été détruits lors de son arrestation. Dans ce qui a été publié, on lit : « La connaissance humaine évolue du reflet fantastique vers le reflet de plus en plus fidèle du réel. C'est l'ensemble de cette évolution qui constitue l'histoire du savoir humain : et c'est cette histoire qui est, en dernière analyse, l'histoire du rationalisme » (*ibid.*, p. 190). « Le rationalisme est bien l'affirmation de la raison, mais ce n'est pas dans l'hypostase des formes vides de la pensée que consiste cette affirmation. Affirmer la raison, c'est vouloir faire progresser et faire progresser effectivement le savoir humain d'un niveau inférieur à un niveau supérieur, vers une connaissance plus adéquate du réel » (*ibid.*, p. 191).

Et c'est parce qu'il y a eu tous ces progrès du rationalisme depuis l'Antiquité grecque, qu'il y a place, aux yeux des fondateurs de *La Pensée*, pour un « rationalisme moderne ». Ce que cette notion a ensuite représenté pour leurs successeurs, nous espérons pouvoir le montrer dans le numéro de *La Pensée* qui paraîtra à la Fête de *L'Humanité* 2019, pour le quatre-vingtième anniversaire de la revue. ■

*Claude Gindin est directeur de la revue *La Pensée*.

L'Union rationaliste, une vénérable association en prise avec le monde contemporain

L'Union rationaliste a pour but de promouvoir le rôle de la raison dans le débat intellectuel comme dans le débat public, face à toutes les dérives irrationnelles. Elle s'emploie à mettre à la disposition de chacun la possibilité d'accéder à une conception intelligible du monde et de la vie.

PAR MICHEL HENRY*

L'Union rationaliste a été fondée en 1930, sous l'impulsion notamment du physicien Paul Langevin et du mathématicien Émile Borel « pour faire connaître dans le grand public l'esprit et les méthodes de la science ». Elle est ouverte à tous les esprits indépendants qui ne se satisfont pas des idées toutes faites. Elle lutte pour que l'État demeure laïque, assume sa fonction de protection des jeunes contre toute forme d'endoctrinement, et garantisse à l'école publique son prestige et son entière indépendance à l'égard des idéologies.

Elle lutte pour la liberté d'être et de penser dans l'esprit des valeurs fondatrices de la République. Elle inscrit ses réflexions et son action dans la lutte commune de tous les hommes épris de progrès et de justice contre l'ignorance et pour la liberté, pour un mode de développement qui vise à faire reculer la pauvreté qui touche trop d'êtres humains dans le monde, ainsi qu'à faire cesser le gaspillage des ressources de la planète.

Le rationalisme n'est pas un dogme, mais le moyen d'aborder de manière constructive les grandes questions de notre époque. Les colloques qui sont organisés chaque année, les émissions diffusées sur France Culture, les articles publiés dans les *Cahiers rationalistes* et *Raison présente* en témoi-

gnent. Le choix des thématiques de discussion dans les sections locales et les groupes d'études s'y réfère.

LA SCIENCE, LA SOCIÉTÉ ET LA CULTURE

La société est aujourd'hui traversée de multiples interrogations sur l'avenir. Les discours dominants poussent à renoncer au progrès, enfermant la réflexion dans des limites prétendues indépassables par les politiques libérales imposées par la grande finance internationale, incarnées par le fameux TINA (*There is no alternative*) de Margaret Thatcher.

On est passé, en un siècle, de l'idée trop naïve que le progrès scientifique entraînerait *ipso facto* le progrès social à une situation où de larges couches de la population suspectent nombre de technologies nouvelles, et à travers elles la science, d'être responsables de désordres sociaux et environnementaux. Les espoirs mis dans le progrès scientifique s'effacent devant la crainte du risque et même simplement de l'inconnu.

Il y a une contradiction extrême entre le rôle plus grand que jamais que la science joue aujourd'hui et sa place fort réduite dans la culture générale, y compris celle des soi-disant élites intellectuelles et politiques.

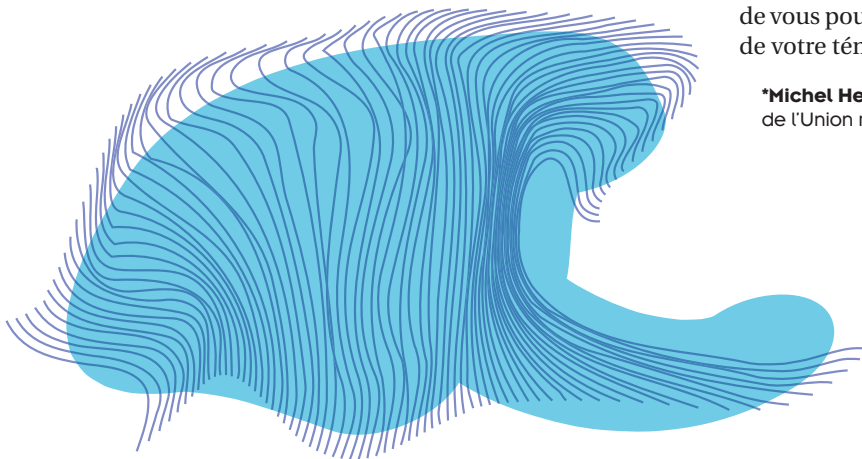
La refondation nécessaire des rapports de la science et de la société est un objectif majeur

« Le rationalisme n'est pas un dogme, mais le moyen d'aborder de manière constructive les grandes questions de notre époque. »

que l'Union rationaliste partage avec d'autres. Pour cela, une base rationaliste claire s'impose : il faut articuler sans les confondre débats scientifiques et débats démocratiques. L'Union rationaliste combat les effets mystificateurs des idéologies du relativisme en science. Elle se bat contre la primauté donnée à des objectifs à court terme

« On est passé, en un siècle, de l'idée trop naïve que le progrès scientifique entraînerait *ipso facto* le progrès social, à une situation où de larges couches de la population suspectent nombre de technologies nouvelles, et à travers elles la science, d'être responsables de désordres sociaux et environnementaux. »

au détriment du progrès des connaissances, du bien-être des générations actuelles et de l'avenir des générations futures. Elle défend une utilisation raisonnée du principe de précaution qui devrait être accompagné de l'évaluation comparée des avantages et des inconvénients des innovations mises en question.



L'Union rationaliste promeut l'intégration de la culture scientifique dans la culture générale de tous. L'enseignement des sciences, à tous les niveaux, devrait permettre d'éveiller une curiosité durable et fournir à chacun des repères essentiels, loin d'une accumulation de connaissances spécialisées. Notre société, au-delà de la formation des chercheurs et des ingénieurs nécessaires au développement des connaissances, de l'innovation ou de l'économie, a impérativement besoin de citoyens formés au raisonnement et à l'esprit critique. La pensée rationnelle s'enrichit de l'ensemble des pratiques culturelles, en particulier à travers les arts, la littérature et les sciences humaines.

LA LAÏCITÉ, LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET LA MORALE

La défense de la laïcité est étroitement liée à celle de la liberté d'expression, au respect des conditions qui permettent aux hommes et aux femmes de maîtriser leur destin. On ne peut accepter que le rôle de l'enseignement public laïc soit subverti par de multiples agressions. Il faut refuser la suprématie d'une morale révélée sur une morale laïque, produit de l'histoire dans nos sociétés. L'Union rationaliste dénonce les tentatives d'instrumentalisation de la laïcité à des fins partisans et xénophobes.

Les chantiers sont nombreux, l'Union rationaliste n'a pas la prétention de les investir seule. Si vous, ami lecteur de *Cause commune*, partagez ces valeurs, si vous vous sentez concerné par l'un ou l'autre de ces objectifs, vous pouvez adhérer à l'Union rationaliste maintenant. Elle a besoin de vous pour réfléchir et pour agir, elle a besoin de votre témoignage et de votre soutien. ■

*Michel Henry est administrateur de l'Union rationaliste.



★ MILITER ★

RUBRIQUE COORDONNÉE PAR JÉRÉMIE GIONO

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Un temps clé pour le mouvement populaire

A lors que le sentiment de défi vis-à-vis « des politiques » grandit dans la population, l'échelon municipal reste relativement épargné, encore perçu comme le niveau de la proximité. Et pour cause, de nombreux sujets du quotidien se jouent au niveau municipal : urbanisme et cadre de vie, services publics (petite enfance, école, culture, propreté urbaine, eau et assainissement, etc.), logement... Par ailleurs, les élus municipaux sont bien plus proches des populations que ceux des autres institutions. Pour ces raisons, l'élection municipale est un enjeu capital dans les rapports de forces qui structurent la société, et donc un enjeu capital pour les communistes.

Ces élections sont à la fois l'occasion de conserver ou de gagner des positions institutionnelles, points d'appui non négligeables pour nos combats, et un temps de politisation particulier. Alors que l'absentéisme moyen avoisine désormais les 60 % aux élections européennes, qu'elle flirte avec les 50 % aux législatives, régionales et départementales, elle plafonne autour de 35 % aux municipales : après la présidentielle, cette élection reste celle qui mobilise le plus nos concitoyens. En parallèle, le scrutin de liste locale favorise des formes de mobilisation et d'implication citoyennes plus larges. L'objectif de ce dossier est donc de commencer à donner quelques outils pour se lancer dans cette bataille qui démarre

dès à présent – quand elle n'est pas déjà engagée depuis plusieurs mois. Le parti pris est le suivant : se saisir collectivement des enjeux locaux pour faire émerger des dynamiques de politisation citoyenne, dans une logique de mobilisation populaire la plus large possible. La période particulière que nous traversons fait de ce scrutin un temps clé pour le mouvement populaire, l'occasion de construire des points de repère ancrés dans le réel, de fédérer largement les énergies disponibles, et notre parti peut y jouer un rôle important. Nous y consacrerons donc d'autres dossiers, mais en attendant, bonne lecture et en avant ! ●

Jérémy Giono



Construire une campagne municipale

Voici quelques principes généraux destinés à nourrir la réflexion stratégique. Ces éléments ne sont en aucun cas un dogme, chaque situation étant unique.

Avant tout, ne pas se disperser, et prendre un temps de réflexion préalable pour poser les différentes phases envisagées dans le temps, en fixant à chaque étape des objectifs définis. Une fois ce « plan » tracé, il servira de guide général dans le feu de l'action ; c'est primordial même s'il ne faut pas s'enfermer dans des schémas trop détaillés : le réel vient toujours faire bouger les choses. Une campagne doit s'organiser comme un récit, une histoire que l'on déroule, où chaque étape permet de mobiliser un cercle différent, toujours plus large jusqu'au scrutin.

Phase 1 : Rassembler les siens

Il faut commencer par mobiliser les militants du parti. Pour cela, la discussion collective autour de l'analyse politique du territoire et des grands enjeux est importante, cela permet de déterminer une stratégie globale partagée. Le piège à éviter à ce stade est de vouloir tout définir dès le départ, et de fermer des questions qui pourraient rester ouvertes alors que l'on ne dispose que de quelques retours subjectifs.

Phase 2 : Rassembler son premier cercle

Une fois le parti mobilisé, le premier élargissement concerne nos proches : associations amies, sympathisants investis dans leur quartier, etc. L'élargissement peut se faire sur la base d'un large partage entre les militants « Tu penses à qui dans ton quartier ? », « Et lui/elle, qui en pense quoi ? », etc., mais aussi par un travail plus sérieux à partir des listes électorales – qui sont récupérables auprès de la mairie ou en préfecture – pour être sûr de n'oublier personne. Dès lors, on peut

engager une démarche identifiée, avec une charte graphique, un intitulé, des rencontres ciblées, une première communication publique. Les premières réunions doivent permettre de définir ensemble les grandes orientations politiques que l'on souhaite mettre en avant.

Phase 3 : Rassembler son camp

Normalement, à ce stade, on dispose d'un collectif qui commence à s'étoffer, et selon la situation locale c'est le moment d'aller s'adresser aux autres forces de gauche organisées sur la commune. Si les rencontres officielles sont importantes, elles ne doivent pas mettre un frein à la dynamique de terrain : rien de pire que de se paralyser pendant d'interminables négociations de coulisses ! À l'inverse, le déroulé de notre activité, voire les appels

Phase 4 : Rassembler la population

Une fois le périmètre des rassemblements acté, une nouvelle phase d'élargissement est indispensable pour passer à la vitesse supérieure. Dans cette phase intense, l'objectif est de mobiliser de façon coordonnée les forces que l'on a fédérées précédemment, de multiplier les contacts et le rayonnement de notre campagne. Il est important de toujours se poser les questions : « Sommes-nous audibles ? », « À qui parlons-nous ? » Et si la réponse est « aux convaincus », il faut revoir notre copie ! De même, si la tentation est grande de rester sur un discours critique vis-à-vis des autres forces en présence, ça ne paye jamais : c'est le projet qui mobilise, le « positif », il doit occuper 95 % de notre énergie et de notre communication. Enfin,

« C'est le projet qui mobilise, le "positif", il doit occuper 95 % de notre énergie et de notre communication. »

publics au rassemblement pèsent souvent positivement sur les discussions. À ce stade, il faut aussi éviter de s'enfermer dans des présupposés : ce n'est pas parce qu'on pense que tel ou tel président d'association est proche de tel ou tel parti que c'est réellement le cas, rien ne vaut le contact direct pour s'en assurer. Comme la dynamique va à la dynamique, il est aussi possible que des personnes initialement proches d'autres forces fassent finalement le choix de s'associer à notre démarche, si on les sollicite directement.

nous devons garder à l'esprit que ce qui touche le plus, ce sont les sujets du quotidien, et que les différentes strates de la population n'ont pas forcément les mêmes priorités de but en blanc : segmenter notre communication en utilisant des formules simples et percutantes, en ciblant nos actions en fonction des publics (parents d'élèves, sportifs, retraités, etc.), est bien plus efficace que diffuser massivement un livret indigeste regroupant toutes nos propositions en vrac. ●

Financement de campagne et règles juridiques

Une campagne municipale, ce sont des dépenses (réceptions, tracts, site internet, etc.), mais aussi des recettes (dons...).

Un ensemble de règles à respecter, sous peine de sanctions.

LA PÉRIODE OFFICIELLE

DE CAMPAGNE :

SIX MOIS AVANT LE SCRUTIN

C'est la période où la campagne est officiellement en cours ; pour les municipales, elle débute en septembre 2019. À partir de ce moment, les règles de campagne s'appliquent.

LES « COMPTES DE CAMPAGNE »

Durant la période de campagne, toutes les dépenses liées à l'élection doivent être répertoriées précisément, car elles sont plafonnées par la loi. Un coefficient est appliqué en fonction du nombre d'habitants.

Pour les communes de plus de 9 000 habitants, il est impératif de désigner un mandataire financier, chargé de gérer les finances de la campagne. Le mandataire ouvre un compte dédié, et toutes les dépenses doivent transiter par ce compte. Cette règle est incontournable, toute erreur sur ce plan entraîne l'annulation du remboursement ! Les dépenses sont en partie remboursées, jusqu'à hauteur de 47,5 % du plafond. Ce qui veut dire qu'une campagne économe peut intégralement être remboursée, si elle ne dépasse pas ce seuil. Les apports sont aussi encadrés : les dons de personnes physiques sont plafonnés à 4 600 euros, et ceux des personnes morales (entreprises, associations...) sont strictement interdits.

Attention : si les apports des candidats sont remboursables, ce n'est pas le cas des autres dons. Il vaut donc mieux privilégier la souscription *via* l'assemblée des départements de France (ADF) du parti, suivie d'un prêt

du parti au candidat. Le rôle de mandataire est primordial, il faut quelqu'un de confiance. C'est donc une question à poser relativement tôt, y compris dans le cadre de listes de rassemblement : si le parti est le principal contributeur financier, il est politiquement légitime pour désigner le mandataire, en accord évidemment avec le collectif. Des formations spécifiques seront disponibles pour accompagner les mandataires dans leur rôle.

LES INTERDITS

Le recours à la publicité payante est strictement interdit en période de campagne. Attention, sponsoriser une publication sur les réseaux sociaux, c'est de la publicité, à bannir donc durant cette période, vous risqueriez l'annulation des remboursements ! L'utilisation des positions institutionnelles est également encadrée, pour empêcher les élus sortants d'utiliser les moyens de la collectivité à des fins de promotion électorale. Ce qui n'interdit pas les inaugurations et autres discours de vœux, mais il ne faut pas évoquer directement ou indirectement l'élection.

Enfin, les « procédés déloyaux » sont également interdits. Cette notion floue recouvre la diffusion de fausses nouvelles, de calomnies ou les menaces diverses. Ce ne sont pas nos pratiques, mais c'est bon à savoir ! ●

Pour toute question technique, n'hésitez pas à vous rapprocher du secteur « élections » du parti, au niveau fédéral ou au niveau national.

COMMUNE ET INTERCOMMUNALITÉ

Si la commune reste le niveau de base pour beaucoup, de plus en plus de compétences sont transférées aux intercommunalités. Les grandes décisions tendent à se prendre dans ces espaces. Il est important d'aborder les élections de 2020 avec cet enjeu en tête.

Un mode d'élection semi-direct

Pour les communes de plus de 1 000 habitants, les conseillers communautaires sont élus sur les listes des municipales, par un système de fléchage indiqué sur le bulletin. L'ordre des candidats est encadré, il faut donc anticiper cette dimension lors de la constitution des listes et des fusions d'entre deux tours. Étant donné ce mode de scrutin on peut avoir intérêt à construire une liste d'opposition dans une commune que l'on ne pense pas gagner, pour renforcer notre présence à l'intercommunalité et gagner une visibilité dépassant celle de simple conseiller d'opposition (surtout si les majorités ne sont pas les mêmes).

Un espace territorial de plus en plus concret

Les espaces intercommunaux sont de plus en plus perçus par les Français. Même si on ne cède pas sur notre défense de l'échelon communal comme base de la démocratie locale, il est important de mener une réflexion programmatique à cette échelle. Ce type de dynamique « parallèle » peut aussi permettre de raccrocher des militants isolés comme des citoyens souhaitant s'engager à nos côtés dans des petites communes, et *in fine* de rayonner politiquement au-delà.

Schiltigheim (67)

Gagner à gauche

Retour sur les élections anticipées de mars/avril 2018 avec **Antoine Splet**, conseiller municipal communiste.

Commune de la banlieue de Strasbourg à gauche depuis 1977, Schiltigheim connaît une guerre de succession en 2008 : un adjoint socialiste est élu, en face d'un autre ancien adjoint de centre-droit. Et en 2014, ce dernier, rallié à l'Union des démocrates et indépendants, fait basculer la ville, s'alliant aux Républicains. En parallèle, le Parti communiste entame une stratégie de réan-crage local, après une campagne municipale « Front de gauche » centrée sur des enjeux nationaux qui, si elle a permis de passer les 5 %, n'aura pas débouché sur l'élection d'élus. La section réoriente son militantisme au plus près du terrain : participation aux enquêtes publiques, communication sur les sujets de politique locale (opposition à la privatisation des assistantes maternelles notamment), rencontres ciblées avec la population. Le PCF s'inscrit dans le paysage politique local comme une force existante.

C'est là qu'arrive 2018 : la majorité explose, aboutissant à la convocation d'une élection anticipée. Les Républicains jouent leur va-tout, espérant conquérir la municipalité.

Le Parti communiste lance alors deux démarches parallèles : d'un côté un appel public au rassemblement des forces de gauche, et de l'autre un appel citoyen au rassemblement signé individuellement par les militants et les sympathisants. Le second est utilisé pour aller à la rencontre du tissu associatif et des sympathisants des autres forces, pour pousser à la base et nouer des contacts. Des rencontres bilatérales se déroulent et, si le dialogue se noue avec les socialistes de gauche – après le départ des caciques cen-



tristes à La République en marche –, c'est plus compliqué avec les écologistes, et complètement fermé du côté de la France insoumise. Néanmoins, l'appel citoyen met en avant une diversité d'horizons sociaux et professionnels et permet de positionner les communistes au centre du paysage, tout en posant les bases d'exigences de fond (urbanisation raisonnée, services publics, démocratie participative et développement durable). C'est ainsi qu'un premier rassemblement se forme, regroupant les réseaux socialistes et communistes. Cette construction ne part pas sur un modèle d'union « à l'ancienne », mais au contraire d'une démarche d'intérêt général largement citoyenne, rendue possible par le respect mutuel. « Un nouveau cap pour Schilik » part donc en campagne assez tard, mais tient des ateliers regroupant jusqu'à quatre-vingts personnes, et engrange au soir du premier tour plus de 15 % des voix, le double du score des deux formations politiques aux législatives de l'année précédente. La liste écologiste, captant la position de « principale opposition »

et un fort travail de réseaux dans les collectifs citoyens ayant émergé contre les projets municipaux, enregistre 20 % des voix. La FI paye quant à elle sa posture, avec 7,5 %. À droite, la liste LR arrive en tête avec 36 %, suivie du maire UDI sous les 20 %.

Il apparaît donc que le deuxième tour sera décisif : à cet instant, les discussions préalables vont s'avérer utiles, puisque chacun a appris à se connaître, et que les points de rapprochement comme les divergences sont bien identifiés. Les listes écologiste, socialiste et communiste fusionnent donc sur un accord aussi bien programmatique que de répartition respectueuse de chacun.

Alors que le sortant UDI se retire, les communistes font le choix de déplacer le curseur de la campagne d'entre deux tours : d'un duel « gauche/droite » classique, le récit est repositionné autour d'une polarisation entre « démocrates/droite extrême ». Des tweets et des publications des candidats de droite proches du racisme ou antipauvres sont exhumés et diffusés, et, si le débat se tend sur la ville, les associations antiracistes appellent unanimement à voter à gauche. La mobilisation des ressorts antifascistes permet de faire voter aussi bien l'électorat de « gauche de la gauche » que celui du centre, et la droite est battue à 54 % contre 46 % !

La nouvelle majorité plurielle s'installe, avec trois élus communistes : une adjointe, un conseiller à la métropole et un conseiller délégué. Un grand retour après une absence de près de trente ans !

L'objectif pour 2020 : consolider les positions, et ancrer Schilik à gauche ! ●

Fleury-Mérogis (91)

Le patrimoine militant au service de la dynamique citoyenne

Février 2019 : la victoire de la liste conduite par **Olivier Corzani** (PCF), lors de l'élection municipale anticipée de Fleury, enthousiasme les communistes. Retour sur une expérience.

Après la perte de la ville en 2009, il a longtemps été question de maintenir l'existence d'une organisation communiste sur la ville avant de pouvoir enclencher un cycle plus dynamique. Ce fut un enjeu important pour disposer d'atouts, notamment militants, sur lesquels pouvoir s'appuyer par la suite.

Lorsqu'il devient secrétaire de section en 2015, Olivier a un leitmotiv : ancrer le PCF les deux pieds dans le réel, pour le transformer. Il s'attache à organiser une activité militante régulière, avec une présence toutes les deux semaines devant le supermarché, et un porte-à-porte hebdomadaire. « C'était important que nous soyons sur le terrain, y compris en dehors des périodes électorales », nous confie le nouveau maire. Une attention particulière est mise sur les temps conviviaux qui donnent une autre image du militantisme et permettent de tisser des liens au-delà de nos rangs : banquets républicains, barbecues de quartier, ventes solidaires de fruits et légumes... Enfin, un gros travail d'organisation qui est mené, et le fichier de contacts de la section passe en quelques années de soixante-dix noms à plus de huit cents. Tous ces temps « auront permis de nous connecter au réel, d'entendre les préoccupations des gens, tout en étant visibles et utiles ».

Cette action est mise au service de la construction d'une dynamique citoyenne bien plus large. La bataille pour le maintien du bureau de poste sera une étape importante, avec la

constitution d'un collectif ouvert permettant d'intégrer tous les citoyens souhaitant se mobiliser sur ce sujet. La mobilisation paye, et le bureau est maintenu. La même démarche est engagée pour défendre la présence médicale de proximité : là encore, la force militante du PCF est mise au service du collectif, et l'élargissement est au rendez-vous.

« Être capable de partir de la réalité pour la politiser avec des mots simples. »

Lorsque se profilent les élections, la construction d'une démarche municipale partagée partira de ces collectifs, débouchant sur une dynamique largement participative. Des réunions thématiques ouvertes sont organisées pour construire ensemble le programme, et le collectif de campagne est lui aussi largement ouvert : « Plus de quatre-vingts personnes s'y sont impliquées régulièrement, nous prenions toutes les décisions importantes ensemble. C'était fondamental pour qu'elles soient portées collectivement avec conviction ! » Et le moins qu'on puisse dire, c'est que ça paye : alors que le PCF avait fait 11 % en

2014, la liste conduite par Olivier est élue dès le premier tour en 2019 avec près de 56 % des voix.

Le nouveau maire nous explique ses grandes lignes de conduite durant ces quatre années :

- Rechercher l'efficacité dans toute action militante, « en commençant par se poser la question du pourquoi avant celle du comment : ça évite de disperser nos forces ».
 - Rechercher en toutes circonstances une connexion forte au réel, au détriment des présupposés subjectifs. « Pour agir sur la réalité, il faut être en phase avec la réalité, être capable de partir de cette réalité pour la politiser avec des mots simples », et l'élu évoque en guise d'exemple la propreté urbaine : « Il ne s'agit pas des "crottes de chien", d'un sujet secondaire : c'est au contraire le droit de vivre dignement, et on débouche sur les services publics, l'éducation, l'appropriation de l'espace public... »
 - Enfin, ne pas miser sur le rejet des adversaires – même s'il existe –, construire de la perspective, mobiliser les citoyens autour d'un projet collectif ambitieux.
- « Je dois dire que les résultats ont dépassé mes espérances, mais avec le recul ce n'est pas surprenant : on est parfois "dans notre bulle", mais lorsque l'on sort de cette zone de confort pour impulser des dynamiques populaires, qu'on crée du lien humain, ça produit des effets positifs inattendus ! » Un bel exemple de dynamique concrète ! ●

Vizille (38)

Les communistes jouent la gagne dans le berceau de la Révolution française

Vizille, municipalité de 7 500 habitants en périphérie de Grenoble, communiste de 1956 à 2008. Dans cette bourgade, théâtre des États généraux provinciaux de 1788 qui donnèrent le coup d'envoi de la Révolution française, les communistes misent sur un contexte favorable pour reprendre la tête de la municipalité.

En 2008, c'est une équipe « gauche alternative/écologistes », fruit de divisions de la famille communiste dans la décennie précédente, qui prend la mairie. Le maire, affilié au Parti de gauche, décède en 2013, et un écologiste relativement impopulaire lui succède. Ce dernier est battu en 2014 face à une équipe « sans étiquette » composée d'anciens élus d'avant 2008. Pour sa part, le parti entame une dynamique de reconstruction, après six années compliquées en raison de la perte de la ville. Notre liste réalise 9,9 % de voix, une cellule se reconstitue et devient rapidement une force militante reconnue. Toutefois, les militants ne s'engagent pas d'emblée dans les municipales de 2020, malgré des sollicitations de part et d'autre. Ils privilégient les batailles de terrain, autour de la défense de l'antenne CPAM ou encore pour les transports en commun. Ces combats, menés à partir de pétitions, rassemblements, réunions publiques... remportent des succès partiels : l'accueil CPAM est maintenu, et un projet de tram-train est inscrit au PDU (plan de déplacement urbain) de la métropole. Ils contribuent à légitimer les communistes comme utiles au quotidien. Fin 2018, décision est prise d'engager la bataille des municipales : un chef de file est désigné, en la personne de

Bernard Ughetto-Monfrin, syndicaliste dans l'industrie chimique, et une démarche s'engage. L'objectif est annoncé lors des vœux de la cellule en janvier, et les contacts se multiplient durant les mois qui suivent. Une première réunion publique rassemblant une cinquantaine de personnes se tient le 18 avril, pour un échange autour de la démarche, des attentes de la population et des projets qui pourraient être envisagés. Une fiche de contact circule, les participants étant invités à noter s'ils souhaitent intégrer le collectif, aider aux distributions de tracts ou aux collages d'affiches, et noter les thèmes sur lesquels ils souhaitent s'investir. Cette fiche, que les militants feront aussi remplir aux contacts qui n'étaient pas présents ce soir-là, servira de base pour organiser les initiatives des mois à venir avec toutes celles et tous ceux qui sont prêts à participer. L'objectif va être de multiplier les rencontres de terrain et d'élargir le collectif jusqu'à l'été, pour rendre la démarche incontournable dans le paysage politique local.

En parallèle, un travail est engagé avec une graphiste, qui élaborera une charte graphique identifiable dans les semaines qui viennent. Logo, visuels, maquettes de tracts et de journal de campagne... tout le nécessaire pour garantir une identification claire et lisible sur l'ensemble du matériel de cam-

pagne. De courtes vidéos du tête de liste sont aussi en préparation, une de deux minutes et demie pour présenter la démarche, et trois ou quatre de une minute et demie, chaque fois sur un sujet particulier. Ces clips, tournés le même jour sous des angles différents, seront égrainés semaine après semaine en mai/juin, pour rendre visible la page Facebook créée pour la campagne. Du sponsoring (ciblé géographiquement) est envisagé pour faire connaître ces vidéos et la page, puisque ce mode de communication n'est interdit qu'à partir de septembre.

La fédération de l'Isère a engagé un plan d'aide financière pour les quelques communes où le parti peut « jouer la gagne » ou se renforcer ; la cellule pourra en bénéficier. Enfin, une rencontre entre l'équipe rapprochée d'animation de la campagne et des camarades plus expérimentés dans ce domaine – notamment le responsable d'une entreprise de communication/animation – est prévue, pour aider les communistes vizillois à construire leur plan de campagne autour d'un objectif central : construire avec les gens, et pour cela aller à leur rencontre, là où ils sont, sur les sujets qui les préoccupent.

Bref, rien n'est joué d'avance, et ça ne sera pas simple, mais les communistes vizillois sont sur le pont pour mener ce combat ! ●

Un projet communiste pour Grenoble-Alpes-métropole

A lors que la métropole grenobloise prend de plus en plus d'envergure, la fédération de l'Isère a engagé en septembre 2018 une réflexion sur le sujet. Un groupe de travail incluant les sections du territoire, les cabinets des maires communistes, des syndicalistes territoriaux adhérents au parti et les collectifs thématiques fédéraux s'est réuni plusieurs fois, aboutissant à un séminaire en février 2019. Organisé en deux temps, cet événement aura d'abord permis de former les mili-

tants sur les logiques et les enjeux du nouveau paysage institutionnel, avec une excellente intervention d'Éric Canobbio, géographe proche de la CGT. Puis un échange autour de la situation locale, de ses contradictions et des propositions que nous pouvons défendre à l'échelle de la métropole, en plénière puis en ateliers, a servi de base à la rédaction d'un document projet. Ce document a ensuite fait des allers-retours dans le groupe de travail, et sera finalisé lors d'une soirée d'échange ouverte aux adhérents et

sympathisants fin avril, pour ensuite finir par être soumis au vote des adhérents.

Ce projet métropolitain communiste permettra de décliner un matériel complémentaire aux campagnes municipales, donnant à voir notre cohérence politique sur tout le territoire – force de mobilisation de notre électorat – et préparant les discussions et les batailles politiques à mener durant le prochain mandat au sein d'une majorité nécessairement plurielle à cette échelle. ●

Abécédaire

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES. Élus à l'intercommunalité, ils sont élus dans les communes soit par fléchage pour celles de plus de 1000 habitants, soit par désignation dans le conseil pour celles de moins de 1000 habitants.

DIRECTEUR DE CAMPAGNE. Militant chargé de coordonner la campagne. Rôle important puisqu'il s'agit de faire le lien entre l'activation des différents réseaux, la mobilisation de toutes les énergies – plus large que celles du seul noyau militant de la section – et de garder en tête la stratégie d'ensemble.

INTERCOMMUNALITÉ À FISCALITÉ PROPRE. Communauté de communes, d'agglomération, urbaine ou encore métropole, il s'agit d'un regroupement de communes mutualisant un ensemble de compétences auparavant communales. Ces espaces ont de plus en plus de pouvoirs, au détriment des communes.

MANDATAIRE FINANCIER. Obligatoire pour les communes de plus de 9000 habitants, il gère le compte de campagne par lequel doivent transiter toutes les dépenses.

PRIME MAJORITAIRE. La moitié des sièges sont attribués d'office à la liste victorieuse, et l'autre moitié est répartie à la proportionnelle entre toutes les listes (y compris la victorieuse).

SEUILS POUR LE SECOND TOUR. Une liste doit réaliser 10 % des suffrages exprimés au premier tour pour pouvoir se maintenir au second, et 5 % pour pouvoir fusionner avec une autre liste qui, elle-même, doit avoir fait plus de 10 %. La seule personne habilitée à discuter fusion est la tête de liste.

SYNDICATS INTERCOMMUNAUX. Distincts des intercommunalités à fiscalité propre, ils se concentrent généralement sur une compétence technique (eau, assainissement, distribution d'énergie...). Peu connus, ils sont pourtant des outils clés de l'aménagement du territoire où des décisions importantes sont prises.

Arles (13)

La démocratie au cœur

Dès le début du troisième mandat d'Hervé Schiavetti, maire PCF, la préparation de la continuité débute collectivement, sous la houlette de Nicolas Koukas, adjoint aux finances et vice-président de la caisse centrale d'activités sociales. En 2015, son élection en tant que conseiller départemental sert de tremplin au lancement d'une association, « Arles en mouvement », qui a vocation à rassembler les forces vives de la commune pour construire l'avenir en s'appuyant sur le bilan des trois mandatures à direction communiste.

Nicolas nous décrit un fonctionnement largement ouvert : « Nous avons cherché à construire le creuset d'une véritable démarche participative, bien au-delà des seuls sympathisants communistes », même si les militants y sont fortement partie prenante et qu'un lien permanent est assuré entre eux et la section locale du PCF. Rapidement, l'association – présidée par une non-communiste – s'organise autour de commissions thématiques animées par des référents qui organisent le travail collectif, et de nombreux acteurs locaux rejoignent l'aventure. Puis la dynamique passe à l'étape supérieure, avec la mise en place des « labora-

toires itinérants citoyens », des rencontres participatives délocalisées dans l'espace public. À chaque thème son lieu et son horaire : un matin dans la gare pour discuter des transports, un après-midi sur une place publique pour discuter de la vie de quartier, au sein du festival « Rencontres de la photographie » pour échanger autour de la culture... « L'idée, c'est à la fois de se réapproprier l'espace public et d'aller à la rencontre des gens autour des sujets du quotidien, pour construire avec eux », nous détaille Nicolas. Un moyen aussi de prendre en compte toutes les spécificités du territoire, dans la commune de France la plus étendue – 75 000 hectares – forte d'une grande diversité tant rurale qu'urbaine.

Le lien entre le souhaitable et le possible est permanent, car la collectivité n'est pas en dehors des réalités de l'austérité. « Nous tenons le fil par chaque bout, pour construire un chemin concret avec la population, dans une logique de mise en commun. » Espoir et pragmatisme, c'est aussi la marque de fabrique de cette démarche originale dans son rapport à la métropole : « Aujourd'hui, le pays d'Arles c'est vingt-neuf communes, demain si l'intégration à la métropole

d'Aix-Marseille se concrétise, ça sera 17 millions d'euros d'impôts en plus pour les Arlésiens et les Arlésiennes, sans amélioration tangible. Alors d'un côté nous mobilisons la population pour défendre l'autonomie de notre

« Construire le creuset d'une véritable démarche participative, bien au-delà des seuls sympathisants communistes. »

territoire à taille humaine, et de l'autre nous sommes d'ores et déjà en lien avec les municipalités communistes de la métropole pour construire des combats communs ! » Quels que soient les sujets, le fil rouge est bien la démocratie au cœur, et c'est ce qui fera la différence ! ●



Sexiste, pas sexiste ?

La première définition internationale du sexisme donnée par le Conseil de l'Europe est une réelle avancée comme appui pour développer le droit et des politiques de prévention dans nos pays, dans nos collectivités

— PAR ANNE SABOURIN* —

Cela fait des années que les féministes, les associations d'aide aux femmes victimes de violences, les avocates et les avocats butent sur la difficulté à bien caractériser des faits, des propos, des images, qui constituent un environnement sexiste, font partie de ce que l'on appelle « le continuum des violences » et/ou de la « culture du viol », et sont de nature à dégrader et rétrécir la place des femmes dans notre société, laissant place à des passages à l'acte d'agresseurs et légitimant l'ordre patriarcal et donc inégalitaire dans les rapports humains et les institutions.

L'ÉTAT DU SEXISME EN FRANCE

Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes a sorti en début d'année un rapport édifiant sur l'état du sexisme en France (rapport du HCE sur le sexisme) et le définit comme « une idéologie qui repose, d'une part, sur le postulat de l'infériorité des femmes par rapport aux hommes, et, d'autre part, c'est un ensemble de manifestations, des plus anodines en apparence aux plus graves (remarques, représentations stéréotypées, suroccupation de l'espace... jusqu'à entrave à l'avortement, viols, meurtres) ».

Le sexisme tue, mais il est très banalisé dans notre pays. Marie

Laguerre, jeune étudiante agressée dans la rue parce qu'elle n'avait pas répondu aux avances d'un inconnu, n'a pas réussi à faire caractériser son agression de sexiste bien que l'homme en question ait été reconnu coupable. Dans l'affaire Aubade, l'élue responsable de l'égalité femmes/hommes de la ville de Paris, Hélène Bidard, a eu du mal à faire comprendre le caractère sexiste d'une publicité se résumant à une paire de fesses de femme sans tête. Et dans la vie de tous les jours, difficile de contrer une blague ou une attitude sexiste sans se prendre un procès en puritanisme ou en frigidité... Les exemples ne

manquent pas, et aucune autorité aujourd'hui, hormis le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) n'est en mesure d'intervenir.

UNE RECOMMANDATION ADRESSÉE AUX PAYS MEMBRES

Aussi, la décision du Conseil de l'Europe, de travailler à une « première définition à l'échelle internationale du sexisme » est une réelle avancée dans la prise de conscience de chacune et de chacun, mais aussi comme appui pour développer le droit et des politiques de prévention dans nos pays, dans nos collectivités. Le texte, une recommandation adressée aux quarante-sept pays membres de l'organisation paneuropéenne, définit le sexisme comme « une manifestation des rapports de force historiquement inégaux entre femmes et

hommes [...] conduisant à la discrimination et empêchant la pleine émancipation des femmes dans la société » ; il incite les États à renforcer leur lutte contre le sexisme et donne des outils « d'identification et de réponse », comme une « liste complète de mesures et de situations où le sexisme s'exprime, de la publicité aux média en passant par les secteurs de l'emploi, de la justice, de l'éducation et du sport » ou encore une injonction à la communication

inclusive et une alerte concernant les réseaux sociaux et le cybersexisme.

Nous ne manquerons pas de le rappeler à Marlène Schiappa et au gouvernement qui avaient fait de l'égalité femmes/hommes la « grande cause du quinquennat », tout en lui attribuant le plus petit budget. Parfois, les normes européennes peuvent être utiles pour faire avancer nos combats en France, sachons saisir ces opportunités. ●

*Anne Sabourin est membre du Conseil national du PCF.

« Les normes européennes peuvent être utiles pour faire avancer nos combats en France, sachons saisir ces opportunités. »

À LIRE SUR L'EUROPE



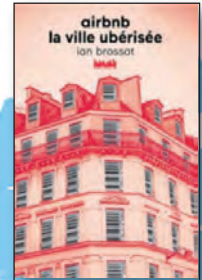
Libérons l'Europe
Bruno Odent
<https://www.europedesgens.fr/>
<http://www.pcf.fr/>



*L'Europe libérale se meurt ?
Vive l'Europe sociale !*
Recueil des chroniques de
Francis Wurtz dans *L'Humanité*



*Bruxelles ne
répond plus*
Marie-Pierre Vieu



Airbnb, la ville ubérisée
Ian Brossat



Économie et politique
janvier-février 2019
<http://www.economie-politique.org/>



Comment rebâtir l'Europe ?
<https://www.humanite.fr/>



Cause commune n° 9



Cause commune n° 10

Les chroniques européennes dans chaque numéro de *Cause commune*

<https://www.causecommune-larevue.fr/>

Mise en péril de la liberté de manifester

Intervention prononcée le 12 mars 2019, dans le cadre de la deuxième lecture du projet de loi relatif au maintien de l'ordre public lors des manifestations.

— PAR ÉLIANE ASSASSI* —

Monsieur le président, Monsieur le ministre, Madame la rapporteure, Monsieur le président de la commission des lois, « avec cette loi, on transfère aux préfets des pouvoirs que détiennent les juges. [...] Nous touchons donc à l'État de droit, et c'est proprement inacceptable » ! Ces mots, mes chers collègues, n'émanent pas d'un dangereux agitateur, mais sont ceux de Charles Amédée de Courson, député centriste de la Marne, connu pour ses convictions libérales sur le plan économique.

Nous nous retrouvons aujourd'hui, avec des hommes et des femmes d'horizons très divers, pour combattre une proposition de loi qui porte gravement atteinte à plusieurs libertés constitutionnelles, à commencer par le droit de manifester.

C'est le 7 janvier 2019 qu'Édouard Philippe, très martial, a annoncé sa volonté de reprendre pour le compte du gouvernement la proposition de loi adoptée par le Sénat le 23 octobre 2018, trois semaines avant la première manifestation des « gilets jaunes », le 17 novembre.

Le changement d'attitude du gouvernement par rapport à ce texte est manifeste : Monsieur Nunez citait en octobre l'article de la Déclaration des droits de l'homme fondant le droit de manifester et recommandait d'attendre et de bien réfléchir avant de légiférer ; Monsieur Soilihi annonçait

que le groupe La République en marche voterait contre le texte.

C'est donc sous la pression de l'événement, dans le cadre d'une stratégie de communication, qu'Emmanuel Macron, son gouvernement et sa majorité ont tenté d'étouffer les revendications du mouvement des « gilets

Comment ne pas faire le lien entre les mesures envisagées, sur lesquelles je reviendrai avant que mon amie Esther Benbassa ne les détaille dans la discussion générale, et ces propos dangereux, d'une responsabilité mal assurée, d'Emmanuel Macron : « Il faut maintenant dire que, lorsqu'on

« Par le passé, seule une réponse politique a permis de dénouer des crises qui, elles aussi, comportaient, comme tout soulèvement populaire, leur part de violence. »

jaunes » par la mise en exergue d'actes violents, spectaculaires, qui sont le fait d'une infime minorité de manifestants. Monsieur le ministre, je l'ai dit et répété le 7 mars, lors de l'examen de notre proposition de loi visant à interdire les LBD 40 : les fonctionnaires de police ne sont pas responsables collectivement de la situation actuelle. Vous les envoyez en première ligne, avec des ordres et une doctrine qui ne permettent pas l'apaisement. Notre opposition à ce texte, à la stratégie de la tension mise en œuvre, vise à protéger autant les policiers que les manifestants !

va dans des manifestations violentes, on est complice du pire » ?

Avec ces propos, Monsieur Macron ne calme pas le jeu ; il souffle sur les braises, espérant, comme nombre de ses prédécesseurs, que la provocation à la violence permettra un pourrissement du mouvement.

NÉCESSITÉ D'UNE RÉPONSE POLITIQUE

Face à la persistance du soutien de l'opinion et des manifestations, malgré les difficultés d'exercer ce droit constitutionnel, le président de la République devrait plutôt regarder



© Patrice Leclerc • photoque.org

la vérité en face : seule une réponse politique aux aspirations populaires portées par ce mouvement et profondément ancrées dans les villes et les campagnes, seule une réponse politique à cette formidable exigence de dignité et de démocratie, seule une réponse politique aux salariés et aux retraités qui demandent tout simplement à vivre, qui attendent une nouvelle répartition des richesses assurant l'égalité, seule cette réponse politique permettra de résoudre cette crise ! Monsieur le ministre, par le passé, seule une réponse politique a permis

véritable tollé. Comment ne pas rappeler les propos de M. Toubon ? Il l'estime « déséquilibrée, attentatoire aux libertés et susceptible d'exposer les forces de l'ordre à davantage de risques et de dégrader leur relation avec la population ». En cela, M. Toubon est fidèle aux valeurs d'une droite républicaine qui sait que l'usage disproportionné de la force met en danger l'équilibre de la société.

Le 7 mars dernier, j'ai évoqué la lettre dans laquelle le préfet Grimaud, en 1968, dans un contexte de grave crise, rappelait la doctrine française du

se frapper soi-même en apparaissant sous un jour qui atteint toute la fonction policière. [...] Il est encore plus grave de frapper des manifestants après leur arrestation. [...] Dites-vous bien et répétez-le autour de vous : toutes les fois qu'une violence illégitime est commise contre un manifestant, ce sont des dizaines de camarades qui souhaitent se venger. Cette escalade n'a pas de limites. » Voilà les propos du préfet Grimaud !

UN DANGER DÉMOCRATIQUE

Oui, Monsieur le ministre, votre choix de l'escalade constitue un danger démocratique.

Cinquante-deux associations et syndicats l'affirment : « Cette loi de circonstance porte un lourd risque d'arbitraire des gouvernements d'aujourd'hui comme de demain. » Et de préciser : « Les violences contre les personnes, les biens, les institutions qui ont eu lieu ne peuvent justifier qu'un exécutif s'arroge des pouvoirs exorbitants et décrète qui peut ou ne peut pas manifester. »

Oui, Monsieur le ministre, mes chers collègues, la proposition de loi met en péril la liberté de manifester ! ►►

« Notre opposition à ce texte, à la stratégie de la tension mise en œuvre, vise à protéger autant les policiers que les manifestants ! »

de dénouer des crises qui, elles aussi, comportaient, comme tout soulèvement populaire, leur part de violence. Depuis sa présentation, puis son adoption à l'Assemblée nationale, cette proposition de loi suscite un

maintien de l'ordre, une doctrine qui, malheureusement, appartient aujourd'hui au passé. Cet après-midi, mes chers collègues, je citerai cette lettre, car elle peut éclairer votre vote.

« Frapper un manifestant à terre, c'est

►► Je présenterai quelques remarques sur les points essentiels de ce texte. L'article 2, qui, dès l'origine sénatoriale, transférait le pouvoir d'interdire à une personne de manifester du juge au préfet, c'est-à-dire au représentant du pouvoir politique, courait le risque d'inconstitutionnalité au point, comme le reconnaît le président Bas, de devoir être strictement encadré. D'ailleurs, le président de la République lui-même s'interroge, puisqu'il a annoncé, hier, vouloir saisir le Conseil constitutionnel.

En vérité, on marche sur la tête : pourquoi le président de la République annonce-t-il, la veille du débat sénatorial, la saisine du Conseil constitutionnel, alors que le Sénat s'apprête à voter conforme ce texte, si la majorité Les Républicains le vote ainsi ? À l'Assemblée nationale, plus de faux-semblants ni de préventions : l'article 2 a été musclé au point de prévoir

d'irrecevabilité. D'ailleurs, Madame la rapporteure a rappelé ce danger, tout comme le président de la commission des lois, devant la presse et en commission.

Hier, donc, c'est Monsieur Macron qui a annoncé sa volonté de saisir le Conseil constitutionnel, sans doute pour faire bonne figure. Pourquoi le législateur ne prend-il pas ses responsabilités ? Pourquoi renvoyer cette mission au Conseil constitutionnel, dont, je le rappelle, la légitimité n'est pas la même que celle des assemblées républicaines ?

L'article 3, qui concerne le fichage – un de plus... – des personnes interdites de manifestation, porte également atteinte aux libertés individuelles, d'autant que l'Assemblée nationale entend mêler dans un même fichier délinquants, terroristes et manifestants.

Quant à l'article 4, relatif à la pénali-

même les personnes tentant de protéger leur respiration seront visées et ne pourront exercer le droit constitutionnel de manifester !

Pour vous dire le fond de ma pensée, ce texte me paraît particulièrement inopportun. À l'heure où je vous parle, si une trace doit rester dans l'histoire de ce mouvement, outre son originalité, sa force, sa persistance et, ne vous en déplaise, sa popularité, c'est la répression systématique et violente qui s'abat sur lui.

Après le défenseur des droits, le Conseil de l'Europe, l'ONU même, ce sont trente-cinq ophtalmologistes, professeurs de renommée internationale, qui ont écrit à Emmanuel Macron pour demander un moratoire [...] sur l'utilisation des LBD 40. Il faut aujourd'hui interdire cette arme !

Mes chers collègues, ce nouveau monde est étonnant : il reprend à son compte une vieille loi adoptée en 1970, la loi anticasseurs. Faire du vieux avec du vieux pourrait être leur doctrine, votre doctrine, Monsieur le ministre [...] Vous répétez à l'envi que vous ne changez pas de cap, mais, pour tenter désespérément de le maintenir, vous vous appuyez sur la répression !

Le vote conforme proposé au Sénat, qui vole au secours d'Emmanuel Macron en la matière, vise à contrer l'impopularité croissante de la politique répressive, y compris au sein de la majorité. Cette précipitation est un aveu de faiblesse.

Les valeurs profondes de notre République, qui ont marqué l'histoire de notre pays, malgré les tragédies et les souffrances, s'imposeront, j'en suis certaine. Le Sénat, qui s'affirme comme le gardien des libertés, n'a qu'une chose à faire pour ne pas trahir sa parole : rejeter d'emblée ce texte, dire « stop » à une incontestable dérive autoritaire ! ●

*Éliane Assassi est sénatrice (PCF) de Seine-Saint-Denis, présidente du groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste (CRCE).

« Cette loi de circonstance porte un lourd risque d'arbitraire des gouvernements d'aujourd'hui comme de demain. »

que l'interdiction puisse être assortie d'une peine complémentaire d'interdiction de manifester sur tout le territoire, pour une durée pouvant atteindre un mois. De plus, les députés ont décidé que les personnes interdites pourraient ne pas avoir été condamnées préalablement et pourraient n'avoir commis que des « agissements » durant un rassemblement précédent – terme vague, inspiré de la loi antihooligans. Mais, Monsieur le ministre, mes chers collègues, supporter une équipe, ce n'est pas exercer un droit constitutionnel !

Cet élargissement important du champ de l'article 2 expose celui-ci à une censure, comme il a été souligné lors des interventions sur la motion

sation de la dissimulation du visage, même partielle, laquelle serait passible, selon vos souhaits, d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, il s'expose aussi, selon Madame la rapporteure, à l'inconstitutionnalité, l'Assemblée nationale ayant supprimé, sur l'initiative d'un député En marche, Mme Laurence Vichnievsky, l'élément intentionnel. Monsieur le ministre, mes chers collègues, nous avons constaté l'utilisation massive de gaz lacrymogènes durant les manifestations, déclarées ou non. Lors de certains rassemblements, des milliers de grenades ont été utilisées. Comment oser empêcher un manifestant de se protéger ? Si l'élément intentionnel est supprimé,

Du rôle de l'espionnage dans la mondialisation

En ces temps de mondialisation sans limites, tous les coups sont permis. La guerre économique de tous contre tous passe aussi par l'espionnage. Illustration avec la note de la Direction générale de sécurité intérieure (DGSI) rendue publique l'hiver dernier. Son verdict est net : les Américains espionnent – et pillent – sans vergogne l'économie française. Où l'on redécouvre que l'espionnage est le bras armé de la sacro-sainte loi du marché.

— PAR GÉRARD STREIFF —

C'est une note, de six pages, de la DGSI, laquelle dépend du ministère de l'Intérieur. Elle est datée du 12 avril 2018 et intitulée « Panorama des ingérences économiques américaines en France ». Elle est rédigée en termes choisis, soutenus, comme diraient certains, mais catégoriques : l'Amérique espionne et pille l'économie française. La note a été rendue publique le 14 novembre dernier, quelques jours – comme par hasard – après la visite de Trump en France, où ce dernier avait fait preuve de beaucoup de désinvolture, irritant pas mal de monde...

UN PILLAGE SYSTÉMATIQUE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

L'alerte des policiers français est sérieuse : les Américains se livrent à un pillage systématique de l'éco-

nomie nationale. Et cette mauvaise manière suit un cheminement assez simple finalement. Tout commence par l'espionnage. La méthode est assez éloignée des agitations à la James Bond. L'espion américain version 2019 a plutôt le profil d'un avocat, d'un cabinet d'avocats plus exactement. Poussez la porte d'un cabinet d'avocats anglo-saxons à Paris et vous pouvez être sûrs de vous retrouver en face d'un (une) membre de cette sulfureuse corporation. Comment procèdent-ils ? Ils ciblent une société X, cotée pour sa haute maîtrise technologique (énergie, transports, santé, par exemple), collectent des données de base, testent les points forts et les points faibles, sollicitent l'avis d'employés de ladite société sous couvert d'expertise, avec colloque, audition et voyage à la clé.

Dans un deuxième temps, place à la corruption, plus ou moins franche. Très vite voici les pressions ou/et la judiciarisation avec des amendes à la clé.

Frédéric Pierucci, par exemple, qui fut cadre dirigeant chez Alstom, se retrouve dans les geôles de l'oncle Sam. Il explique ses mésaventures dans un essai intitulé *Le Piège américain* (éditions J.C. Lattès) : les Américains ont mis au point une procédure, la *Foreign Corrupt Practices Act* (FCPA), qui leur permet d'« embastiller quiconque, quelle que soit sa nationalité, à partir du moment où il est soupçonné d'avoir commis un délit de corruption d'agents publics étrangers susceptibles d'être reliés d'une manière ou d'une autre au territoire américain ». Et d'une manière ou d'une autre, cela signifie que si le contrat est en dollars, si ►►

« Les secteurs ciblés correspondent à des domaines d'avenir présentés de longue date comme stratégiques par les autorités américaines, dont l'aéronautique, la santé et plus généralement le monde de la recherche. »

DGSI

►► les mails ont été échangés *via* des serveurs basés aux États-Unis genre Gmail ou Hotmail, l'affaire est lancée... Depuis les attaques de septembre 2001, « les services de renseignements américains sont prêts à tout pour espionner n'importe qui et sous n'importe quel prétexte » (*ibidem*).

Troisième étage de la fusée : arrivent les vrais crocodiles, les fonds financiers, fonds activistes ou sociétés américaines concurrentes qui investissent, inondent (financièrement parlant) et phagocytent. On peut prendre l'exemple de la société Technip. Ce parapétrolier français était dans le collimateur des services US (voir extrait). Marié en 2017 avec l'américain Food Machinery Corporation (FMC), Technip va avoir, ce mois de mai 2019, une direction 100 % américaine. Gouvernance, rémunérations, management, tout est américanisé avec la prise de contrôle orchestrée par le nouveau P-DG texan Douglas Pferdehirt.

On peut imaginer le même scénario avec Alstom, racheté par General Electric alors que les liens de ce géant américain avec le département américain de

la Justice, la DOJ, sont avérés. C'est tout un savoir-faire vital pour les intérêts énergétiques français qui est ainsi purement et simplement transféré aux États-Unis. Cité par *Le Figaro* du 14 novembre 2018, un préfet « très au fait des questions de sécurité » confie : « 60 % des activités des services américains restent centrées sur la recherche de renseignements stratégiques. Tous les moyens sont bons pour faire vivre leur patriotisme économique. » Le même « expert » ajoute : « Il fut un temps pas si lointain où les services américains ont été lourdement suspectés d'avoir piégé les ordinateurs de Bercy. »

On reprendra en conclusion cette interrogation de Frédéric Pierucci, dans son livre : « Je ne comprends toujours pas que nos gouvernants ne s'opposent pas avec plus de fermeté à ce racket américain... Nous sommes devenus les spectateurs de notre propre décrépitude. » Plaignez-vous de cette vassalisation assumée, de cet atlantisme banalisé et on vous répondra (avec l'accent de Houston) : mon pauvre ami, mais c'est la loi du marché. ●

MÉFIEZ-VOUS DE VOS AMIS

Les acteurs américains déploient une stratégie de conquête des marchés à l'export qui se traduit, à l'égard de la France en particulier, par une politique offensive en faveur de leurs intérêts économiques. [...] Les secteurs ciblés correspondent à des domaines d'avenir présentés de longue date comme stratégiques par les autorités américaines, dont l'aéronautique, la santé et plus généralement le monde de la recherche. [...] Cette stratégie qui vise à favoriser les entreprises américaines aux dépens de leurs concurrents étrangers est déployée par des entités tant publiques que privées – administrations, entreprises, cabinets d'avocats et de conseil, etc. – qui œuvrent de concert et déploient un arsenal de dispositifs et mesures économiques et juridiques. [...] Les entreprises françaises évoluant dans ces secteurs font l'objet d'attaques ciblées, notamment par le biais de contentieux juridiques, de tentatives de captation d'informations et d'ingérence économique. [...] Dans un contexte très concurrentiel (l'aéronautique), où les États-Unis se prêtent à des manœuvres pour favoriser Boeing sur des marchés prometteurs, le groupe Airbus connaît des difficultés conjoncturelles depuis quelques années pour plusieurs de ses programmes (A380, A320, A400M). L'avionneur européen est également vulnérable sur le plan judiciaire et cherche à se mettre en conformité afin d'éviter de lourdes sanctions. [...] Airbus fait actuellement l'objet d'audits de conformité en matière de lutte contre la corruption. C'est dans ce cadre qu'in-

terviennent en son sein des cabinets d'avocats américains [...] qui disposent depuis 2015 d'un accès privilégié à des données stratégiques du groupe. [...] Les informations de toute nature saisies auprès des cadres d'Airbus permettent de cartographier tous les intermédiaires et contacts du groupe, ainsi que ses axes de développement à l'international [...] Ces avocats sont en contact avec des administrations américaines. Ces cabinets avaient également été missionnés par Alstom et Technip dans des procédures analogues ayant abouti à de lourdes condamnations pour les deux groupes français. [...] Les acteurs américains, publics ou privés, ont ciblé à plusieurs reprises la recherche et l'innovation françaises en proposant des financements à des organismes de recherche ou à des entreprises innovantes, afin de soutenir des programmes ou des projets de développement à l'international. [...] La DGSI a également identifié l'intérêt marqué des acteurs économiques pour les sociétés spécialisées dans la gestion des données médicales, conduisant à l'acquisition de plusieurs sociétés françaises spécialisées dans le traitement de ce type d'informations. [...] Les domaines d'excellence française sont particulièrement exposés. [...] Les PME ne se sont pas suffisamment armées et les grands groupes français semblent également vulnérables, privilégiant des stratégies de repli et d'évitement afin de ne pas s'exposer. »

Note de la DGSI, 12 avril 2018.

Chaque mois, *Cause commune* donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRitique-MÉDIAs) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des médias.

Les violences policières et le mur médiatique

Comment et pourquoi sont-elles (difficilement) passées de l'ombre à la lumière ?

— PAR ACRIMED —

À partir du début de la mobilisation des gilets jaunes, on peut distinguer deux grandes périodes dans le traitement des violences policières par les grands médias. La première, qui s'étend de fin novembre à début janvier, se caractérise par le désintérêt médiatique à l'égard de ces violences pourtant sans précédent. Le quasi-silence médiatique autour de la publication d'un rapport d'Amnesty International qui dénonçait « le recours excessif à la force par des policiers » pendant les mobilisations des gilets jaunes est significatif.

AU DÉBUT, LE SILENCE DE LA MAJORITÉ DES GRANDS MÉDIA

Notre tour d'horizon des articles publiés dans les quotidiens, sous format papier ou numérique, témoignait ainsi, fin décembre, d'une couverture quasi nulle des violences policières par *Le Monde* et *Le Parisien*. *Libération* s'est distingué par une couverture un peu plus détaillée – dont une partie importante a été traitée via la page de *fact-checking* « *Check-news* » (vérification des faits, des nouvelles), où les vidéos de violences poli-

cières tournées par les manifestants ont été soumises à un examen de véracité. De manière générale, la couverture est restée bien timide au regard de ce qui a pu se faire à partir de la mi-janvier, et en comparaison – par exemple – avec celle d'un quotidien comme *L'Humanité*,

« Le traitement de ces violences s'est souvent accompagné de biais de langage, ou de déséquilibres dans le poids accordé à la parole des manifestants et de la police. »

et ce dès les premières mobilisations. Sur les principales chaînes de télévision, le constat est également celui d'une invisibilisation des violences policières. Arrêt sur images a publié un article, suite à

l'observation des journaux télévisés de TF1 et France 2, au titre éloquent : « Aux JT, les violences policières n'existent pas ». Publié le 14 janvier, cet article fait un constat sans appel : huit semaines après le début du mouvement, malgré quatre-vingt-dix blessés graves, les deux principaux journaux télévisés français n'ont dédié chacun que deux sujets à part entière à la question des violences policières (les 6 et 7 janvier). Le dimanche 6 janvier, Laurent Delahousse, tout en retenue, évoque ainsi « des images qui font débat » à propos du tabassage infligé par le commandant de police Didier Andrieux à deux manifestants. Mais c'est TF1 qui remporte la palme de la désinformation lors du 20 heures du 10 janvier. Cinq jours après l'affaire du commandant Andrieux, et malgré la quantité de documentation accumulée notamment par le journaliste indépendant David Dufresne concernant les violences policières, le « spécialiste police de TF1 » Georges Brenier est catégorique : tout va bien dans le meilleur des mondes. Interrogé par le présentateur à propos des enquêtes ouvertes par l'inspection générale de la police nationale (IGPN), il répondait : ►►

► « Depuis le début du mouvement des gilets jaunes, soixante-quatre enquêtes judiciaires au total ont été ouvertes. [...] Soixante-quatre, c'est peu et c'est beaucoup à la fois. Peu d'abord parce que vu la violence inouïe des casseurs, il n'y a pas eu, à première vue en tout cas, de bavure, pas de mort, pas de blessé grave. Et de l'avis de tous les experts, c'est la preuve de beaucoup de sang-froid et de maîtrise. » Les personnes mutilées par des grenades ou des tirs de lanceurs de balle de défense (LBD), ainsi que les proches de Zineb Redouane, décédée suite à une blessure par une grenade lacrymogène, auront sans nul doute apprécié... À notre connaissance, TF1 n'est jamais revenu sur ces propos. Exception notable dans les grands média, France 2 a diffusé le 13 décembre un numéro d'Envoyé spécial consacré à la « surenchère de la violence », qui s'attarde sur les violences policières avec des témoignages édifiants de manifestants blessés lors de précédentes manifestations. Mais, en tout état de cause, ce reportage apparaît comme une goutte d'eau dans l'océan de désintérêt médiatique qui a caractérisé la période qui s'étend de fin novembre à début janvier. Dans leur majorité, les grands média ont bien contribué, par leurs choix éditoriaux, à passer sous silence la question des violences policières. Contrairement aux actes de « casse » des manifestants qui ont focalisé l'essentiel de l'attention et des commentaires médiatiques.

MI-JANVIER, UN BASCULEMENT DANS LA MÉDIATISATION DES VIOLENCES POLICIÈRES

On assiste, à partir de la mi-janvier, à un basculement dans la médiatisation des violences policières, avec une multiplication de sujets, d'interviews et de débats sur ce thème. L'agenda médiatique du journaliste indépendant David Dufresne, qui s'est attaché à répertorier et à vérifier les signalements de dérives et de violences policières depuis le début du mouvement, témoigne de ce revirement. Alors qu'il n'avait pas ou peu été invité dans les média jusque-là, il entre-

prend à partir de la mi-janvier un véritable marathon médiatique. David Dufresne est interviewé dans le JT de France 2 le soir du 15 janvier, et il est invité le lendemain matin dans la matinale de France Culture sur le thème « Police, assiste-t-on à une montée des violences ? ». Le même jour, le journaliste fait un passage dans Arte Info, il apparaît dans le JT de BFM-TV ainsi que dans l'émission Grand angle de la chaîne d'information en continu. À 19 heures, il intervient dans C à vous sur France 5. Toujours le 16 janvier, *Le Monde* publie un entretien avec le journaliste indépendant, et il est largement cité dans l'article du quotidien sur les lanceurs de balles de défense (LBD) : « Le lourd bilan des lanceurs de balles de défense de la police ». À partir de cette date, David Dufresne apparaît régulièrement dans différents média, et son travail sur les violences policières est largement diffusé. Le 17 janvier, il est interviewé sur Brut. Le lendemain, *Libération* fait sa une sur les violences policières et publie une infographie qui synthétise le travail de David Dufresne. Le 19 janvier, il est invité sur le plateau d'Arrêt sur images. Une de ses citations donne le titre de l'émission : « Les bavures policières, c'est l'omerta absolue ». On notera également que *Mediapart* consacre aux violences policières une édition spéciale et une infographie à partir du travail de David Dufresne le 25 janvier : « Allô Place Beauvau ? C'est pour un bilan [provisoire] ». Il apparaît de nouveau au JT de France 2, sur LCI, sur AJ+ et Vécu, dans le magazine du *Monde*, et ses chiffres seront même cités sur CNews. Le 31 janvier, il refuse même une invitation pour l'émission de Cyril Hanouna, Balance ton post, tout comme il le fit à deux reprises pour des plateaux de BFM-TV, pointant notamment les mauvaises conditions d'expression et les dispositifs déplorables des émissions de la chaîne. Mais ces nombreuses invitations pallient en réalité l'absence d'un travail systématique et spécialisé tel que celui réalisé par le journaliste indépendant de la part de ses confrères et

consœurs dans les grandes rédactions. Et ce malgré l'ampleur du phénomène des violences policières, et malgré la pléthore d'experts « police » et « justice » que ces rédactions comptent...

UNE CONJONCTION DE PRESSIONS EXPLIQUE CE REVIREMENT

Pourquoi un coup de projecteur si subit sur le travail de David Dufresne, et plus généralement sur la question des violences policières ? Un faisceau d'éléments entre en jeu dans l'irruption des violences policières dans l'agenda médiatique. Des éléments qui tiennent à la fois à des pressions extérieures aux grands média, et à des pressions qui s'exercent en leur sein même. Une conjonction de pressions exercées sur la durée, et sur lesquelles viennent se greffer un ou plusieurs événements déclencheurs, qui, en quelque sorte, « mettent le feu aux poudres ».

Le premier paramètre à prendre en compte est la durée de la mobilisation : début janvier, les gilets jaunes manifestent à Paris et en province tous les samedis depuis plus d'un mois et demi et demeurent, le reste de la semaine, mobilisés sur les ronds-points. Cette vague de protestation s'installe ainsi dans le temps et, avec elle, la question des violences policières, présente dès les débuts du mouvement. Des pressions extérieures s'exercent dès lors, de manière de plus en plus vive, sur le milieu journalistique pour une prise en compte de la question des violences policières dans les grands média.

Des pressions venues d'une part des réseaux sociaux, sur lesquels circulent des témoignages de manifestants et des vidéos de violences policières, sujets autour desquels se construisent des communautés d'internautes plus ou moins « visibles ».

Des pressions venues de journalistes extérieurs aux média dominants, tels que David Dufresne, et des confrères et consœurs travaillant dans des média indépendants, tels que Bastamag, Reporterre, Mediapart, Arrêt sur images, Le Média, etc., qui n'ont pas attendu pour

s'emparer de cette question. Avant la mi-janvier, l'entretien très diffusé de David Dufresne au Média, intitulé « Gilets jaunes : des violences policières jamais vues », a joué un rôle important, en contribuant à populariser son travail. Des pressions exercées par des organisations indépendantes, des associations, des collectifs contre les violences policières, des partis politiques, des ONG, etc. Ces organisations ont contribué à

et elles se heurtent à « une omerta, une gêne à parler de ça ». Une omerta à géométrie variable, qui ne s'applique pas lorsque les actes de violence sont commis par des manifestants... Ces remontées des journalistes de terrain deviennent une pression d'autant plus importante qu'ils sont eux-mêmes victimes de violences policières. Le souci d'informer sur ces violences se fait dès lors de plus en plus entendre dans les rédactions, a

cumulent les données, les témoignages, les rapports et, surtout, les blessés graves et les mutilés. À ces pressions viennent se greffer des événements déclencheurs, ou du moins, accélérateurs : l'hypermédiatisation du « boxeur Dettinger » s'en prenant à un policier lors de l'acte VIII, le 5 janvier. Le même jour c'est le commandant Andrieux, autre boxeur, filmé en train de tabasser un manifestant arrêté et dont la vidéo est massivement diffusée sur Internet. À partir de là, le sujet des violences arrive véritablement dans le débat comme un « problème public ». Symptôme : le 8 janvier, soit trois jours plus tard, Jean-Michel Apathie se décide – enfin – à consacrer une grande partie de sa chronique d'Europe1 aux violences policières en mentionnant le cas précis du commandant Andrieux.

Autre événement qui a contribué à l'irruption sur la scène médiatique des violences policières : le 16 janvier, le défenseur des droits réitère sa demande d'interdiction du LBD. Cette demande s'ajoute à l'épisode des boxeurs et surgit également dans un contexte de discussions à l'intérieur du corps policier lui-même. Discussions suivies et scrutées par les journalistes, ainsi qu'en témoigne ce titre du *Monde*, le 8 février : « Pourquoi l'usage du lanceur de balles (LBD) de défense divise au sein des forces de l'ordre ? ».

Le fait que les grands média se soient enfin emparés de la question des violences policières (au moins partiellement) ne nous dit rien de la manière dont ces violences ont été traitées qualitativement, une fois intégrées à l'agenda médiatique. Le traitement de ces violences s'est souvent accompagné de biais de langage, ou de déséquilibres dans le poids accordé à la parole des manifestants et de la police. Il reste également à expliquer les causes structurelles de ce « journalisme de préfecture » et des résistances considérables à l'irruption des violences policières dans l'agenda médiatique. ●

« Dans leur majorité, les grands média ont contribué, par leurs choix éditoriaux, à passer sous silence la question des violences policières. Contrairement aux actes de "casse" des manifestants qui ont focalisé l'essentiel de l'attention et des commentaires médiatiques. »

« pousser » dans le débat public le sujet des violences policières par le biais de communiqués, rapports et réunions publiques. On citera ici par exemple la Ligue des droits de l'Homme, dans son communiqué du 7 décembre sur l'usage des grenades lacrymogènes instantanées (GLI) et des lanceurs de balles de défense (LBD) ; Human Rights Watch (Défendre les droits de l'Homme) dans son rapport du 14 décembre sur le même thème ; ou encore Amnesty International (enquête du 17 décembre déjà évoquée). À cela s'ajoute la conférence de presse du défenseur des droits le 16 janvier, demandant l'interdiction du LBD. Parmi les pressions « internes » – même s'il est difficile d'évoquer des média au cas par cas – il faut d'abord citer celle exercée par les journalistes eux-mêmes. En particulier des journalistes de terrain, qui couvrent les manifestations et rapportent les cas de violences exercées par la police. Mais, comme l'explique David Dufresne dans Arrêt sur images, « les remontées du terrain s'arrêtent à peu près au bureau de la rédaction en chef »

fortiori quand elles sont dénoncées par les syndicats de journalistes, comme ce fut le cas le 10 décembre, date à laquelle a paru un communiqué intersyndical. À cela s'ajoutent également des plaintes collectives, comme celle que déposèrent vingt-quatre photographes et journalistes le 15 décembre. Mais, étonnamment, ces plaintes n'ont pas provoqué de cris d'orfraie parmi les éditocrates... à la différence des quelques cas de prises à partie de journalistes par des manifestants. Les gilets jaunes eux-mêmes, en direct des plateaux, mettent régulièrement les violences de la police à l'ordre du jour des débats. Si le fait que les gilets jaunes évoquent ces violences ne signifie pas que le sujet sera pris au sérieux par les grands média, cette prise de parole a tout de même un certain effet dans le débat médiatique.

DES « ÉTINCELLES »

Toutes ces pressions constituent en réalité, depuis le début de la mobilisation, des forces souterraines qui travaillent le milieu journalistique, tandis que s'ac-

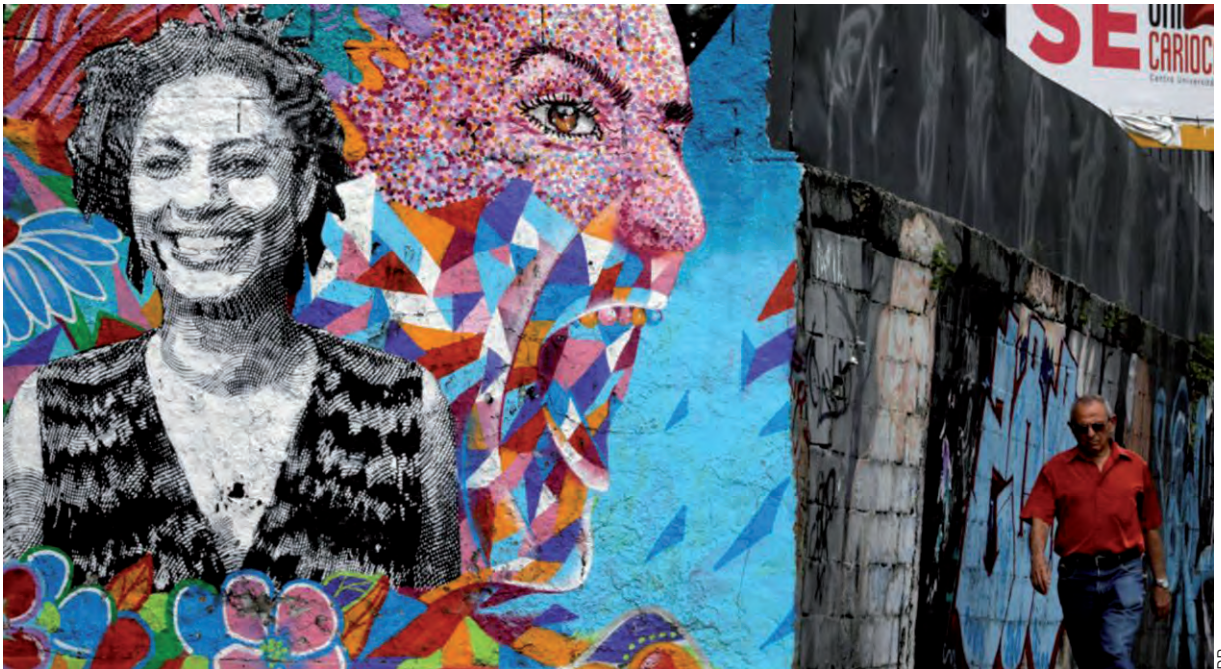
Les mouvements de femmes au Brésil à l'origine du mouvement #EleNão et de la résistance au fascisme

— PAR FLÁVIA CASTELHANO ET MARINA K. MAIA* —

Pendant la course électorale de 2018, les propos machistes, misogynes, homophobes et racistes de Jair Bolsonaro et de son candidat à la vice-présidence, le général Mourão ont été quotidiens. Au pays de la mention « père inconnu », où six des onze joueurs titulaires de l'équipe natio-

nale masculine de football de 2018 ont été élevés uniquement par leurs mères et grand-mères, nous avons entendu celui qui était alors candidat à la vice-présidence, le général Hamilton Mourão (membre du Parti rénovateur brésilien, le PRTB), soutenir que les familles dirigées par des femmes sont des « fabriques de dés-

ajustés » qui grossiront fatidiquement les rangs des gangs de narcotrafiquants. C'est dans ce contexte de nécessaire réaffirmation des valeurs fondamentales et de la lutte pour l'égalité pour toutes et tous que sont nés les mouvements des Femmes unies contre Bolsonaro et du « #EleNão ». Le rejet des femmes à l'égard



DR

du candidat d'extrême droite n'a cessé de monter et a constitué l'un des plus grands défis pour sa campagne. Les chiffres montrent que depuis la période de la dictature militaire (1964-1985), aucun autre moment de l'histoire brésilienne n'a connu une si grande divergence d'opinions entre les électors féminins et masculins. Selon une enquête de l'institut de sondage Datafolha en septembre 2018, 50% des femmes déclaraient qu'elles ne voteraient en aucun cas pour Bolsonaro, contre 33% des hommes.

NAISSANCE DU MUCB

Le 30 août 2018, le groupe Facebook *Mulheres unidas contra Bolsonaro* (Femmes unies contre Bolsonaro), MUCB, a vu le jour. En quelques heures, des centaines de milliers de femmes l'ont rejoint.

La fondatrice du groupe, Ludmilla Teixeira, explique comment le groupe a été créé : « Le groupe est né de la perception que j'avais de mes propres réseaux sociaux : j'ai vu que l'indignation contre les propos de Bolsonaro grandissait autant que les intentions de vote pour lui, mais il n'existait pas de groupe de résistance exclusivement féminin. Après une nuit de conversations avec une amie sur ce que nous pourrions faire pour bloquer la croissance de l'ancien candidat et sur la possibilité de créer une manifestation de rue, j'ai créé le groupe Facebook, qui était déjà exclusivement féminin et sans affiliation politique partisane particulière. »

Le 29 septembre 2018, le Brésil a connu les plus grandes manifestations féministes de son histoire, mais aussi la plus grande manifestation contre un candidat à la présidence de la République. Le mouvement #EleNãO, qui a commencé de manière assez spontanée, non partisane et virtuelle, a dépassé les frontières du féminisme, revendiquant également des valeurs communes à toutes et tous, comme la défense de la

démocratie et le rejet de la dictature militaire. Né à gauche, le mouvement a été appuyé par des personnalités

politiques, artistiques, par des groupes de supporters d'équipes locales de football, par d'autres mou- ▶▶

QUELQUES REPÈRES

En 1917 apparaissent les premières grèves d'ouvrières au Brésil.

En 1922, le Parti communiste brésilien (PCB) inclut dans son programme la défense des droits des femmes. La même année, le mouvement de la Semaine d'art moderne travaille sur les fragilités de l'organisation sociale brésilienne causée par la discrimination des Noirs (hommes et femmes) et des femmes dans le pays. Parallèlement naît la Fédération brésilienne pour le progrès féminin.

En 1928, les femmes du Rio Grande do Norte sont les premières à voter et à élire la première maire du pays. Même si cette élection finira par être annulée au niveau fédéral, elle aura servi à renforcer le débat national.

Le droit des femmes à voter et à se porter candidates ne sera garanti qu'en 1932.

En 1964 est instaurée la dictature militaire, par une junte qui destitue le président João Goulart. Depuis la fin de la dictature, en 1985, d'importantes avancées ont eu lieu comme l'instauration de commissariats spécialisés dans la prise en charge de femmes victimes de violences.

En 1994 est élue la première gouverneure à la tête d'un État fédéré.

En 2010 le Brésil élit Dilma Rousseff, sa première présidente.

Un climat de violences sexistes et sexuelles

Cette année, la loi 13.104 de 2015, connue comme la « loi contre le féminicide », a eu quatre ans en

mars. Selon le journal *O Globo* du 21 janvier 2019, 107 cas de féminicides auraient été enregistrés dans le pays depuis le début de l'année. En 2018 le Brésil a enregistré 60 000 viols et 193 000 dénonciations pour violences domestiques. L'ONG *Save the Children* a publié une enquête en 2016 qui accordait au Brésil le titre de « pire pays au monde où naître fille ». Avec des taux de mariages et de grossesses infantiles, d'enfants déscolarisés encore très élevés, le Brésil approche les chiffres d'un pays comme Haïti.

Les Brésiliennes en politique

Selon une étude de l'ONU, le Brésil occupe la 133^e place (sur 193) dans un classement international sur la présence des femmes en politique, derrière la Jordanie, l'Azerbaïdjan, la Corée du Nord ou la Libye, avec 15% de femmes à la Chambre des députés, et un peu moins au Sénat (12 sur 81). Parmi les gouverneurs, la situation est sidérante puisque sur 27 élus, il n'y a qu'une femme : la pétiste (membre du Parti des travailleurs) Fátima Bezerra, élue par l'État du Rio Grande do Norte. Au sein de l'exécutif, on compte deux femmes, Tereza Cristina (Democratas, DEM), ministre de l'Agriculture, et Damara Alves, ministre des Droits de l'homme, de la famille et de la femme (*sic*). En ce début 2019, la scène politique brésilienne est représentée par des hommes, blancs, la cinquantaine, hétérosexuels ; renforçant ainsi la pauvreté des indices de diversité représentative.

► vements sociaux et tant d'autres segments de la société. Des célébrités comme Madonna ou Roger Waters ont aussi adhéré au mouvement, donnant ainsi une visibilité internationale aux élections brésiliennes.

D'après des témoignages de thérapeutes, psychologues et psychiatres, il y a eu une nette augmentation des récits d'anxiété et de dépression pendant la campagne présidentielle, surtout auprès de publics LGBTQIA+, qui relatent des situations de peur, d'angoisse et d'insécurité. Toujours selon une enquête Datafolha, pendant la période électorale, 79% des Brésiliennes et des Brésiliens se disaient tristes et 62% avaient peur du futur lorsqu'elles ou ils étaient interrogés sur leurs sentiments par rapport au Brésil d'aujourd'hui.

PERSONNE NE LÂCHE LA MAIN DE PERSONNE

Peu de temps après les résultats des urnes, les électrices et les électeurs opposés à Bolsonaro ont lancé un mouvement de solidarité et d'union.

Le message *Ninguém solta a mão de ninguém* (« personne ne lâche la main de personne ») s'est répandu sur les réseaux sociaux comme un moyen de montrer que, malgré la victoire du machisme, du racisme,

discours de haine. Ludmilla, la fondatrice du MUCB, déclare : « Régulièrement des gouvernements autoritaires et ultraconservateurs vont tenter de revenir au pouvoir. Parfois, ils y arrivent, comme ici au Brésil ou

« Le 29 septembre 2018, le Brésil a connu les plus grandes manifestations féministes de son histoire, mais aussi la plus grande manifestation contre un candidat à la présidence de la République. »

du sexisme, de la misogynie et de la haine, celles et ceux qui tiennent à la démocratie et aux droits humains fondamentaux continueront unis. Avec ce message, un accroissement du nombre des groupes d'accueil, de parole et de débat sur la santé émotionnelle s'est produit au milieu des

aux États-Unis, mais nous savons aussi que cela ne sera pas la seule menace à la démocratie et à la liberté d'expression que nous aurons à affronter. C'est pour cela qu'une opposition et une résistance intelligentes sont très importantes, pour contrôler, exiger et faire obstruction à des mesures qui nous porteront directement préjudice. Lorsqu'un gouvernement de ce type accède au pouvoir, ce sont toutes les démocraties du monde qui sont en danger. Il est alors nécessaire de s'unir et de rester attentifs, pour que cela ne se répande pas. Aux Brésiliennes et aux Brésiliens nous demandons de rester unis car, avant même sa prise de pouvoir, le président élu avait déjà fait présager les dégâts d'une telle arrogance et d'un tel manque de préparation. À vous, Françaises et Français, je vous demande de retrouver les valeurs de votre révolution : la liberté, l'égalité et la fraternité, pour que cette menace ne touche pas votre pays à son tour. » ●

MARIELLE FRANCO

Le crime commis contre la conseillère municipale de Rio de Janeiro, Marielle Franco, militante du PSOL (Parti socialisme et liberté) et Anderson Gomes, son chauffeur, a profondément marqué le scénario politique brésilien actuel. Élevée dans la Maré, une favela de Rio, Marielle était femme, mère, noire, et lesbienne. Elle était à la cinquième place des conseillers ayant récolté le plus grand nombre de suffrages aux élections municipales et était présente comme candidate au poste de vice-gouverneure aux élections de 2018. Les meurtriers et les commanditaires de l'assassinat de Marielle Franco ne sont toujours pas connus, même si deux hommes ont été arrêtés en mars.



*Flávia Castelhana est militante du MUCB.
Marina K. Maia est sociologue du genre dans le milieu associatif.

Le vent du macronisme souffle aussi sur la philosophie. Le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer prétend effacer des programmes de terminale le chapitre sur le travail. Faut-il s'en étonner, quand tant d'efforts sont faits par ailleurs pour tenter de gommer, dans tous les domaines, l'apport historique du mouvement ouvrier et de la lutte des classes à la culture humaine ? Au-delà du marxisme, ce qui est ainsi visé, c'est en effet toute une réflexion sur le sens de cette pratique humaine, décisive anthropologiquement et constitutive de tout ce qui fait de l'humanité non pas une espèce parmi d'autres, mais le genre humain, qu'on cherche ainsi à mettre sous le boisseau. C'est pourquoi nous sommes heureux de donner sur ce sujet la parole à **Yves Schwartz**, philosophe et sociologue du travail.

Le travail, objet philosophique essentiel, un dialogue socratique

— PAR YVES SCHWARTZ* —

DIALOGUE ENTRE SOCRATE ET POLUDAIDALOS

On pourra comprendre le vieux souhait de faire un dialogue socratique autour de cette question, parce que, peut-être, seule la forme dialoguée nous aide à découvrir nos savoirs mais aussi nos insavoirs sur des notions quotidiennement manipulées par nous. Platon a mis en scène des dialogues sur *Le beau*, *Le courage*, *L'amour*, etc. Mais *Le travail* n'eût pu lui fournir une matière, tant nous savons, depuis notamment les études de Jean-Pierre Vernant, que cette notion abstraite est, à cette époque, anachronique, l'activité industrielle se divisant dans la Grèce classique en quelques grands registres hétérogènes. Voici à quoi pourrait ressembler un tel dialogue : Socrate : « Poludaïdalos, toi qui es si habile, pourquoi me dis-tu un jour que le travail disparaît, un autre jour qu'il se

transforme, le lendemain qu'il a cessé d'être usage du corps, et à la fin de la semaine, que c'est sa valeur qui disparaît ? Je sens la chose m'échapper. Toi qui es compétent, aide-moi : de quoi parle-t-on ? »

Poludaïdalos : « Voyons, Socrate, chacun sait quand il sort de chez lui pour aller à la fabrique, au chantier du Laurion, à l'hospice, au bureau, le pédagogue à l'école, qu'il va " travailler ". Ne nous complique pas les choses. »

Socrate : « Tu parles d'or, Poludaïdalos. Mais celui qui travaille chez lui toute la nuit sur ces merveilleuses nouvelles machines, à tracer de nouveaux plans pour l'Érechthéion, que son maître d'œuvre lui a demandés pour l'aube ? Celui qui parcourt toutes les rues d'Athènes pour proposer aux échoppes les produits de son patron ? Ne " travaillent-ils " pas aussi ? Le travail est-

il défini par des temps et des lieux ? » Poludaïdalos : « Tu t'amuses à nos dépens. Puisque tu insistes, je te donne une définition stricte et imparable du travail : tous ces exemples et bien d'autres ont en commun de relever d'un échange codifié par nos règlements. Contre une certaine quantité et qualité de notre industrie personnelle, on reçoit en échange un salaire ou une rétribution. Cet échange formalisé s'appelle travail. » Socrate : « Cela a quelque apparence de vérité. Mais dis-moi, Poludaïdalos, quelque chose me tracasse. "Échange formalisé", dis-tu : mais la mère de famille qui s'occupe des leçons des enfants, prépare la bouillie aux olives, et tout en même temps lave le linge et pouponne, ne s'active-t-elle pas de façon bien comparable à une salariée, pour employer ton langage, dans la crèche de la rue voisine où grandissent nos

futurs hoplites ? À mépriser cette formalisation de travail sous prétexte qu'elle ne serait pas formalisée, ne devons-nous pas craindre qu'Aristophane nous remette en scène la colère de nos compagnes, bien pire que *L'Assemblée des femmes* ? »

Poludaïdalos irrité : « Où veux-tu en venir ? »

Socrate : « Cela me fait penser aux propos d'un vénéré sage du travail, qui serait avec nous aujourd'hui s'il n'avait rejoint il y a peu le royaume des bienheureux, Jacques Duraffourgikos (Jacques Duraffourg). Un plombier payé par son maître, racontait-il, disait, que c'est quand il

sir. Acceptons qu'il y ait deux essences différentes du travail, l'une engageant une rétribution monétaire, l'autre appelée travail pour te faire plaisir mais à l'écart du circuit de la première. Le "travail" qui s'y fait relève soit de l'un soit de l'autre. »

Socrate : « Peut-être as-tu raison avec tes deux essences pour un même mot. Mais, cher Poludaïdalos, n'as-tu pas l'attention trop fixée sur Athènes ? Une enquête à la manière du vieil Hérodote, menée par Nouroudinos (Abdallah Nouroudine, enseignant à l'université des Comores) sur l'industrie des pêcheurs de son pays, bien loin au-delà des rivages

de fiction et d'échange d'argent, ces tâches doivent être divisées entre citoyens, métèques et esclaves. Tout le monde ne peut pas tout faire, mais toutes ces tâches doivent y être accomplies pour que la cité survive. Voilà d'où naît "le travail". » Socrate : « À la bonne heure : le travail ne serait-il pas né alors il y a quelque sept mille ans, au-delà des terres phéniciennes, avec les premiers villages de paysans, là où, pour la première fois, nos semblables ont organisé leur vie collective autour du labour, de la récolte, de la domestication des bœufs et des chèvres ? Bref, les premières "sociétés du travail", selon ta dernière définition ? »

Poludaïdalos : « Pour une fois tu as dit vrai. »

Socrate : « J'ai un doute : nos fouilleurs de terre nous rapportent que des milliers d'années avant ces sociétés de paysans, pour chasser, dépecer, nos ancêtres s'échinaient à débiter des lames avec des béquilles en os pressés au coin de leurs épaules ; et encore bien avant, ils débitaient, retouchaient, façonnaient, des blocs de pierre, anticipant les plans de frappe selon des méthodes d'une ancienneté remontant sans doute aux enseignements des dieux, et s'adaptant aux multiples accidents que ces méthodes n'avaient pu prévoir. Sans doute, ils produisent des outils, mais pour utiliser les ressources fournies par la nature, non pour aller au-delà. Si du "travail" on retire cela, est-on sûr de ne pas se fourvoyer dans notre recherche d'essence ? »

Poludaïdalos quittant la scène, excédé : « Franchement, Socrate, que nous sert ce galimatias ? À l'assemblée, on demande des stratégies pour la guerre, mais aussi pour gouverner le travail. Tu ne sers qu'à nous coudre la bouche. » Socrate : « C'est vrai, je ne sais plus trop moi-même que penser. Peut-être après tout ta définition d'échange d'industrie contre argent avait-elle du bon ? »

COMMENT DÉFINIR LE TRAVAIL ?

On peut penser, en effet que définir le travail est une tâche vaine. Mais aussi que demeure quelque chose de très pro-

« Neutraliser l'entrée sur le travail par les débats de normes, c'est toujours construire le risque de méconnaître ces dramatiques de l'activité, qui font l'histoire, qui peut-être font l'histoire ; et qui par là même sont inanticipables. »

réparerait par amitié et pure bénévolence les tuyaux de son voisin qu'il "travaillait vraiment". Vois-tu, Poludaïdalos, un essaim d'exemples me vient, rapporté par les voyageurs d'au-delà de nos mers, où les gens échangent divers biens sans passer par cette formalisation bien visible définissant des temps, lieux, opérations, et contreparties fixes en argent : je pense au gardiennage des chars au long des trottoirs des cités encombrées du Sud, à la vente de mille produits de consommation quotidienne par des camelots dans ces mêmes cités... Sans doute, la formalisation de cet échange n'a pas la visibilité dont tu parles. Mais je crois bien qu'elle se prépare dans des agoras cachées, où on apprend collectivement comment il faut négocier les contraintes pour survivre. »

Poludaïdalos : « Mais tu mélanges à plai-

égyptiens, nous raconte qu'au retour sur le yiko, le quai, ils forment trois parts du poisson capturé, la part du don, la part pour nourrir leur famille, la part vendue contre la monnaie qui fait loi là-bas. Quand, avec adresse, ils engagent leur corps entier pour pister ce poisson déviné dans les remous de l'onde, l'ont-ils déjà coupé ou se sont-ils coupés eux-mêmes en trois parties ? »

Poludaïdalos : « Je te vois venir, poisson torpille. Soit, j'ai proposé une dichotomie sans la prudence nécessaire dès qu'on dialogue avec toi. Ce qui est vrai est ceci : le travail commence avec nos sociétés d'humains, qui ne peuvent assurer leur existence qu'en accomplissant jour après jour des tâches de plus en plus techniques et diverses, pour des produits que la nature ne nous fournit pas. Qu'importent les formes, les degrés de codi-

fond sous l'ironie socratique : il n'y a pas d'essence du travail, mais n'y a-t-il pas une sorte de *dramatique commune* qui implicitement nous rend acceptable l'usage du même mot « travail » dans des circonstances si différentes ?

Dans toutes les scènes évoquées, et c'est le propre du génie humain, toute mise en œuvre d'activité industrielle est anticipée par des normes opératoires et sociales, qu'on peut donc dire antécédentes. C'était déjà vrai des antiques « méthodes » de taille paléolithiques, levalloisiennes ou autres, de l'organisation collective des semailles, des fenaisons, et des enclos, des normes diététiques, des procédures de colmatage des fuites, des gammes opératoires, des protocoles et procédures, du respect des organigrammes, des hiérarchies, des règles de prévention, des contrats et des lois civiles. Pas de travail humain sans normes antécédentes.

et la mise à distance technique et humaine de l'impossible/invivable, toute activité industrielle suppose des débats de normes ; pour trancher jour après jour ces débats, il faut la présence opérante en nous de valeurs ; arbitrages qui mènent à des essais de renormalisation guidant notre agir industriel. Telle serait notre manière de répondre à l'impossible quête d'essence du travail, que Socrate opposait avec impertinence aux certitudes de Poludaïdalos.

Nous pouvons alors revenir sur la question : qu'est-ce que connaître le travail ? Tout ce qui résulte de savoirs cristallisés, déposés dans les univers de normes antécédentes qui encadrent les situations de travail, est connaissable, plus, à connaître : normes techniques, organisationnelles, gestionnaires, juridiques... Le patrimoine des sciences humaines et sociales, qui propose des grilles d'interprétation de l'agir social,

lui-même au terme de l'échange. Bien des auteurs comprennent le travail comme une forme d'échange codifié, ce que nous appelons le travail *stricto sensu* : échange de prestation rémunérée dans une société marchande et de droit. Dans notre expérience quotidienne et dans les crises que nous vivons, cette détermination du travail est fondamentale. Comment déconnecter de ce cadre historique les compétences à acquérir sur le travail dans nos sociétés ? Il y a quelque chose d'instable, de critique, qui spécifie ces sociétés dans cet échange d'hétérogènes, argent contre temps d'activité. Il est légitime que nos collègues compétents en gestion, en organisation technique, en ergonomie, en pathologies et souffrances au travail, en risques professionnels, en droit, en management, etc., se saisissent du travail sous cette forme *stricto sensu* sans devoir se poser d'abord la question platonicienne d'une insaisissable essence ; ce qui n'empêche pas d'ailleurs nombre d'entre eux de dépasser ce cadre historique vers une préoccupation anthropologique.

Mais la question reste néanmoins posée. Neutraliser cette entrée sur le travail par les débats de normes, c'est toujours construire le risque de méconnaître ces dramatiques de l'activité, qui font histoire, qui peut-être font l'histoire ; et qui par là même sont inanticipables. On ne peut prédire comment la singularité des personnes et des groupes, la singularité des situations de travail, vont déterminer la combinatoire « impossible-invivable » face aux normes antécédentes. On ne peut prévoir comment les valeurs vont peser en ce cas sur les arbitrages : c'est pourquoi les connaissances antécédentes sont toujours pour partie à remettre en instruction. Sinon, on mécanise la vie humaine au travail, ce dont abusent les panoplies de ratios quantitatifs, ou « l'évaluation aux résultats » qui cache les débats de normes. ●

*Yves Schwartz est philosophe. Il est professeur émérite à l'université de Provence.

« On ne peut prédire comment la singularité des personnes et des groupes, la singularité des situations de travail vont déterminer la combinatoire "impossible-invivable" face aux normes antécédentes. »

Mais, en même temps, il est impossible et invivable que ce travail humain puisse s'approcher et donc se faire connaître comme pur produit de ces normes antécédentes.

Il nous paraît difficilement réfutable que toute activité humaine, et notamment les diverses formes évoquées comme « travail » dans notre dialogue fictif, soit toujours traversée par des débats de normes. Du plus enfoui dans le corps, du quasi-inconscient au plan le plus explicite et revendiqué, toute activité de travail est toujours une sorte de dramatique. Entre les normes antécédentes, propres à toute organisation humaine,

est à prendre en compte. Mais est-il vrai aussi que toute activité industrielle se présente comme cumul de débats de normes ? D'où résultent en chaque lieu et jour où nous avons à vivre des renormalisations reconfigurant dans l'infinimental ou le visible notre milieu de vie et de travail ? Si oui, alors l'ambition de connaissance doit en tirer les conséquences. Nos « places » ne formatent jamais à elles seules nos essais de vivre le travail en santé. Cela trace une limite toujours à redécouvrir aux anticipations conceptuelles.

Certes, Poludaïdalos n'avait pas tout à fait tort, comme Socrate le constatait en

Une approche historique du racisme

C'est durant les années 1830-1840, avant l'abolition définitive de l'esclavage en Angleterre (1833), en France (1848) puis aux États-Unis (1865), que le terme de race s'impose au sein du monde scientifique, politique et économique occidental.

— PAR **AURÉLIA MICHEL*** —

Lorsqu'on aborde le racisme dans le débat public, et plus encore lors de discussions privées, entre collègues ou en famille, on est vite confronté à la difficulté de sa définition : est-ce une « phobie » comme les autres ? qui est raciste ? par quel acte ? d'ailleurs le terme de race lui-même semble bien obsolète pour désigner un procédé qui s'appuie sur des stigmates très divers : couleur de peau, religion, origine supposée, accent, etc. Or nous sommes pourtant conscients, comme victimes ou racistes involontaires, que même sans pouvoir le décrire, nous désignons un phénomène tenace, ancien, et qui, bien qu'il soit réprimé par la loi et les mœurs, pèse encore de tout son poids dans notre société. Une approche historique du racisme peut nous aider à le comprendre, dans sa nature et ses enjeux, passés et actuels.

L'ESCLAVE, UN EXCLU DE LA PARENTÉ

Que nous dit ainsi la chronologie de la race ? Elle est assez claire : le terme prend son sens contemporain dans l'espace atlantique, au cours du long pro-

cessus d'abolition de l'esclavage qui s'étale de la fin du XVIII^e siècle jusqu'au milieu du XIX^e. Plus précisément, c'est durant les années 1830-1840, avant l'abolition définitive de l'esclavage en

« Les affranchis et leurs descendants sont, par la race, maintenus hors de la parenté blanche. »

Angleterre (1833), en France (1848) puis aux États-Unis (1865), que la race s'impose au sein du monde scientifique, politique et économique occidental. La race naît donc dans des sociétés encore fortement esclavagistes mais où sont proclamées l'égalité et la liberté naturelle de l'homme. Devenue un postulat qui ne sera plus remis en question pendant un siècle au moins, elle accom-

pagne alors la justification d'une nouvelle organisation du travail mondial : colonisations en Afrique et en Asie, nouvelles plantations, déplacements de main-d'œuvre plus ou moins contraints. Dans ce contexte de la fin du XIX^e siècle, la race a présidé à la violence physique et aux législations qui encadrent les nouvelles productions, et ce au moins jusqu'au milieu du XX^e siècle. La race est ainsi devenue une institution économique, qui a pris la suite de l'esclavage en reprenant une partie de ses fonctions : extraire le travail, le concentrer, le déplacer, l'intensifier au gré des investissements et du marché.

Mais si elle éclaire l'importance de la race dans notre économie et sa centralité dans notre développement, cette conjonction historique entre esclavage et race n'éclaire pas tout le sens de la violence raciale à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés. Pour cela, il faut prendre en compte la dimension non seulement économique mais également anthropologique de l'esclavage, telle que l'a analysée Claude Meillassoux, dans un ouvrage fondamental, *Anthropologie de l'esclavage* (PUF, 1986). À partir de l'observation des sociétés tra-



François-Auguste Biard, *L'Abolition de l'esclavage dans les colonies françaises*, 1849.

ditionnelles ouest-africaines, il aboutit à une définition générale : l'esclave se caractérise non par la nature de son travail, son statut juridique de propriété ou autre, mais par le fait qu'il ne participe

esclavagiste : jamais un esclave n'est le parent (légal, exerçant son autorité parentale) d'un enfant libre. Cette exclusion de la parenté consiste en une expulsion symbolique du groupe, et dans le

le travail de l'esclave absolument disponible, à le « libérer » de tout autre engagement. Sa portée est évidente sur les capacités productives et l'activité militaire. C'est pourquoi presque tous les grands empires se sont appuyés sur le travail esclave et ont impulsé des réseaux et une économie de traite bien au-delà de leurs limites territoriales, parfois sur plusieurs continents comme c'est le cas pour l'empire romain ou celui des Arabo-musulmans. Ainsi, l'économie africaine était déjà fortement structurée par les réseaux de traite esclavagiste lorsque les Européens entamèrent le développement de leur empire, au bas Moyen Âge. Or la conquête européenne a une particularité : elle est articulée au développement du capitalisme. Lorsque les Européens accèdent aux réseaux commerciaux africains, ils découvrent une offre surabondante de travail par le marché de la traite, ce qui leur permet de concevoir le principe de ►►

« La race est devenue une institution économique, qui a pris la suite de l'esclavage en reprenant une partie de ses fonctions : extraire le travail, le concentrer, le déplacer, l'intensifier au gré des investissements et du marché. »

pas à la parenté dans le groupe qui l'emploie. Étranger absolu et en même temps domestiqué, familial, il ne se définit que par le travail qu'il peut fournir, à l'exclusion de tout autre lien ou responsabilité sociale. Cette définition peut se vérifier dans n'importe quel contexte

contexte de l'universalisme moderne occidental, de l'humanité. Politiquement, elle distingue les parents et les non-parents, les reproducteurs et les producteurs, les libres et les non-libres, les citoyens et les non-citoyens, etc. L'exclusion de la parenté conduit à rendre

►► la plantation atlantique, la colonie portugaise de São Tomé étant la première forme aboutie de ce modèle dès 1488. Ils vont en effet y réunir les facteurs de production de manière optimisée, en s'affranchissant de toute contrainte politique, géographique, démographique : un lieu propice qu'ils annexent, de la main-d'œuvre qu'ils achètent, et l'ensemble des techniques de transformation et de transport qui leur permettent de commercialiser la production en Europe. Ce modèle se développe de manière prodigieuse en Amérique, où d'abord les populations indigènes sont mises en esclavage, puis vers laquelle les réseaux de traite africaine sont détournés et amplifiés pour les mines et les plantations. C'est à cette époque justement que le mot « nègre », *negro* en portugais, devient l'équivalent d'esclave. « Nègre » désigne donc un esclave particulier, fruit de l'expérience atlantique,

réalité des métissages, des parentés biologiques, des relations affectives qui ne manquent pas de se développer. Alors, d'un côté la plantation alimente le rythme infernal de l'économie atlantique et conduit en quelques décennies à une expérience radicale de la violence,

c'est justement la femme blanche, elle aussi renvoyée à sa naturalité de reproductrice, qui est assignée à assurer la filiation biologique de futurs blancs, grâce aux lois renforcées du mariage dans le code civil. C'est pourquoi les chronologies de la race et du genre sont

« Le spectre de l'expérience nègre et la réactivation par les élites de la fiction de la blancheur prennent alors des proportions démentes, et d'autant plus que l'argument racial agité par les populistes ne déclenche en réalité que bien peu de ressources. »

« Étranger absolu et en même temps domestiqué, familier, l'esclave ne se définit que par le travail qu'il peut fournir, à l'exclusion de tout autre lien ou responsabilité sociale. »

industrialisée, massifiée et traumatique, de l'autre, les « blancs » sont de plus en plus terrifiés par la possibilité de voir cette faille se résorber, c'est-à-dire d'être apparentés aux « nègres », d'être en quelque sorte négriifiés. Plus les parentés biologiques se multiplient et plus la production – et la violence avec – augmente, plus la nécessité d'affirmer une distance infranchissable entre blancs et nègres s'impose.

LA FICTION DE LA BLANCHEUR

C'est précisément lorsque l'économie atlantique atteint son paroxysme que les révolutions démocratiques viennent remettre en cause à la fois l'esclavage et la rupture en humanité qu'il implique. La réaction des élites européennes s'organise alors autour d'une fiction, celle de la race, dont l'origine historique serait invérifiable mais qui serait régie par des lois naturelles à découvrir, et dont la finalité est d'établir la naturalité de la domination des « blancs » sur le travail des autres. Face à la menace de l'égalité révolutionnaire et de la liberté naturelle, la fiction de la « blancheur » préserve de tout risque de parenté avec le nègre. Les affranchis et leurs descendants sont ainsi, par la race, maintenus hors de la parenté blanche. Et

très imbriquées, ces deux notions servant en fait un même principe : celui de l'ordre blanc.

Pendant plus d'un siècle, la violence permise par la race facilite la production dans les plantations, dans les colonies. Elle a aussi son propre effet, sidérant, qui va saisir la « foule » au début des années 1930, c'est-à-dire les masses urbaines touchées par la crise mondiale. Le spectre de l'expérience nègre et la réactivation par les élites de la fiction de la blancheur prennent alors des proportions démentes, et d'autant plus que l'argument racial agité par les populistes ne déclenche en réalité que bien peu de ressources. Nous revivons d'ailleurs en ce moment une séquence comparable, lorsqu'en Europe, au Brésil ou aux États-Unis, une partie de la population, frustrée par ses désillusions ou terrifiée par le déclassement, pense compenser ses déceptions en revendiquant les privilèges de l'homme blanc : ceux-ci consistent principalement à exercer une violence sur tous ceux qui, par leur simple existence, menacent le fragile fantasme de leur blancheur. ●

*Aurélia Michel est historienne. Elle est maître de conférences en histoire des Amériques noires à l'université Paris-Diderot.

tique, dans laquelle la violence est l'unique modalité des relations sociales et où, en fait, nulle société n'est possible : une population de non-parents, encadrés par des contremaîtres, et quelques « parents » complètement débordés par la violence extrême qu'ils exercent. L'ordre social qui y règne étant fondé sur la faille symbolique entre les nègres et les autres, il est très vite chahuté par la

Qu'est-ce que l'Europe ?

L'Europe passe pour être un continent – c'est du moins ce qu'on apprend à l'école –, mais un continent qu'on ne saurait pas très bien délimiter, notamment vers l'est. Comment un continent, masse de terre au milieu des mers, ne pourrait-il pas être distingué ? Il est important de se saisir de ce paradoxe pour penser correctement l'espace et réfléchir à la manière dont on y trouve place.

— PAR VINCENT CAPDEPUY* —

L'Europe, de fait, n'est un continent que par usurpation conceptuelle. Une sorte de coup d'État géographique opéré au XIX^e siècle, presque incidemment. Jusqu'alors, l'Europe n'était qu'une partie du monde, comme l'Asie, comme l'Afrique, comme l'Amérique, comme l'Océanie ; et il n'y avait que deux continents, l'« ancien » et le « nouveau », comme on disait. Un des problèmes vient

qui ont pu être faites (Eurasafrique, Eurafrasie, Afriqueurasie, Afro-urasie), j'avais ajouté celle d'Eurasie, la crase la plus courte et peut-être la plus euphonique pour dire en un seul mot, presque un prénom, l'*Eu*(rope), l'*(A)fr*(ique) et l'*Asie*. On pourrait croire que tout ceci n'est que pinaillerie métagéographique. Pas complètement.

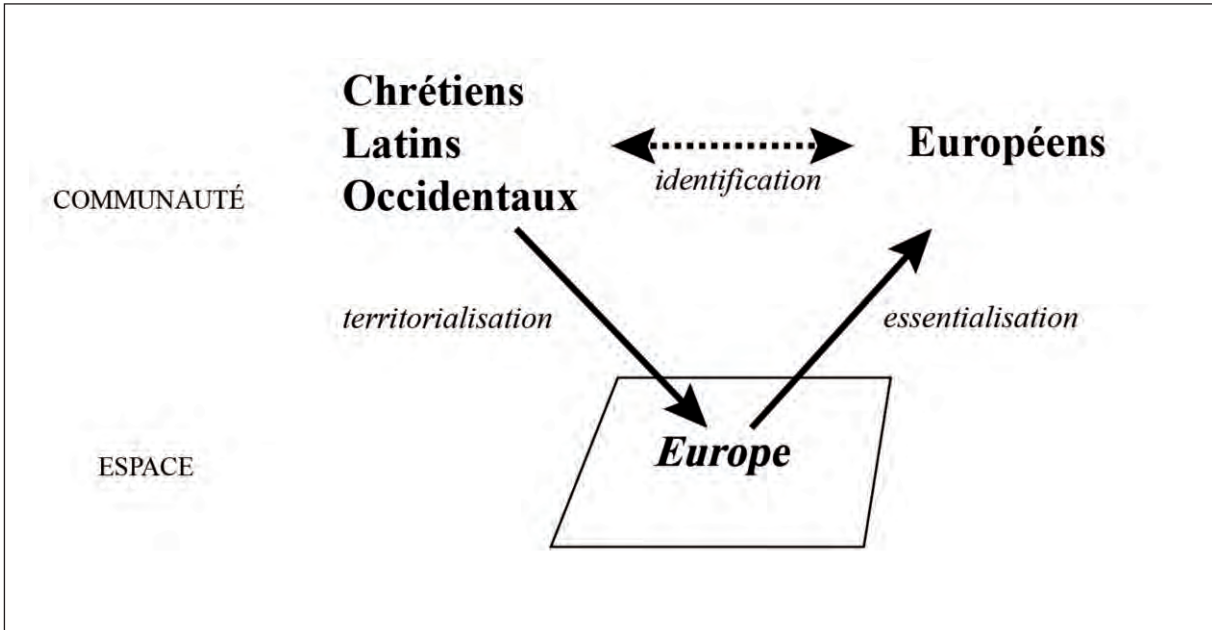
L'EUROPE, UN DÉCOUPAGE CULTUREL

La première idée est que l'Europe n'est pas un fait de nature. Elle est d'abord un découpage culturel issu d'une longue histoire. Vu des rives de la mer Égée, le monde habité fut divisé par les géographes grecs en trois parties : l'Europe, l'Asie et la Libye – qu'on appela plus tard l'Afrique. Les limites correspondaient à des configurations hydrographiques : la mer Méditerranée et deux fleuves, le Nil et le Tanais – le Don actuel. Autrement dit, aussi étranger que cela pût et puisse paraître, l'Égypte occidentale était considérée en Afrique, l'Égypte orientale en Asie. C'était une géographie abstraite, presque hors sol. Dans la chrétienté médiévale, ce schéma ter-

naire, connu des clercs férus de géographie gréco-latine, se superposa, plus ou moins, à un autre schéma, celui-ci hérité de la Bible : les descendants des trois fils de Noé s'étaient dispersés vers trois directions divergentes et occupaient trois régions du monde. L'Europe aurait ainsi correspondu aux peuples nés de Japhet. À partir du XVI^e siècle, les limites ont progressivement changé : on a considéré que la mer Rouge séparait l'Afrique et l'Asie, et que les monts Oural s'érigeaient entre l'Europe et l'Asie. Mais cela reste très conventionnel. À la fin du XIX^e siècle, on commença à parler d'Eurasie pour signifier la continuité, assez évidente, entre l'Europe et l'Asie. La géographie a une histoire et la connaître doit permettre de se prémunir contre la tentation de naturaliser ces divisions savantes. Les frontières sont avant tout politiques, et non naturelles. Qu'importe que la Turquie se trouve un peu, à moitié ou pas du tout en Europe, ce n'est pas un découpage imaginé il y a plus de deux mille cinq cents ans qui pourra servir d'argument à son entrée dans l'Union dite « européenne ». Seule notre volonté compte. ►►

« Les frontières sont avant tout politiques, et non naturelles. »

d'ailleurs de là, de cette lacune toponymique : on ne s'est rendu compte que récemment de l'absence de nom propre pour désigner le continent auquel appartient l'Europe. À toutes les propositions



►► **LIENS ENTRE L'EUROPE ET L'AFRIQUE**

La deuxième idée est que ce qui nous paraît relativement évident pour l'Eurasie doit l'être aussi pour l'Eufrasie. La mer Méditerranée peut sembler un espace maritime suffisant pour séparer et tenir à distance deux espaces pseudo-continentaux, l'Europe et l'Afrique. Mais c'est oublier qu'elle doit son nom au fait que, précisément, elle est au milieu des terres et que, dans l'Empire romain, elle était la *mare nostrum*, « notre mer », celle qui permettait d'unir les provinces d'un empire étiré sur près de 5 000 kilomètres, des rives de l'océan Atlantique aux berges de l'Euphrate et du Tigre. C'est oublier que le détroit de Gibraltar, d'une dizaine de kilomètres, est moins large que la Manche et que les empires almohade et almoravide se sont déployés en Andalousie et au Maghreb de part et d'autre de ce détroit. C'est oublier que la mer Rouge ne fut considérée par les géographes grecs et arabes que comme un golfe, que les empires égyptiens, à toutes les époques, se sont prolongés jusqu'en Palestine, et que le canal de Suez n'est qu'un artifice datant de 1869. Bref, on pourrait multiplier les exemples de ces

États des deux rives, l'histoire montre l'ancienneté des connexions eufraasiennes. Au V^e siècle avant notre ère, Hérodote s'interrogeait : « Pourquoi diviser en trois la terre qui n'est qu'une ? » La question est toujours pertinente et nous appelle

« Europe, de partie du monde, a fini par désigner une société et une civilisation. »

à prendre garde à ne pas diviser inutilement la masse continentale de l'Eufrasie. On connaît les conséquences des barbelés dressés dans la mer.

LE FINISTERRE DE L'EUFRASIE D'OÙ DES HOMMES PARTIRENT À L'ASSAUT DU MONDE

La troisième idée est que la continentalisation de l'Europe est la conséquence de la territorialisation de cette partie du monde. Ce processus d'appropriation

remonte au milieu du XV^e siècle, lorsque le pape Pie II utilisa, quasiment pour la première fois, le terme d'« Européens ». En forgeant ce nom, il exprimait le fait qu'à un espace donné correspondait une société avec une identité précise. L'Europe devenait un territoire, celui de la chrétienté latine. Les conquêtes effectuées outre-mer à partir de la fin du siècle et la rencontre avec l'autre ne firent que renforcer ce sentiment d'une identité commune malgré la division profonde de l'Europe entre nations rivales, politiquement, économiquement et religieusement. L'Europe était ce finistère de l'Eufrasie d'où des hommes partirent à l'assaut du monde pour y tailler des empires. Mais l'Europe restait divisée et la Première Guerre mondiale, dont l'origine tient pour partie des rivalités impérialistes, a pu sembler un suicide. Le continentalisme européen, qui était déjà évoqué au XIX^e siècle, s'est affirmé le temps de l'entre-deux-guerres : l'Europe, continent, devait se fédérer en une union supranationale. La construction européenne que nous connaissons aujourd'hui est l'aboutissement de ce processus de territorialisation, elle est la tentative de transformer cet espace en un territoire politique.



v. Capdepuuy 2011



v. Capdepuuy 2011

EUROPE ET UNION EUROPÉENNE

La quatrième idée est que, depuis la fin des années 1940, le processus d'union des États d'Europe occidentale s'est accaparé le nom d'Europe, au détriment des pays européens qui ne voulaient pas ou ne pouvaient pas y participer, au

« L'Europe
est un défi,
elle est un
apprentissage
du monde. »

détriment également de pays qu'on n'a pas jugés européens et qui ont été refoulés. Plus cette organisation internationale s'étendait, plus s'imposait dans le langage courant l'identification entre Europe et Union européenne au point qu'il est devenu banal de désigner cette dernière par le nom d'Europe. Soit, mais ceci n'est pas sans risque. Car

Europe, de partie du monde, a fini par désigner une société et une civilisation. Or le continentalisme, comme le nationalisme, est devenu pour certains un projet identitaire et xénophobe. L'Europe serait un espace à emmurer pour en protéger l'identité face à la menace étrangère, d'en faire une forteresse. D'autres, à l'inverse, s'interrogent sur la possible dilution de l'Union européenne en une organisation plus vaste, euroméditerranéenne – pourquoi pas eufrasienne. Le pragmatisme a créé une Europe politique à géométrie variable. En réalité, l'Europe politique n'est pas moins facile à délimiter que l'Europe géomorphologique.

UN DÉCOUPAGE DU MONDE OÙ DÉFENDRE DES CAUSES COMMUNES

La cinquième et dernière idée est que l'Europe, qui n'est pas un continent, est une coquille vide. C'est un découpage du monde dont on a hérité et qu'on a bricolé, qu'on peut discuter et critiquer, mais qui est aussi très pratique, parce que, sans, cela ne serait pas plus simple. Dans ce cadre un peu flou, l'Union européenne a été instaurée comme une nouvelle strate de pou-

voir. La verticalité du pouvoir s'est agrandie, au risque de donner une impression de distance entre les citoyens et leurs représentants. De fait, le caractère démocratique des institutions est sans nul doute perfectible. Mais face au risque de repli et de fragmentation, face à la tentation de la sortie, l'Union européenne donne une portée non négligeable à des décisions politiques dont l'application est très locale et qui nous concernent directement. Pour la paix, pour l'environnement, pour le droit du travail, pour tant d'autres sujets, les divisions ont toujours nui.

Aussi, la seule question qui compte finalement est : à quelle échelle voulons-nous garantir notre solidarité ? L'Union européenne, ce qu'on appelle l'Europe, n'apporte pas toujours la réponse espérée, mais elle a au moins le mérite d'exister. Aujourd'hui, elle interpelle les peuples dans leur capacité à se dépasser et révèle la difficulté à former un peuple transnational défendant des causes communes. L'Europe est un défi, elle est un apprentissage du monde. ●

***Vincent Capdepuuy** est géohistorien. Il est docteur en géographie de l'université Paris-Diderot.

Science participative et science citoyenne

— PAR **STÉPHANIE RUPHY*** —

La science n'échappe pas à la volonté des citoyens de prendre part à ses orientations, mais cela soulève quelques problèmes : lesquels et comment les surmonter ?

© Qu'est-ce qu'une science « citoyenne » ? Existe-t-elle déjà et, si oui, sous quelle forme ? Et enfin, se distingue-t-elle d'une science « participative » ?

La science participative, c'est l'ouverture à des non-spécialistes des processus de production de connaissances, d'expertises. La science citoyenne renvoie plutôt aux objectifs et aux attentes à l'égard de la recherche, à la capacité de la science à bien répondre aux demandes de la société.

La science participative a toujours existé. Le Muséum national d'histoire naturelle par exemple, depuis sa création, a impliqué des non-professionnels. L'astronomie a fait intervenir des « amateurs ». La participation

s'est aujourd'hui étendue, notamment en écologie, où les bases de données (et d'observations) se développent considérablement.

Dans une démarche de science citoyenne, l'enjeu est de produire des avancées qui soient le plus en accord possible avec ce qui est souhaité par les citoyens. La science citoyenne existe-elle alors ? Elle est à construire en permanence.

© Dans la science participative, la tâche des non-professionnels se borne-t-elle à la collecte de données ou ceux-ci vont-ils plus loin aux côtés des scientifiques, dans les institutions ?

Entre le citoyen collecteur de données et celui qui participe à la construction

ou à la résolution des problèmes scientifiques, il y a des cas intermédiaires. On ne doit pas dissocier exagérément ici science participative et science citoyenne : la participation des citoyens aux processus de production des connaissances peut être une façon d'avoir une science davantage citoyenne. L'intérêt de faire participer le citoyen dépend bien sûr du type d'enquête scientifique. Si l'objectif est, par exemple, de détecter le boson de Higgs, alors il n'y a guère de raison que le citoyen soit impliqué. Mais il en va tout autrement quand l'objectif est externe à la dynamique propre d'un champ scientifique et consiste à contribuer à répondre à une attente, un besoin de la société, comme la compréhension des conséquences du réchauffement climatique ou l'évaluation de la dangerosité des OGM.

© N'y a-t-il pas un risque dans cette participation citoyenne ?

Les scientifiques y perdent assurément une partie de leur autonomie en matière de capacité à définir seuls

« Il s'agit bien d'un pilotage, mais d'une tout autre nature que des pilotages politiques ou économiques à court terme. »

ce que sont les objectifs et les priorités. Mais les objectifs qu'on assigne à la science sont historiquement situés. On a, encore aujourd'hui, une tension entre deux visions de ces objectifs. La première, « désintéressée », qui vient de l'Antiquité et qui est toujours structurante : comprendre le monde, indépendamment de l'utilité éventuelle de ces connaissances. La seconde, qui a émergé à partir de Francis Bacon, au tout début du XVII^e siècle : permettre des connaissances *utiles* à la maîtrise de la nature, à la réalisation de telle ou telle avancée pratique, etc. On dit : la science coûte cher, elle doit répondre aux problèmes de la société. La science citoyenne est compatible avec de tels objectifs utilitaristes. En

en tout cas, sont indépendantes de tout pouvoir dans leur fonctionnement. Cette autonomie est en partie perdue avec la science citoyenne, puisqu'il s'agit de demander à la science de servir l'intérêt des citoyens. Il s'agit bien d'un pilotage, mais d'une tout autre nature que des pilotages politiques ou économiques à court terme.

© Il n'y a jamais d'autonomie absolue...

Je dirais plutôt qu'il y a toujours des choix à faire en matière de financements, et donc un pilotage à effectuer, puisque le gâteau est limité et doit être partagé. Si l'on regarde l'histoire des sciences, il y a des branches qui ont pu avoir un soutien très fort, par un mécène, par un souverain ou par

années 1970. Depuis lors, des bailleurs de fonds de la recherche ont pu objecter ceci : en laissant les scientifiques décider, en avons-nous vraiment pour notre argent (en termes d'innovation, etc.) ? Ce mode d'organisation de la recherche est-il le plus efficace ? Ou faut-il envisager d'autres modes de gouvernance ? Et qui, dès lors, doit décider des grandes priorités ? Un gouvernement, une assemblée élue, les citoyens directement ? La question ne se posait pas dans le modèle de la science autonome.

© N'y a-t-il pas le risque d'attendre de la science qu'elle réponde à des problèmes qui dépassent ses capacités ?

Tout à fait. L'écueil serait de verser dans un certain scientisme, de penser que la solution à tous les problèmes que rencontre la société est d'ordre technoscientifique. Le curseur ne doit verser ni du côté scientifique ni du côté d'une décision politique déconnectée des bases factuelles. Quelle place pour l'expertise scientifique dans des décisions relatives au climat ou aux vaccins ? Les politiques de santé publique s'efforcent en général de prendre en compte les connaissances biomédicales. Mais trop déléguer la décision à l'expertise scientifique, c'est aussi ne pas assumer ses responsabilités politiques.

© Les médias accolent l'étiquette d'expert à des personnes, par exemple des climatosceptiques, qui défendent des propositions très minoritaires.

Qu'il s'agisse du vaccin ou du réchauffement climatique, on a un très haut degré de consensus dans les communautés scientifiques, et qu'il y ait quelques outsiders n'est pas un problème. Cependant, quand vous passez dans la sphère publique, ce rapport des forces en présence est largement perdu : sur un plateau télé, on ne va pas mettre quatre-vingt-dix-neuf experts qui pensent la même chose ►►

« Dans une démarche de science citoyenne, l'enjeu est de produire des avancées qui soient le plus en accord possible avec ce qui est souhaité par les citoyens. »

revanche, si on adhère à l'idée d'une science désintéressée, autonome, alors la science citoyenne entre en tension avec cette vision.

© La science, même désintéressée, est nécessairement assujettie au pouvoir politique qui la finance, et par là l'oriente. Une science citoyenne a-t-elle pour objectif de peser autrement sur ces décisions politiques ou économiques ?

Je ne crois pas qu'il soit pertinent de parler ici d'assujettissement. Je dirais au contraire que l'autonomie est vue comme une composante essentielle d'une démocratie, comme contre-pouvoir du pouvoir politique. Dans ce cas, les communautés scientifiques n'ont de comptes à rendre à personne ou,

un gouvernement, avec des effets de vases communicants d'une branche à l'autre. Mais qui doit décider des grandes priorités de la recherche ? Les scientifiques eux-mêmes ? Cette idée a par exemple été promue par Vannevar Bush, le conseiller scientifique du président Roosevelt, qui disait, dans la période d'après-guerre : si vous voulez que la science serve les États-Unis, sa puissance, etc., il faut la laisser autonome. Il a thématiqué, théorisé l'autonomie de la recherche : plus vous laissez la recherche autonome, plus celle-ci est efficace et féconde pour répondre aux intérêts militaires, économiques, de santé, etc., de la société (c'est donc une défense *utilitariste* de l'autonomie de la recherche). Cette position a été assez répandue jusque dans les

et un seul qui voit différemment ; le poids accordé aux climatosceptiques n'est pas du tout proportionnel au poids qu'ils ont à l'intérieur de la communauté scientifique.

© Y a-t-il des valeurs qui seraient propres à la science, par opposition à des valeurs qui lui seraient extérieures : politiques, morales, etc. ?

La science n'est pas imperméable à l'influence de valeurs sociales, politiques, culturelles, en raison de son inscription dans la société. On distingue deux types de valeurs. Celles qui sont d'emblée légitimes dans le travail scientifique : par exemple, préférer une théorie simple, valoriser celle qui a un fort pouvoir explicatif, prédictif... tout cela n'enlève rien à l'objectivité de la science, bien au contraire.

exemple bien étudié aujourd'hui, ce sont les biais sexistes en science. Autrefois, on les niait souvent, la science étant supposée objective et neutre. Heureusement, à l'heure actuelle, rares sont ceux qui défendent de telles positions dogmatiques, ce qui permet d'agir plus efficacement pour limiter ces biais.

© Comment, en tant qu'ancienne chercheuse en astrophysique, en êtes-vous venue à la philosophie ? Qu'est-ce qui a motivé votre changement disciplinaire ?

Dès le départ de mes études scientifiques, j'ai mené en parallèle des études de philosophie. Il n'y a donc pas vraiment eu de changement disciplinaire mais plutôt un choix, quand je ne pouvais plus continuer à mener de front professionnellement les deux, de me consacrer à la philosophie des

cativité s'est produite plus tard, quand, au gré de rencontres, d'évolutions personnelles, je me suis aussi intéressée aux aspects politiques et sociaux de la science. La philosophie des sciences est encore trop souvent absente sur ce terrain-là. Il y a pourtant beaucoup à faire. Par exemple, l'argument, selon lequel une science autonome est plus féconde – parce qu'imprévisible – qu'une science pilotée de l'extérieur, est-il valide d'un point de vue épistémologique ? Cette interface très féconde à exploiter entre politique scientifique, voire politique au sens large, et épistémologie, appelle à dépasser les idées reçues en matière de dynamique de la science.

© Alors, la participation de citoyens peut-elle améliorer la connaissance et l'expertise scientifiques ?

Les processus de critique par les pairs, au cœur de l'activité scientifique, sont au fondement de la production d'objectivité en science. Mais si on introduit des non-professionnels, dont les contributions peuvent perturber ces mécanismes autorégulateurs de la science, quelle est l'influence sur l'objectivité scientifique ? Ces interrogations sont en quelque sorte précipitées par la volonté politique générale, dans nos sociétés, de faire participer davantage les gens. On peut décliner tous les problèmes et les apports de la démocratie participative et les transposer dans la sphère scientifique, c'est un programme de recherche que j'aimerais développer. Qu'attend-on exactement de cette participation ? Qu'est-ce qu'on peut y gagner en termes de connaissances ? Ces questions nécessitent de véritables investigations. ●

***Stéphanie Ruphy** est philosophe. Elle est professeure de philosophie des sciences à l'université Lyon 3.

Propos recueillis par Yannis Hausberg.

« Trop déléguer la décision à l'expertise scientifique, c'est aussi ne pas assumer ses responsabilités politiques. »

Les valeurs politiques, culturelles n'ont rien à voir, à première vue, avec la production de connaissances fiables. Mais on doit prendre acte de leur influence sur le contenu même des sciences, et comprendre comment marchent ces mécanismes d'influence pour neutraliser les biais. Un

sciences. Dans cette première étape de mon parcours, les types de problèmes qui m'intéressaient n'étaient pas si différents en astrophysique et en philosophie : ils étaient dans les deux cas avant tout théoriques, sans grands enjeux en dehors de la sphère académique. Une évolution signifi-



SCIENCES ET CITOYENNETÉ

De nombreuses initiatives existent, avec la volonté d'impliquer activement les publics, comme cette fête de la science organisée chaque année par Cœur d'Essonne Agglomération et la ville d'Arpajon.

Opinion/média

Le fossé se creuse

Le baromètre Kantar pour le journal *La Croix* sur la confiance des Français dans les médias est publié chaque année depuis 1987. En janvier dernier, l'Institut a interrogé, en face-à-face à leur domicile, mille Français « représentatifs de la population », comme on dit. La défiance de l'opinion, qui n'est pas nouvelle, s'amplifie à l'évidence. L'enquête portait notamment sur la couverture des gilets jaunes. Pour 51 % des sondés, le mouvement est « mal » traité par les médias et même « très mal » par 17 %. Les médias se voient notamment reprocher une dramatisation excessive (67 %) et « trop de place laissée à des gens qui expriment un point de vue extrême ». Seuls 43 % estiment que les moyens d'information leur ont permis de bien comprendre le mouvement. Les plus insatisfaits ? Ceux qui s'informent sur Internet (61 %), les proches de la France insoumise ou du Rassemblement national. Quant aux « critiques et agressivité » touchant les journalistes pour la couverture des gilets jaunes, 24 % les trouvent justifiées, pour 39 % ce n'est « pas vraiment justifié » et 32 % les condamnent. Plus généralement, la crédibilité accordée à la télévision, la radio et la presse écrite est en net recul. Chute de 10 points pour la télévision qui obtient son pire score avec 38 % de confiance, score qui tombe encore à 28 % chez les 18/24 ans et chez les employés. La radio reste le média le plus crédible à 50 % mais en chute de 6 points, soit le plus mauvais score

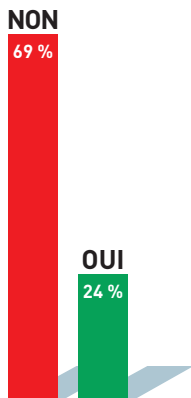
depuis 1987. La presse est à 44 % [-8]. 48 % des sondés pensent que « ce qu'on lit dans les journaux n'est sans doute pas tout à fait conforme à la réalité ». Côté télé, cette défiance grimpe à 59 %. « Un aussi grand écart entre la défiance et la confiance envers le petit écran (21 points de différence) n'avait pas été enregistré depuis 2000 ». Quand on leur demande quel est le support favori pour suivre l'enjeu des gilets jaunes, la télé reste tout de même en tête (63 % pour les journaux des grandes chaînes, 37 % pour les chaînes d'info en continu) ; Facebook fait 25 %, les quotidiens 16 % et les sites d'info 15 %. Le réseau social est le support préféré pour suivre l'actualité chez les 18/24 ans (54 %) ; c'est le cas de 41 % des ouvriers/employés, de 36 % du RN et de 33 % de la FI.

UNE INFORMATION À DEUX VITESSES

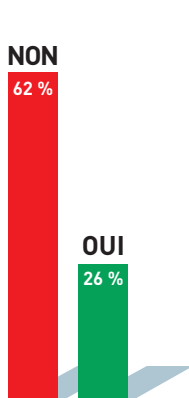
Autre enseignement : « L'information à deux vitesses est déjà là et cela doit alerter », estime Jean-Marie Charon, sociologue des médias. Une double fracture est en effet perceptible dans le comportement à l'égard des médias. Une fracture de classe. Toujours sur la question des gilets jaunes, les moins diplômés se tournent vers la télévision (+80 %) ; les cadres choisissent la radio (57 % contre 38 % pour l'ensemble des Français) et les grands quotidiens (31 % contre 17 %). Une fracture d'âge aussi. Les 18/24 ans sont sur Internet (53 % sur smartphone) ; pour approfondir ils regardent les réseaux sociaux (34 %) et les sites de la presse écrite (31 %). Seul 1 % (!) a l'habitude d'ouvrir un *newsmagazine* ; ils sont encore moins nombreux (!) à évoquer la radio : en fait aucun jeune sondé ne parle de ce média. ●

CROYEZ-VOUS QUE LES JOURNALISTES SONT INDÉPENDANTS. C'EST-À-DIRE QU'ILS RÉSISTENT

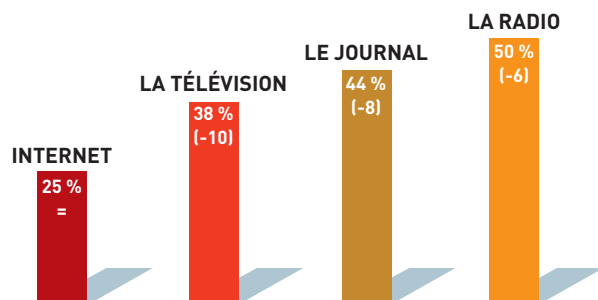
aux pressions des partis politiques et du pouvoir



aux pressions de l'argent



DIRIEZ-VOUS QUE LES CHOSES SE PASSENT COMME LE RACONTE



71 % des salariés travaillent dans des entreprises sous contrôle d'un groupe

La France compte 3,8 millions d'entreprises qui produisent plus de la moitié des richesses de notre pays avec une valeur ajoutée estimée par l'INSEE à 1 090 milliards d'euros. Ces entreprises sont évidemment très diverses. En fonction du nombre de personnes employées et de leur chiffre d'affaires annuel, on parlera de PME, d'entreprises de taille intermédiaire (ETI) ou de grandes entreprises (GE).

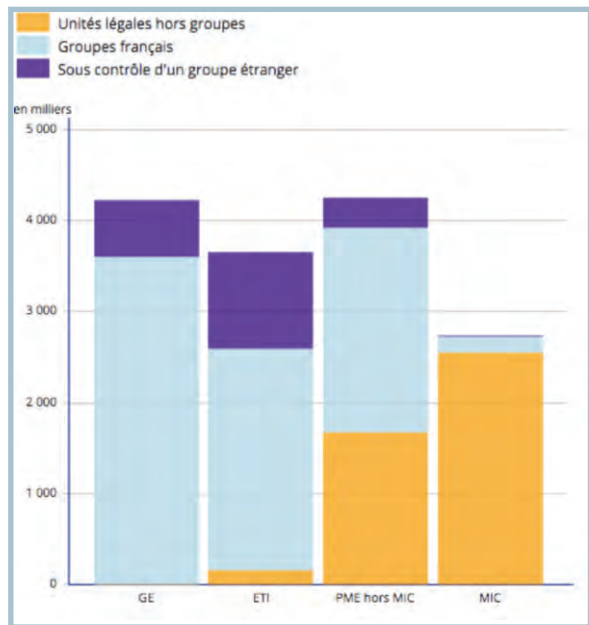
Le tissu économique français est concentré, c'est-à-dire que l'essentiel de l'activité économique des entreprises est le fait d'un nombre très restreint d'entre elles. En effet, 3 000 entreprises (<0,1%) portent à elles seules 52 % de la valeur ajoutée des 3,8 millions d'entreprises, soit 509 mil-

liards d'euros (1/4 du PIB). Elles concentrent également 83 % des exportations, 70 % de l'investissement et 58 % de l'excédent brut d'exploitation du champ. Elles emploient 5,1 millions de salariés en équivalent temps plein (ETP), soit 43 % des salariés de ces secteurs et près de 20 % de l'emploi total en France.

Les autres entreprises, et notamment celles de taille plus réduite, ne sont pour autant pas indépendantes des grands groupes et de ces 3 000 entreprises. Au contraire, elles sont souvent des filiales et/ou dépendantes des commandes des plus grosses entreprises. En 2015, 96 % des salariés des ETI, c'est-à-dire les entreprises entre 250 et 4 999 salariés, étaient sous le contrôle de groupes (67 % sous contrôle de groupes français ou 29 % de groupes étrangers). Quand on sait que les ETI emploient aujourd'hui 3,6 millions de salariés en équivalent temps plein et réalisent 26 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises, on imagine le poids économique des grandes entreprises en France. D'autant que les ETI se distinguent des autres catégories d'entreprises par leur orientation vers l'industrie manufacturière (31 % des salariés des ETI dans ce secteur d'activité) et par leur poids dans les exportations (34 % du chiffre d'affaires français à l'export). Enfin, 61 % des salariés travaillant dans des PME sont sous le contrôle direct d'un groupe, soit 2,6 millions de personnes, bien loin de l'image de la petite entreprise indépendante.

Au total, 71 % des 14,9 millions de salariés travaillent dans une entreprise qui dépend directement d'un groupe (57 % sous contrôle de groupes français ou 14 % de groupes étrangers). Les autres salariés travaillent dans des entreprises qui sont aussi potentiellement dépendantes des commandes d'autres entreprises, souvent plus grandes. La définition restrictive des groupes de l'INSEE tend également à sous-estimer ce phénomène de concentration. Le tissu économique français est donc structuré autour d'un nombre restreint d'entreprises dont dépendent très souvent les autres de manière directe (via des filiales) ou indirectes (sous-traitance et commandes). On voit donc que, dans un système capitaliste tendant en plus à la concentration du capital, les prétendues « liberté d'entreprendre » du petit entrepreneur et « indépendance » du petit patron relèvent largement plus de la fable que d'une réalité objective. ●

EFFECTIFS SALARIÉS SELON LA CATÉGORIE D'ENTREPRISE ET LE TYPE DE CONTRÔLE



Note : effectifs au 31 décembre 2015.
 Champ : secteurs marchands non agricoles.
 Source : INSEE, É sane, Clap et Lifi, 2015.

Les séances ont lieu **les mardis**, et sont retransmises sur les réseaux sociaux.
Conférences diffusées en live sur Facebook. À noter l'existence de deux vidéos par conférence.
La version intégrale et une version courte où l'intervenant résume son propos en quelques minutes.
Vous pouvez aussi les retrouver sur la chaîne Youtube : [#aunivpermanente](https://www.youtube.com/channel/UCaunivpermanente)

Et aussi sur... **Facebook** : <https://www.facebook.com/universitepermanente/>
Podcast : <http://www.soundcloud.com/universitepermanente>



CALENDRIER 2018/2019

PHILOSOPHIE		
L'infini matériel. Les sources intellectuelles du matérialisme antique	Arnaud Macé	09-oct
Thomas Hobbes : matérialisme et politique	Lilian Truchon	06-nov
Qu'y a-t-il de matérialiste chez Spinoza?	Pascal Sévérac	04-déc
Diderot et le matérialisme	Colas Duflo	08-janv
Marx et le matérialisme historique	Claude Rosenblatt-Lanher	05-févr
Lénine et le matérialisme militant	Aurélien Aramini	05-mars
Le féminisme matérialiste : une proposition de lecture critique	Saliha Bousseadra	02-avr
Matérialismes et sciences	Didier Gil	07-mai
Dagognet, matériologue	Julien Pasteur	04-juin
LOUIS ARAGON		
Qu'est-ce qu'une vie ? L'impossible biographie	Olivier Barbarant	16-oct
Aragon, stalinien ?	Bernard Vasseur	13-nov
Poésie et résistance	Olivier Barbarant	11-déc
Carte blanche sur Aragon	Jean Ristat	15-janv
Aragon en 1968	Hervé Bismuth	12-févr
Aragon romancier : un « homme siècle »	Dominique Massonnaud	12-mars
Aragon journaliste	François Eychart	09-avr
La construction d'un mythe : d'Elsa Triolet à Elsa	Marie-Thérèse Eychart	14-mai
Le dernier Aragon : un auteur pour le XXI ^e siècle	Olivier Barbarant	11-juin
HISTOIRE		
,Pourquoi s'intéresser à la Révolution aujourd'hui?	Claude Mazauric	23-oct
Entrer en Révolution (1787-1789)	Pascal Dupuy	20-nov
Été 1789 : l'invention d'un nouveau monde ?	Jeanne-Laure Le Quang	18-déc
Terminer la Révolution? (1789-1792)	Caroline Fayolle	22-janv
1792-1794 : Terreur ou laboratoire de la modernité ?	Côme Simien	26-févr
Robespierre	Hervé Leuwers	28-févr
Femmes et révolution française	Anne Jollet	19 mars
De la république conservatrice à la démocratie représentative 1795-1799	Pierre Serna	16-avr
La Conjuraison des Égaux	S. Roza et J.-M. Schiappa	24-mai
Passeurs de révolution : mémoire et transmission de l'expérience révolutionnaire au XIX ^e siècle	Jean-Numa Ducange	18-juin
ÉCONOMIE		
La crise en économie : analyse ou refoulement ?	Frédéric Boccara	30-oct
L'explication marxiste des crises du capitalisme	Constantin Lopez	27-nov
Les réponses capitalistes à la crise du capitalisme : des cercles vicieux aux transformations systémiques	Denis Durand	29-janv
Finance et crise : du krach de 1929 aux <i>subprimes</i>	Denis Durand	19-févr
La crise dans la zone euro	Denis Durand	26-mars
La révolution informationnelle : une réponse à la crise ?	Frédéric Boccara	23-avr
Crises et régulations dans l'histoire humaine	Frédéric Boccara	30-avr
Crises et guerres sont-elles liées ?	Rémy Herrera	28-mai
La crise du capitalisme contemporain : crise financière ou crise systémique ?	Denis Durand	25-juin

Cause commune ouvre ses colonnes à cette libre chronique, entre politique, littérature et philosophie.

Spectrographie philosophique d'un intellectuel communiste

De la couleur politique Beauté des gilets jaunes

PAR DIDIER GIL

Première partie

Samedi dernier, c'était l'Acte Iⁿ de la révolte des « gilets jaunes ». Une unité nouvelle (1) s'exposant à la puissance du multiple (n). Au réveil, je pense à la République *prima facie* qui, en l'An I (1792-1793), voulut rompre avec le temps calendaire déjà obsolète des rois solaires papolythiques. Je pense aussi au théâtre, le vrai, celui qui donne à voir un processus de vérité.

Qu'en montrèrent les media *mainstream* inféodés aux grands actionnaires du CAC40 ? Qu'en mirent en scène leurs acolytes, mercenaires de ceux-ci, qui prétendent gouverner ce pays dépaycé par l'affreuse mondialisation capitaliste ? Rien autre que d'in vraisemblables saynètes, des bribes à répétition d'un impossible scénario politique. Faux théâtre. Rien moins que des saynètes ; mais de vulgaires sketches sans le moindre humour, aux agents-communicants desquels échappe entièrement l'ironie de l'histoire, tant l'esprit de sérieux rend cons les minables puissants à la solde des ultrariches. On n'y lit, n'y voit, n'y entend rien de ces « primo-manifestants » en détresse, éborgnés, mutilés, traumatisés. Ils font pourtant déjà une bonne masse d'écorchés vifs, une belle multitude au moins coléreuse de citoyens déçus. Mais non. Là et las, tout ne serait que désordre et hideur, indigence, sentiments violents passant à l'acte délictueux, incompréhensible douleur faisant insolemment fi du principe de réalité.

Pis : Alain Minc, un fameux « intellectuel » de révérence, usa de sa parole autorisée. Il intervint, mobilisé par un pouvoir aux abois. Fidèle réserviste, il répondit à son devoir d'irréservé, en vertu des innombrables élucubrations qu'il a indéfectiblement publiées au service des causes les plus indéfendables. Ce sénescant énarque pantoufflard, par quel miracle a-t-il pu oser imaginer en M. Benalla un être « éblouissant » qui aurait « mérité de faire l'ENA » ? De quel éclat insoutenable serait la couleur de cet être-là ? Le sens de sa parole inconsciente saute aux yeux. Le souverain bien de l'énarchie désignerait-il désormais une disposition savante à exhiber la filouterie ?

Ledit « intellectuel » voudrait gorgianiser. N'est pas Gorgias qui veut. Il échoue en prétendant faire l'éloge paradoxal de la *corruption*, c'est-à-dire la pourriture. Louanger ce qu'on appelle « conflit d'intérêts » (par piètre euphémisme) et autres chefs d'inculpation du même acabit, c'est en vain tenter d'avérer l'insupportable confusion entre le bien commun et l'intérêt privé le plus hostile, le plus ostensiblement violent, à l'encontre de l'idée vraie du bien, celle du bien commun. Classieux Benalla, vérité de classe en col blanc : fort malpropre sur lui, portant salement l'habit propre de la police. Nul travestissement, car il n'aime pas le gardien de la paix, ni rien autre qui incarne véritablement l'état de droit républicain.

Samedi dernier, c'était l'Acte Iⁿ de la révolte des « gilets jaunes ». Au matin, je décide de faire ma toilette à fond. Me doucher longuement, me savonner savamment, ablutionner la grise mine de ma mélancolie, en ôter le noir aussi rouge que le sang séché sur ma vieille peau nue de révolutionnaire communiste désaffecté. Je cherche à quitter l'habit qui fait le moine de ma crasse procrastination d'intellectuel désengagé, de professeur désabusé. Pour autant, professeur de philosophie, ne m'a pas quitté le désir d'apprendre, pour moi-même comme pour autrui, dont s'habille l'amant véritable du savoir depuis l'Antiquité. Tel demeure sur moi ce désir, plutôt que (c'est tant mieux) il m'habite et que je le représente, à la façon de tel ou tel philodoxe qui de nos jours se proclame médiatiquement « philosophe ». Mais je n'ai pas confiance dans l'École de M. Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, baptisée « école de la confiance » ; invraisemblable antiphrase d'une novlangue qui m'incite au contraire à la plus grande défiance. Depuis une dizaine de samedis en acte, je soutiens les « gilets jaunes ». Seul un esprit faible comme M. Castaner, ministre de l'Intérieur, ose les assimiler à des « brutes ». Lui sont dévolus les honneurs les plus officiels. Il ne doit pourtant sa carrière politicienne qu'à feu le Parti socialiste : il n'a pas même mérité de faire l'ENA. Sinon, peut-

être serait-il digne des louanges de M. Minc. Car, usant d'une filouterie rhétorique moins malhabile, il saurait peut-être ce que « brute » veut dire. Le mot *bruta*, en latin, signifie « les bêtes » – ces animaux que certains humains croient tout autres, entièrement privés d'intelligence, même la sensible. Moi, j'aime les bêtes; j'aime *a fortiori* ceux qu'on prend pour des cons, des moins que rien, des fainéants, une « foule haineuse » de sauvages, etc., qu'il accuse de tous les maux bien que – paradoxe – il les juge privés d'âme.

J'aime les « gilets jaunes » dont la vie est en danger. Leur intelligence sensible exhale un souffle frais. L'« éblouissante » fluorescence qu'ils arborent me fait l'effet d'une faste tempête. « Ça s'essouffle », croient pourtant tempérer tous ceux qui les haïssent, pour les discréditer et soulager leur peur. Moi, leurs foudres me sidèrent, qui se retournent justement contre Jupiter. Je les aime. Aucune charité là-dedans, donc: au triste sens qu'un christianisme a donné à l'*agapè* grecque, la charité étant bien ordonnée, c'est par moi-même qu'elle pourrait à la rigueur commencer. Or je n'aime pas ma souffrance, ni la souffrance en général. Aussi s'agit-il d'amour au sens héroïque de l'amitié,

amour épuré du tourment de ses passions tristes; ce qui signifie au moins plaisir partagé entre concitoyens, vertu que les républicains français ont préféré appeler « fraternité ». Je songe à Bergson, dont j'expurge sans égard la mystique: « La démocratie théorique [...] procure la liberté, réclame l'égalité, et réconcilie ces deux sœurs ennemies en leur rappelant qu'elles sont sœurs, en mettant au-dessus de tout la fraternité. Qu'on prenne de ce biais la devise républicaine, on trouvera que le troisième terme lève la contradiction si souvent signalée entre les deux autres, et que la fraternité est l'essentiel » (*Les Deux Sources de la morale et de la religion*, IV). Question d'ascèse: après m'être sévèrement mais salutairement douché de l'inimitié (celle qui oppose liberté et égalité m'étant inintelligible), vais-je donc porter le même habit que les « gilets jaunes »?

Mais (comme dit la fée des lilas) mon teint supporte mal le jaune; je ne revêts jamais un habit de cette couleur étrange. J'ai d'autres habitudes: la médecine galénique y décèle le symptôme du bilieux (seuls les patriciens romains en faisaient une marque d'honneur); et la vie sociale y voit en général le signe de l'infamie. La crise de foi ou jaunisse de quelques soi-disant représentants – en vérité des renégats – ne donne son pigment qu'à l'urine dont je les inonderais volontiers, mais point à mon fard. Tout au plus ai-je quelque écharpe où la couleur jaune apparaît discrètement mêlée à d'autres. Après

ma toilette, il faut pourtant que je m'habille. J'exclus bien sûr le foulard prétendument « rouge » dont s'affublent les grands bourgeois effrayés des chics quartiers parisiens, qui ignorent superbement le bus et le métro et ne se véhiculent ordinairement que dans de noires voitures, semblables aux corbillards, conduites par des chauffeurs ubérisés. Habitant à Paris *intra-muros*, j'emprunte les transports en commun. Je fus d'abord longtemps banlieusard puis provincial, quelque temps. C'est récemment que je peux, enfin, ne plus être taxé comme « automobiliste ». Aucun gilet jaune n'est donc désormais à ma portée.

Dès lors, quel habit revêtir? La question me taraude. Je pense à Socrate, réputé crasseux, qui, dans *Le Banquet* (174a), explique à Aristodème tout étonné de rencontrer le philosophe athénien tandis qu'il sort du bain, frais comme une rose: « Je vais souper chez Agathon. [...] j'ai promis d'être là aujourd'hui. Voilà bien pourquoi je me suis fait beau, car je désire être beau pour aller chez un beau garçon. » *Agathon*: nom propre dont l'équivalent commun, en grec ancien, signifie « le bon » – quasiment synonyme de *kalon*, « le beau ». Ainsi le qualifie Socrate

(213c). Agathon est beau-et-bon: *kaloskagathos*. Seul qui est bon est par là même vraiment digne d'éloge. Crase contre crasse (Vincent, l'ex-gendarme élyséen). Alexandre (le Grand) contre Benalla le petit puant (ex-garde du corps de sa ci-devant Majesté).

La couleur de l'habit importe autant que son odeur. J'aime la rose, surtout la rouge. J'ai fini par abhorrer des représentants qui la portent comme une fleur au poing qu'ils se lassèrent de lever; ceux que, entre 1974 et 1981, j'ai porté au pouvoir, avec tant d'autres communistes sans lesquels ils ne s'en seraient jamais (em-)parés. Ceux dont l'emblème s'est délavé, flétri, privé de ses épines jusqu'à provoquer le dégoût et la rancœur que fait éprouver le pigment malodorant des fleurs fanées comme des ultimes félons. Ainsi m'apparaît la sale peau des monstres incolores et enragés qui ont quitté le chavirant navire pour s'amarrer au remorqueur autobaptisé « En marche ». Ou, plus infect, « en même temps », inintelligible écho au principe suprême de la raison: la peau de cet ex-Premier ministre (soi-disant socialiste), qui, à Barcelone, manifeste arrogamment sous les couleurs de l'extrême droite monarchiste et des « marcheurs » espagnols de « Ciudadanos ». De ce fait, *en quel sens* irait un tribunal » en marche » prononçant contre M. Valls (après qu'il fut dûment éborgné) une interdiction de manifester, voire une insolente peine de prison ferme? ●

À suivre.

« J'aime les "gilets jaunes" dont la vie est en danger. Leur intelligence sensible exhale un souffle frais. »



Un constat féroce sur les affres sans limite du « capitalisme postmoderne ». Les ressemblances avec la France de la dernière décennie sont frappantes.

Le Triomphe de la classe politique anglaise (Michalon, 2014) est un livre féroce. Il aurait pu s'appeler « La fin de la démocratie anglaise », tant il s'agit en réalité de cela. Et l'auteur de ce brûlot sait de quoi il parle. Parti à grand fracas de la direction du *Daily Telegraph* après avoir dénoncé ses complaisances avec le milieu des affaires, Peter Osborne en a tiré les certitudes qui guident l'écriture de ce livre. Il y avance, arguments à l'appui, l'idée que le clivage politique n'est plus un clivage gauche/droite mais un clivage « classe politique/ population ». Loin de penser qu'il n'y a plus de classe, il affirme que classe ouvrière, petits commerçants, agriculteurs, bref, ce qui fait une société moderne, s'est vu confisquer toute liberté politique et toute capacité à choisir son propre destin. Sur la classe politique, complice de ce rapt antidémocratique, l'auteur est sans pitié. Et les ressemblances avec la France de la dernière décennie sont criantes. L'analyse indubitablement conservatrice, mais aussi radicalement démocratique, mérite d'être discutée.

PRENDRE LE POUVOIR POUR S'ENRICHIR ET ACQUÉRIR DES PRIVILÈGES

L'auteur continue de croire que le suffrage démocratique doit rester la source de tout pouvoir mais fait le constat que depuis quarante ans une nouvelle génération de politiciens a peu à peu pris le pouvoir dans l'ensemble des lieux de décision, y nouant des complicités, des amitiés intéressées, pour son seul profit. Contrairement aux générations précédentes, où restaient encore dominantes les idées, et une vision de ce que devait être le royaume, celle-ci n'a en réalité aucune conviction, ni profession, ni même formation intellectuelle. Mais seulement une ambition, dévorante et violente : prendre le pouvoir pour s'enrichir et acquérir des privilèges, pour eux, leurs amis, les groupes financiers et les lobbies communautaires. Et tout, sans exception, doit plier devant cette rage folle. Fini le temps

des avocats, des médecins, des ingénieurs, des enseignants élus. Ce recrutement déjà limité socialement laisse place aux professionnels bons à rien et donc éligibles. Le symbole de cette génération est désigné : Tony Blair et ses amis. Peter Osborne décrit avec précision comment ces derniers ont détruit toute idée de collectivité, en se faisant les instruments et l'incarnation d'un crime permanent au profit de quelques nantis maîtres du jeu.

Poursuivant la destruction des politiques sociales et les privatisations entamées par Thatcher, les blairistes ont décidé d'accroître le tout en corrompant les derniers lieux de démocratie et de (contre-) pouvoir pour briser toute possibilité d'action collective et laisser libre cours à leur cupidité sans frein ; « l'intérêt général » s'en est retrouvé court-circuité par une salve d'attaques : Chambre des pairs infiltrée par les « amis », syndicats ignorés et

dévalorisés, médias indépendants insultés, structures d'évaluation des politiques et experts intègres rejetés comme partiaux et diffamés ; tout doit plier devant ces prédateurs sans morale. Nomination à vendre à tous les étages, circonscriptions dessinées pour faire élire des complices, « triangulation » des programmes afin de modérer toute proposition et de récuser toute autre idée comme réactionnaire ou extrémiste, n'en jetez plus. Il faut répondre à l'électeur mobilisé, en ignorant ceux qui ne sont pas utiles dans la prise du pouvoir.

DIVORCE ENTRE ÉLITE ET « PEUPLE »

Celui-ci est représenté comme un électeur moyen, mû par les envies bassement matérielles immédiates d'une population gavée de rien, gavage qui permet de maintenir une satisfaction morbide et d'empêcher toute implosion. Les désirs politiques des électeurs sont ainsi transformés en pulsions consommatrices et débarrassés de tout idéal ; ces derniers ne veulent dès lors que leur propre enrichissement, leur propre satisfaction, confort écoeurant et égoïste. Les élections ne servent plus qu'à avaliser des

Le Triomphe de la classe politique anglaise

DE PETER OBORNE

— PAR DAVID LANNES —

projets préétablis après ce divorce entre élite et « peuple ». Ces projets politiques ne se différencient plus de ceux qui cherchent à vendre yaourts, chaussures ou ordinateurs. Pour garder le pouvoir afin de créer de nouvelles occasions d'enrichissement, l'électeur doit être écervelé, pour mieux lui faire avaler ce que l'on désire vendre.

Ainsi un projet unique, libéral, dépourvu de toute forme d'opposition politique, est à l'œuvre. Plus de rouge, de bleu, ni d'or, au pays de Sa Majesté, qui fut si longtemps, selon l'auteur, un modèle pour les démocrates d'Europe. Les idéologies sont mortes pour cette caste, et, avec elles, le débat et les propositions audacieuses. Les partis ne sont plus que des écuries sans sève, où l'objectif n'est que le partage des postes à conquérir. Loin de déranger, cela permet de fausses alternances qui ne sont que des périodes de reconstitutions d'un capital sympathie pour le perdant auprès d'un électorat bafoué.

UNE PRESSE MISE SOUS TUTELLE

Peter Osborne consacre une large partie de sa vindicte au rôle de la communication dont les politiciens se servent à outrance pour persuader une population écrasée de la justesse de leurs lois. Et dont l'objectif n'est que d'accroître plus encore les possibilités de corruption morale et politique, autant de « services » rendus aux lobbies surpuissants pouvant décider d'une élection à coups de contributions. La « com' » permet aux politiciens d'échapper aux conséquences de l'échec sans fin de leurs politiques, rejetant à coups de sermons moralisateurs la faute sur le contexte, leurs subordonnés, la population accusée de ne faire aucun effort. Elle est loin l'époque où les politiciens en échec ou mis en cause quittaient la vie politique. À présent, ils multiplient les promesses, comme autant d'armes de séduction et non plus comme un projet de société. Le temps des idéaux a été oublié sur l'autel d'une armée de cupides. Les conseillers en « com' politique » ont tant développé leur art que les journalistes aujourd'hui n'écrivent ou ne disent que ce que le pouvoir veut voir. Et comme la peur et l'ambition ne suffisent plus, la propriété des journaux passe entre les mains des financiers, faisant taire toute opposition éventuelle. L'information, une presse autrefois réputée pour sa virulence depuis des siècles face aux errements du pouvoir, est mise sous tutelle musclée et verrouillée en Angleterre. Ces apprentis sorciers, plaie inévitable de toute démocratie bourgeoise, hantent les couloirs des cabinets et des assemblées, dictent la nature des orientations politiques. Faire savoir a éradiqué savoir-faire. Il faut dire que, en Angleterre, journalisme et politique se sont confondus, échangeant souvent leurs membres en fonction des opportunités, des échecs électoraux, abaissant encore le niveau général et l'intégrité de ses rangs. Les relations « privées » entre politiques et journalistes sont à

présent légion et largement médiatisées. Et cela se voit jusque dans les mots des politiques, devenus plats, convenus. Ne rien dire, pour au final ne rien faire.

UN SYSTÈME DÉMOCRATIQUE DOMINÉ PAR UNE CASTE

Le portrait est dur, mais sincère, tant son auteur semble attaché à un certain fonctionnement ancien de la démocratie anglaise. Le scandale des « notes de frais » n'a fait que révéler une part de cette piraterie « des clans et des bandes » déterminés à s'enrichir par l'argent public et à promouvoir leurs « amis », abaissant la fonction politique au truandage. Près de la moitié des députés d'alors furent concernés, les condamnations rares et faméliques, les juges nommés ayant sans doute préféré ménager de futures opportunités en récompense de leur laxisme. Le système démocratique se retrouve dominé par une caste déterminée à ne rien lâcher de son pouvoir, de ses privilèges et cela par tous les moyens possibles. La description de cette Angleterre rappelle une époque où les clans s'affrontaient pour le moindre morceau de terrain, la moindre forme de richesse, se servant de la populace comme chair à canon, comme moyen d'agrandir un confort réservé à une infime élite se foutant de tout. Où voler, menacer, tuer, faire chanter relevait de la normalité.

DES ANALOGIES CRIANTES

Il serait toutefois faux de croire que ce livre est une simple critique de l'évolution de la démocratie politique anglaise et les forfaitures de ses dirigeants voraces. Il s'agit d'un constat féroce sur les affres sans limites de ce qu'il nomme le « capitalisme postmoderne ». Ce dernier est à présent détaché de son enracinement, lancé dans la dévastation de secteurs auparavant préservés du profit : travail, État, mérite, justice, famille, tout est à vendre sans autre forme de débat. L'argent divinisé a pris le pouvoir sur ce qui pourtant devrait se placer au-dessus des intérêts particuliers, détruisant tout ce qui permettait de faire société. Pendant que l'Occident multiplie les attaques contre les régimes « illibéraux » honnis comme la Russie et la Hongrie, en son sein même son propre modèle démocratique périclète écrasé par l'ultralibéralisme aux tentacules divers. L'Angleterre de Blair, la France de Macron, l'Italie de Berlusconi, l'Espagne de Rajoy... Les analogies sont criantes.

Ce livre n'est pas à lire, il est à dévorer, à étudier, à critiquer pour en tirer des conclusions qui se doivent d'être féroces tant le capitalisme postmoderne ressemble de plus en plus à une dictature où le politique a laissé place aux VRP des bénéficiaires des grands lobbies et des groupes financiers, avec à sa tête des dirigeants aux ordres, en quête de profits personnels sous toutes les formes. ●

Les critiques formulées dans ces articles n'engagent que leurs auteurs.
Cause commune favorise la publication d'avis variés mais personnels.



Sociologie des transidentités

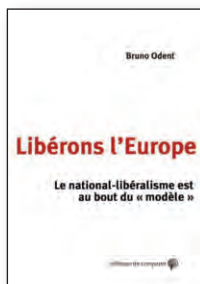
Le Cavalier Bleu, 2018

ARNAUD ALESSANDRIN

PAR **SHIRLEY WIRDEN**

Arnaud Alessandrin est docteur en sociologie de l'université de Bordeaux où il a soutenu sa thèse intitulée *Du « transsexualisme » aux devenir trans*. Il est actuellement chargé de cours et enseigne la sociologie du genre et des discriminations. Son dernier ouvrage *Sociologie des transidentités* semble satisfaire une ambition épistémologique et pédagogique. Il nous plonge dans l'historique synthétique des savoirs liés à la transidentité, histoire, déconstruction, controverses, définition des mouvements de lutte, analyse des transphobies et des représentations liées à celle-ci, l'œuvre décortique, synthétise et la met en perspective pour y penser les enjeux contemporains. Les personnes trans ont été et sont encore considérées comme des *monstres* au sens étymologique du terme : des individus à montrer, à jeter en pâture à la vindicte populaire, à afficher sur le devant de la scène sans autre forme d'explication : de la pure anatomie, de la pure chair à canon offerte sur la place publique. Si la culture dominante et populaire n'a pas toujours aidé à l'inclusivité (concept politique définissant le fait d'impliquer tous les individus dans les sphères représentatives, sans discrimination) des personnes transgenres en versant elle aussi dans la *monstruosité*, le service public mais aussi certaines plateformes comme Netflix font des efforts pour dépasser la simple représentation sensationnaliste en engageant des acteurs trans, loin des caricatures déplacées. Le combat pour la transidentité est représentatif de toutes les luttes menées avec ardeur et souffrance, pour bénéficier de l'acquisition d'une liberté sur la biologie dans toutes les sphères de la vie, qu'elles aient trait à la parentalité, au mariage, au genre, au sexe, à l'orientation sexuelle... Les luttes menées permettent de se libérer des assignations à résidence que l'on inflige aux individus sous de prétendues normes qui s'évaporent aujourd'hui sous le feu des réactionnaires. D'un point de vue politique, la synthèse (originale et originelle) que nous propose Alessandrin met en lumière la souffrance individuelle et collective subie dans la lutte pour la reconnaissance des droits et des libertés de disposer de son corps, dans la lutte pour la contestation de normes imposées par une société patriarcale, basée sur la reproduction et la bio-

logisation des rapports sociaux. Ainsi, l'auteur interroge et analyse avec finesse le glissement entre la transidentité considérée comme question médicale, psychiatrique, vers une considération aujourd'hui de plus en plus politique et sociale de la société et des pouvoirs publics. Passer de la nécessité d'un rôle social prétendument naturel à la liberté d'épanouissement du corps et de l'esprit, loin des diktats divers, tel est le combat qu'il mène avec de nombreuses associations engagées contre la transphobie, pour l'égalité des droits. ●



Libérons l'Europe

Le national-libéralisme est au bout du « modèle »

Éditions du Croquant, 2019

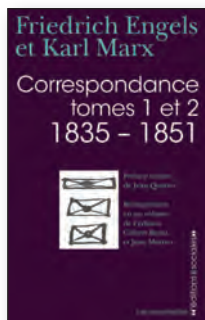
BRUNO ODENT

PAR **PIERRE IVORRA**

Dans son nouveau livre, Bruno Odent, journaliste à *L'Humanité*, spécialiste de l'Allemagne, montre que la lutte contre la montée des nationalismes suppose d'agir contre l'Europe actuelle et pour la changer. D'emblée, le danger est pointé du doigt : « Quasiment plus aucun État-membre de l'Union européenne n'est épargné. Partout les partis d'extrême droite acquièrent une influence croissante », écrit Bruno Odent dans ce livre consacré à l'Europe, à sa crise et aux possibilités de libérer ses peuples de la tutelle des marchés financiers et d'un libéralisme qui les étouffe. Ces forces ne réussissent pas seulement à enregistrer des succès électoraux, à accéder à des fonctions gouvernementales, elles parviennent à imposer partout leurs thèmes de prédilection dans le débat public, notamment leurs assertions sur une prétendue invasion du continent européen par des réfugiés venus du Sud. Comment expliquer une telle dérive ? En vérité, et c'est l'un des principaux mérites de son ouvrage, ce national-libéralisme qui grandit est d'une certaine façon le rejeton de la politique conduite par les chefs d'État européens, sous la houlette de dirigeants allemands et des *konzerne* (grands groupes) d'outre-Rhin : « Si le poison nationaliste dispose aujourd'hui d'une aussi forte capacité de nuisance, c'est qu'il a été déposé au cœur des rouages du modèle de référence de l'Union européenne. Le ver est dans le fruit de l'ordolibéralisme » que l'Allemagne est parvenue à imposer à des partenaires bien conciliants. L'ordo, note l'auteur, n'est rien d'autre qu'un système de contrôle et de contrainte très

strict sur la dépense publique, les salaires, la monnaie et son affectation, suivant des critères destinés à garantir le libéralisme sans entrave.

Les politiques restrictives imposées aux populations, en même temps que les faveurs et l'appui consentis aux grands groupes capitalistes sont ainsi analysés comme une machine infernale « à fabriquer des forces centrifuges », à nourrir les replis identitaires, les vellétés de sortie de l'euro et de l'Union européenne. Aucun salut n'est pourtant à attendre d'une échappée solitaire hors de l'Union et de l'euro. Tout au contraire, on ne pourra « libérer l'Europe » qu'en changeant l'une et l'autre. Dans cet esprit, l'auteur insiste sur l'intérêt qu'il y aurait à faire aboutir la proposition communiste de création d'un fonds européen de développement social, écologique et solidaire, financé par la Banque centrale européenne, qui pourrait alimenter et relancer les services publics. À la veille des élections européennes, le livre de Bruno Odent est un outil indispensable, qui peut aider à gagner au vote communiste. ●



Friedrich Engels et Karl Marx

Correspondance,
tomes 1 et 2. **1835-1851**

Les Éditions sociales, 2018

PAR **BERNARD VASSEUR**

C'est une vérité d'expérience bien connue que l'on comprend mieux la pensée des philosophes en lisant aussi leur correspondance. Ainsi la conception qu'a Platon de la politique n'est-elle pas incomplète pour qui n'a pas lu sa

Lettre VII ? Saurait-on vraiment tout de l'amour et des passions chez Descartes sans ses lettres à Chanut et à la princesse Elisabeth ? Comprendrait-on jusqu'au bout ce qu'est le mal aux yeux de Spinoza sans avoir parcouru ses lettres à Blyenbergh ? Où éprouverait-on mieux que dans la correspondance de Hegel cette idée centrale selon laquelle son système n'a aucune faille et comprend d'avance toutes les réponses à toutes les objections qu'on peut lui faire ? La correspondance entre Marx et Engels ne fait pas exception à la règle. Elle la confirme même au centuple, puisque ces deux-là ont donné à la pensée des œuvres écrites à quatre mains et fourni le témoignage vibrant d'une vie fondée non seulement sur une proximité et une amitié intenses, mais aussi sur une complicité intellectuelle et politique sans équivalent dans l'histoire

des idées. Tout cela saute aux yeux du lecteur de leur correspondance mieux que dans la plus complète des biographies.

L'édition de cette précieuse correspondance, lancée en 1971 par les Éditions sociales et confiée par Lucien Sève à Gilbert Badia et Jean Mortier a dû s'arrêter au tome 12 sans parvenir à son terme et surtout les premiers tomes étaient depuis longtemps épuisés. C'est pourquoi il convient de saluer l'ambitieuse reprise du projet par les Éditions sociales d'aujourd'hui, avec, d'une part, la parution toute récente d'un reprint en un seul volume des deux premiers tomes de l'édition Badia-Mortier (couvrant la jeunesse de Marx et Engels, de 1835 à 1841), précédée d'une belle préface de Jean Quétier, et, d'autre part, la publication prochaine d'un tome 13.

Cette parution des tout débuts de la correspondance de Marx et Engels donne accès aux coulisses de la formation des deux hommes et à la constitution de leur pensée. On y croise les passions multiples du jeune Friedrich, le sérieux des études de Karl et l'intensité de son amour pour Jenny, l'enthousiasme de leur rencontre alors même que l'époque paraît « grosse » d'une révolution. On y voit qu'Engels est le premier à se réclamer du communisme (dans une lettre du début d'octobre 1844) et comment, dans une explication constante avec les diverses chapelles du socialisme, les deux hommes progressent ensemble vers la rédaction du *Manifeste du Parti communiste*. Mais vient l'année 1849, l'échec de la révolution, le bannissement d'Allemagne et l'entrée dans l'ennui et la misère des premières années d'exil. « L'horizon n'a pas l'air de virer au rouge », écrit Engels au lendemain du coup d'État du 2 décembre 1851 à Paris, tandis que Marx constate au même moment qu'il « est extrêmement difficile, voire impossible de faire un pronostic dans un drame dont le héros est Krapülinski ». Marx, fixé à Londres, s'engage alors dans ce qui va devenir la « critique de l'économie politique », et les échanges de courriers se multiplient avec Engels, fixé pour sa part à Manchester. Une autre période de recherche et de lutte va alors commencer. L'intensité et la ferveur de ces lettres de jeunesse replongent le lecteur dans la vigueur des images du beau film de Raoul Peck, *Le Jeune Karl Marx*. Et Jean Quétier le souligne avec raison dans sa préface : « La possibilité de découvrir une pensée vivante, jamais figée, toujours en construction et en quête d'approfondissement, loin du dogmatisme qu'on a parfois prêté à Marx et à Engels, voilà sans doute ce que la lecture de ces lettres peut offrir de plus précieux aux lectrices et lecteurs d'aujourd'hui. » ●



L'Arme invisible de la FrancAfrique
Une histoire du franc CFA

La Découverte, 2018

FANNY PIGEAUD ET NDONGO SAMBA SYLLA

PAR **AUGUSTIN PALLIÈRE**

Le livre de la journaliste Fanny Pigeaud et de l'économiste Ndongo Samba Sylla dresse un panorama clair et complet de la « zone franc ».

Le maintien longtemps après les indépendances politiques de ces monnaies « franc africaines », héritières directes du « pacte colonial » (monnaies au pluriel, car il y en a trois différentes, qui ne sont pas convertibles entre elles) constitue une situation exceptionnelle.

Malgré l'entrée et la sortie d'une poignée de « petits » pays, l'« africanisation » des institutions monétaires dans les années 1970 et les contestations récentes, le fonctionnement de la zone franc est resté le même. Il repose sur quatre principes, le « cœur du système », qui sont décortiqués dans le livre : la fixité des parités, le libre transfert, la convertibilité illimitée et la centralisation des réserves de change. La « clé de voûte » de ce système est le compte d'opération dont dispose chacune des trois banques centrales (la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest, la Banque des États d'Afrique centrale et la Banque centrale des Comores) au niveau du Trésor français. Toutes les opérations qui supposent la conversion des francs CFA (ou comoriens) en devises étrangères passent par ces comptes. Les pays des zones francs ont l'obligation d'y déposer la moitié de leur réserve de devises. En contrepartie, le Trésor français assure la convertibilité illimitée des francs CFA et comoriens (en francs français puis en euros). Ce système assure la stabilité des taux de change et la maîtrise de la création monétaire permet de contenir l'inflation. Le débat porte non pas sur ce constat, mais sur la pertinence de cette politique monétaire pour le développement des pays concernés, dont la plupart appartiennent à la liste des « pays les moins avancés ». Les auteurs montrent bien que l'objectif de stabilité monétaire correspond à une vision orthodoxe pour laquelle les moyens de financer le développement économique ne peuvent se trouver que dans l'épargne domestique, au prix de politiques d'austérité dont les effets délétères sur le développement humain sont aujourd'hui largement admis, ou dans l'investissement étranger, qui doit se faire dans les conditions de la finance mondialisée

c'est-à-dire au moins-disant social et environnemental. En ne laissant pas aux pays de son ancien empire la maîtrise de leur politique monétaire, la France n'accorde donc aucun crédit, au sens premier comme au sens économique, aux acteurs économiques africains. En fin de compte, les mythes de la stabilité, de l'intégration et de l'attractivité de la zone franc servent à masquer des intérêts particuliers concrets, en l'occurrence des capitalistes français, et le drainage des ressources africaines à leur profit.

Sans que les auteurs s'aventurent trop loin sur ce terrain, les arguments développés dans le livre conduisent à montrer les limites d'une contestation symbolique qui fait de l'abandon du nom de la monnaie ou de la relocalisation de la fabrication des billets ses principales revendications. Dans un contexte autre, cela fait penser au débat sur la sortie de la France de la monnaie unique au nom d'un prétendu « patriotisme », débat qui a largement contribué à ne pas s'interroger sur la maîtrise de l'argent au service du développement humain en France et dans l'Union européenne.

Contrairement à des arguments simplistes également, la situation des pays d'Afrique subsaharienne hors zone CFA indique bien que la sortie des francs CFA et comoriens n'est pas une condition suffisante à la souveraineté monétaire et au développement humain. Mais le système monétaire reste une pièce essentielle de la perpétuation de la domination et de l'exploitation coloniale et s'interroger, comme les auteurs le font en fin de parcours, sur les conditions concrètes de sa transformation en Afrique est un exercice très utile. ●



La Médiation communiste

tomes 1 & 2
 L'Harmattan, 2018.

BERNARD LAMIZET
 PAR **FLORIAN GULLI**

Qu'est-ce qu'une médiation politique ? « Une dialectique entre la dimension singulière du politique et sa dimension collective. » Tout discours politique, le discours communiste en particulier, articule des significations communes et des significations singulières. L'ouvrage en deux volumes aborde les questions clés auxquelles toute perspective communiste doit se confronter, de l'identité au pouvoir, en passant par l'écologie, la mon-

dialisation ou encore le travail. Impossible à résumer en peu de signes, nous retiendrons deux analyses.

D'abord, celle de l'identité. Pourquoi Bernard Lamizet mobilise-t-il ce vocabulaire ? Il est en réalité décisif en politique : « L'expérience du politique est l'expérience de la confrontation à l'autre et celle des différences qui nous distinguent et nous séparent. » Cette perspective conduit par exemple à penser la transformation des modalités de la lutte des classes. Le développement de la précarité à partir des années 1970 affecte profondément l'identité des individus : « En empêchant les salariés de s'inscrire dans l'identité d'un emploi, la précarisation les conduit aussi à ne plus pouvoir exprimer leur identité dans la mise en œuvre même de leur travail. » La précarisation est en ce sens une forme d'aliénation. La conflictualité sociale se transforme ou se déplace : les entreprises encore mais autrement, les villes, les lieux de pouvoir locaux, mais aussi à l'échelle globale.

Ensuite, la discussion du populisme de Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. Le populisme affirme que le peuple n'est pas donné d'emblée dans la vie sociale mais qu'il se « construit » à l'aide de discours et de fictions. Le populisme critique ceux qui à leurs yeux présupposent le peuple ou le prolétariat comme donnés une fois pour toutes, avant toute intervention politique. Bernard Lamizet fait ici justice au marxisme. Pour Marx, il n'y a pas de peuple comme masse homogène existant d'emblée et capable d'action. Le peuple s'institue comme identité dans et par le conflit social. La lutte des classes est une forme d'identification de la classe. Les classes ne sont pas des acteurs mais elles s'instituent comme tel au cours du conflit social.

On notera aussi de belles pages sur les nouvelles formes d'aliénation : pollution et dégradation de l'environnement, perte d'identité au travail, perte d'information et perte de savoir et de qualification... ●

un endroit pour dormir, un bar où on ne vous connaît pas pour aller gratuitement aux toilettes, trouver à manger, se laver, éviter les pièges d'un monde sans limites et sans règles. Une vie de survie, dans un univers où la majorité sont des hommes. Vivre dans la rue, c'est aussi attendre et attendre encore. Marcher sans but la tête baissée, s'évader par l'alcool, les drogues, les médicaments. Pour se protéger du monde, la Lina (son « blaze » dans la rue) superposait ses vêtements, comme une barrière infranchissable : surtout ne me touchez pas ! Et il y a la pluie. La pluie, c'est le pire, l'ennemi ultime de ceux qui vivent dehors. Elle traverse les vêtements, s'installe, transperce, conquiert les âmes et sape le moral. Elle salit tout, la pluie.

Comment en arriver là ? Pour Élina Dumont, son histoire démarre en famille d'accueil où elle atterrit à l'âge de deux ans, dans un village normand près de Nogent-le-Rotrou. Loin du monde. Une vie à la campagne trop étriquée pour elle et sa soif d'aventure. À l'école, elle ne se sentait pas à sa place. L'école ne voulait pas d'elle. Il y a eu les violences sexuelles aussi. Elle les tut pendant longtemps, elle ne voyait pas à mal à l'époque. Bref, une enfance de blessures et une envie d'ailleurs qui la poussèrent à partir à Paris. À 17 ans, elle passait sa première nuit dehors.

Et puis il y a les rencontres. Ceux qu'on croise dans la rue et qui meurent presque sous nos yeux sans qu'on s'en aperçoive. Ceux avec qui on couche pour se mettre à l'abri, ne serait-ce qu'une nuit. Certaines rencontres conduisent au pire. Monsieur Jacky et la coke. D'autres vous sauvent la vie. Ce dentiste qui lui a soigné ses dents. Ces pompiers toujours bienveillants quand elle s'écroulait dans la rue. Cette psychologue qui lui a fait comprendre tant de choses. Les assistantes sociales. Et Marie, qui l'a hébergée dans une chambre de bonne et lui a confié ses enfants alors qu'elle se droguait encore. C'est l'histoire d'une femme forte à la gouaille et aux dents blanches, qui trouva la force de se frayer un chemin dans le monde. C'est l'histoire vraie d'une personne déterminée qui a survécu à la rue et qui a réappris à vivre selon les codes des gens qui ont un toit. Élina Dumont est aujourd'hui comédienne de théâtre et candidate sur la liste du PCF pour les élections européennes du 26 mai prochain. ●



Longtemps j'ai habité dehors

Flammarion, 2013

ÉLINA DUMONT

PAR **NICOLAS LAMBERT**

Ce livre est un témoignage. Celui de la comédienne Élina Dumont, enfant de la DDASS, qui vécut à la rue pendant de nombreuses années.

À la rue, tout est difficile. Trouver

DU CÔTÉ DES REVUES...



► L'étude du communisme est au cœur du dossier « Communisme en Algérie/communisme algérien » publié dans le dernier numéro des *Cahiers d'histoire*.

https://journals.openedition.org/chrhc/?em_x=22&lang=en



► Le numéro d'avril de la revue *Europe* est consacré à deux grands critiques dont l'œuvre continuera de rayonner à travers le temps : Jean Starobinski et Jean-Pierre Richard.

<https://www.europe-revue.net/>



► *Progressistes* vient de paraître. L'intelligence artificielle est le thème de son dossier.

<https://revue-progressistes.org/category/dernier-numero/>



► L'ONU face aux bouleversements du monde fait l'objet du dossier du dernier numéro de *Recherches internationales*.

<https://www.recherches-internationales.fr/RI113.html>



► Dans le dernier numéro d'*économie et politique* vous trouverez de nombreux articles sur un nouveau projet européen, une voie pour le réaliser.

<http://www.economie-politique.org/>



► Depuis la fin de l'année 2018, *Les Lettres françaises* reparait en version papier.

<http://www.les-lettres-francaises.fr/>



Un important dossier : École, urgence de l'égalité dans *Silomag*, n°8.

Poursuivez la lecture de la rubrique Silo sur le site :

<https://silogora.org/ecole-urgence-de-legalite/>



Un groupe social peut, et même doit, être dirigeant avant de conquérir le pouvoir de gouvernement (c'est là une des principales conditions pour la conquête du pouvoir) ; ensuite, quand il exerce le pouvoir, et même s'il le tient fortement en main, il devient dominant, mais il doit continuer à être en même temps dirigeant. Les modérés¹ continuèrent à diriger le Partito d'Azione² même après 1870 et 1876³, et ce qu'on a appelé le « transformisme » n'a été que l'expression parlementaire de cette action hégémonique dans le domaine intellectuel, moral et politique. On peut aller jusqu'à dire que toute la vie de l'État italien, depuis 1848⁴, est caractérisée par le transformisme, c'est-à-dire par l'élaboration d'une classe dirigeante toujours plus large, dans les cadres fixés par les modérés après 1848 et après la chute des

utopies néo-guelphes et fédéralistes⁵, grâce à l'absorption graduelle mais continue, obtenue par des méthodes variées mais efficaces, des éléments actifs issus des groupes alliés, et même des groupes adverses qu'on aurait crus des ennemis irréconciliables. En ce sens la direction politique est devenue un aspect de la fonction de domination, dans la mesure où l'absorption des élites des groupes ennemis décapite ces derniers, et les anéantit pour un temps plus ou moins long. La politique des modérés montre clairement qu'il peut et qu'il doit y avoir une activité hégémonique avant même l'arrivée au pouvoir, et qu'il ne faut pas compter sur la seule force matérielle que donne le pouvoir pour exercer une direction efficace. C'est justement la brillante solution de ces problèmes qui a rendu possible le Risorgimento dans les formes et dans les limites

où il s'est effectué, sans « Terreur », comme « révolution sans révolution » ou encore comme « révolution passive », pour employer une expression de Cuoco⁶ dans un sens un peu différent de ce que Cuoco entend par là. Sous quelles formes et avec quels moyens les modérés réussirent-ils à installer l'appareil (le mécanisme) de leur hégémonie intellectuelle, morale et politique ? Sous des formes et avec des moyens que l'on peut appeler « libéraux », c'est-à-dire à travers l'initiative individuelle, « moléculaire », « privée » [non liée à un programme de parti élaboré et constitué suivant un plan, et précédant l'action pratique et l'organisation].

Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, cahier 19, § 24, Gallimard, 1991, traduction de Claude Perrus et Pierre Laroche.

Transformisme et révolution passive

Comment expliquer que le *Risorgimento*, cette révolution bourgeoise qui a rendu possible l'unité italienne, n'ait pas eu le caractère « national-populaire » de la Révolution française ? C'est parce que la bourgeoisie italienne, contrairement à la bourgeoisie française de 1789, ne s'est pas appuyée sur la mobilisation des masses paysannes. Le *Risorgimento* représente en cela l'archétype d'une « révolution passive », dans laquelle la gauche elle-même subit l'hégémonie de la droite.

— PAR FLORIAN GULLI ET JEAN QUÉTIER —

LE TRANSFORMISME, OU QUAND LA DROITE EST HÉGÉMONIQUE À GAUCHE

Le « transformisme » n'est pas un concept inventé par Gramsci, il apparaît dès la fin du XIX^e siècle pour désigner la politique mise en œuvre par Agostino Depretis, qui fut à plusieurs reprises chef du gouvernement italien entre 1876 et 1887. Dirigeant de la « gauche historique », ce dernier poursuivit en réalité la politique de ses prédecesseurs de droite, reprenant à son compte une bonne

partie de leur programme. Pour Gramsci cependant, le « transformisme » a des racines bien plus anciennes et caractérise « toute la vie de l'État italien depuis 1848 », c'est-à-dire le *Risorgimento* lui-même. Le « transformisme » ne se réduit pas aux pratiques politiques d'une gauche choisissant de gouverner à droite, il est le signe d'une hégémonie d'une fraction de la bourgeoisie sur une autre : c'est au fond toujours la bourgeoisie conservatrice qui « dirige », même quand elle ne « domine » ►►



► pas, même quand c'est la bourgeoisie progressiste qui est aux manettes du gouvernement⁷. Le *Risorgimento* se caractérise donc par l'hégémonie des modérés, qui dirigent jusqu'au parti adverse lui-même (le Parti d'action). Gramsci résume les choses en citant l'expression attribuée au roi d'Italie Victor-Emmanuel II, figure de proue des modérés, disant qu'il avait le Parti d'action « dans sa poche ».

Cette hégémonie s'explique notamment par la forte homogénéité du groupe social représenté par les modérés : c'est la grande bourgeoisie industrielle du nord de l'Italie. Le Parti d'action, en revanche, « ne s'appuyait sur aucune classe historique définie », il se voulait plus à gauche que les modérés, mais refusait tout autant que lui de s'appuyer sur les masses paysannes. Précisément pour cette raison, les modérés ont pu facilement « décapiter » le Parti d'action en absorbant ses élites. Pour Gramsci, c'est parce que les modérés étaient en phase avec la classe qu'ils représentaient qu'ils « exerçaient, de façon "spontanée", une puissante attraction » jusque sur les membres du Parti d'action. La cooptation et la corruption, pratiquées en permanence pendant la période du « transformisme » proprement dit (à partir de 1876), permettent d'ailleurs de détacher des individus – les « molécules » – de leur parti d'origine en brisant sa capacité d'initiative historique, même lorsque celui-ci

parvient au pouvoir. Mais le transformisme a un coût. La circulation du personnel d'une formation politique à l'autre discrédite les partis et la vie démocratique elle-même. Gauche et droite parlementaires, à force de coalitions, se distinguent de moins en moins. Le transformisme se jouant loin des masses conduit à une dépolitisation profonde du régime parlementaire.

LA RÉVOLUTION PASSIVE CONTRE L'INTERVENTION POPULAIRE

Le transformisme constitue l'une des modalités possibles de ce que Gramsci appelle révolution passive. Dans son *Histoire de la révolution napolitaine de 1799*, Vincenzo Cuoco, à qui Gramsci reprend ce concept, distinguait les révolutions actives, marquées par l'intervention directe du peuple, des révolutions passives, dans lesquelles le gouvernement « devine l'esprit du peuple et lui présente ce qu'il désire mais qu'il ne saurait se procurer de lui-même ». La révolution passive désigne donc par certains aspects une révolution sans participation populaire, mais aussi sans transformation majeure de la vie des masses paysannes.

Gramsci reprend le concept « dans un sens un peu différent » de celui que lui donnait Vincenzo Cuoco. En effet, chez ce dernier, la révolution passive servait surtout à expliquer l'échec de la République parthénopeenne de

1799, imposée de manière artificielle à la population napolitaine, que les représentants de la bourgeoisie entendait libérer « par en haut » du joug des Bourbons. En l'appliquant au *Risorgimento*, Gramsci ne se contente pas de l'utiliser pour expliquer un phénomène nouveau, il en fait une modalité particulière de la « guerre de position⁸ » menée par la bourgeoisie. Dans d'autres passages des *Cahiers*, Gramsci en élargit encore la portée : « Le concept de révolution passive me semble pertinent non seulement pour l'Italie, mais aussi pour les autres pays qui ont modernisé leur État au moyen d'une série de réformes ou guerres nationales, sans passer par la révolution politique de type radical-jacobin » (cahier 4, § 57). En effet, pour Gramsci, le contre-modèle de la révolution passive, c'est la Révolution française. Celle-ci fut certes une révolution bourgeoise, mais les jacobins surent lui donner une portée « nationale-populaire » en impliquant l'ensemble des forces populaires. Comme le dit Gramsci, les jacobins « représentaient le mouvement révolutionnaire dans son ensemble, comme processus historique intégral, parce qu'ils représentaient également les besoins futurs, là aussi, non seulement de ces personnes physiques déterminées, mais de tous les groupes nationaux ». La bourgeoisie jacobine dirigeait parce que son programme incorporait les revendications des paysans et des couches populaires urbaines.

Le concept de révolution passive permet de décrire la dimension paradoxale de l'action de la bourgeoisie italienne dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, c'est-à-dire à une époque où, partout en Europe, cette classe a réprimé les forces révolutionnaires du prolétariat montant. Pour Gramsci, la politique de la bourgeoisie ne peut pas être saisie adéquatement à la lumière des catégories de « réaction » ou de « contre-révolution ». Elle ne vise pas l'immobilisme ni le retour à un passé idéalisé. La bourgeoisie est à l'initiative de bouleversements, de

« modernisation », notamment en étant à l'initiative de l'unification de l'Italie. La bourgeoisie d'après 1848 est donc encore en un certain sens « révolutionnaire ». Mais Gramsci parle de « révolution sans révolution », parce que ces transformations s'opèrent sans changements notables des conditions de vie des masses paysannes, notamment dans le sud de l'Italie. Dire que la domination de la noblesse est remplacée par celle de la bourgeoisie, c'est finalement dire qu'il faut que tout change pour que rien ne change, pour reprendre la célèbre idée développée dans le roman de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, *Le Guépard* (1958), par le personnage de Tancredi, aristocrate sicilien qui décide de se rallier à l'expédition garibaldienne de 1860. Mais cette « révolution-restauration » (cahier 15, § 11) demeure par là même fragile : précisément parce qu'elle laisse à l'écart la grande majorité de la population italienne, elle ouvre la voie au fascisme qui s'imposera dans les années 1920. ★

L'esprit de scission, remède à la révolution passive

Si la Révolution française constitue le contre-modèle de la révolution passive du *Risorgimento*, c'est parce que les jacobins étaient « le parti de la révolution en acte ». En choisissant de trancher dans le vif, la fraction la plus avancée de la bourgeoisie française était caractéristique d'un « esprit de scission » qui est le contraire du transformisme. Gramsci considère que l'action de la classe ouvrière italienne pourra résister aux logiques de révolution passive à condition qu'elle s'appuie également sur cet esprit de scission qu'il définit comme « acquisition progressive de la conscience de sa propre personnalité historique » (cahier 3, § 49).

1. Les « modérés » constituent l'aile droite des partisans de l'unité italienne, dont le principal représentant est Camillo Cavour, qui dirige le gouvernement du royaume de Sardaigne tout au long des années 1850.
2. Le Partito d'Azione (Parti d'action), fondé en 1853 par Giuseppe Mazzini, représente l'aile progressiste, démocrate et républicaine, des partisans de l'unité italienne. Il est notamment à l'origine de l'expédition des Mille menée par Giuseppe Garibaldi en 1860, qui conduisit à la conquête du royaume des Deux-Siciles.
3. Le 20 septembre 1870, les troupes piémontaises prennent Rome, achevant ainsi l'unité italienne. Les élections de novembre 1876 à la Chambre des députés marquent la victoire de la « gauche historique » d'Agostino Depretis, héritière du Parti d'action, face aux modérés de la « droite historique » qui dominaient le jeu politique italien depuis les années 1850.
4. Les soulèvements révolutionnaires de 1848 avaient donné lieu à la première guerre d'indépendance italienne, menée par le royaume de Sardaigne contre l'empire d'Autriche.
5. Le néoguelfisme désigne un courant politique, impulsé notamment par Vincenzo Gioberti, favorable à l'unification sur un modèle fédéraliste et clérical, c'est-à-dire à une confédération d'États italiens présidée par le pape. Le terme renvoie à l'opposition entre guelfes (partisans du pape) et gibelins (partisans de l'empereur) dans l'Italie médiévale.
6. Vincenzo Cuoco (1770-1823) est l'auteur d'une *Histoire de la révolution napolitaine de 1799*.
7. Sur la distinction entre direction et domination, ou entre hégémonie et coercition, nous renvoyons à l'analyse proposée dans le n°5 de *Cause commune*.
8. Sur la distinction entre guerre de mouvement et guerre de position, nous renvoyons à l'analyse proposée dans le n°4 de *Cause commune*.



ORGANISEZ DES DÉBATS !

avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

Contactez-nous au 01 40 40 13 50



Claude Saligny

ou au 01 40 40 12 30



Monique Renault

Mail : causecommune-larevue.fr



Cause **★** commune
est sur **Facebook**

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Guillaume Roubaud-Quashie
Directeur



Davy Castel
Rédacteur en chef



Jean Quétier
Rédacteur en chef



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
(Controverses/Sondages)



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page et graphisme



Noëlle Mansoux
Secrétariat de rédaction



Chantal Guerre
Secrétariat de rédaction



Camille Ducrot
(Critiques/Lire)



Marine Miquel
(Critiques/Lire)



Florian Gulli
(Dans le texte)



Salih Boussetra
(Féminisme)



Léo Purguette
(Grand entretien)



Mickaël Bouali
(Histoire)



Jérémie Giono
(Militar)



Sophie Mazenot-Chappuy
(Parlement)



Laura Moscarelli
(Philosophiques)



Jean-Michel Galano
(Philosophiques)



Victor Blanc
(Poésies)



Corinne Luxembourg
(Production de territoires)



Séverine Charret
(Production de territoires)



Nicolas Lambert
(Production de territoires)



Pierrick Monnet
(Réactions)



Gérard Legrip
(Regard)



Élodie Lebeau
(Regard)



Pierre Crépel
(Sciences)



Fanny Chartier
(Statistiques)



Michaël Grand
(Statistiques)



Benjamin Sozzi
Vidéo



Claudine Périllaud
Relecture



Vincent Bordas
Relecture



Constant Lopez
Réseaux sociaux



Sabrina Royer
Réseaux sociaux



Julien Rossi
Débats



Igor Martinache



Aurélien Aramini



Maëva Durand

PROCHAIN NUMÉRO
juillet/août : **Paix**



Parti communiste français

Prix : 8€